

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
NOUVEAU RÉGIME MINIER
EN ROUMANIE

Étude économique, financière et juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mercredi 3 décembre 1931, à 2 heures

PAR

George Stef. SERDARU

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants : { MM. RIST, professeur
MESTRE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1931

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
NOUVEAU RÉGIME MINIER
EN ROUMANIE

Étude économique, financière et juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le mercredi 3 décembre 1931, à 2 heures

PAR

George Stef. SERDARU

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants : { MM. RIST, professeur
MESTRE, professeur

PARIS
JOUVE & Cie, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INOUBLIABLE RECONNAISSANCE
et PIEUX SOUVENIR

A LA MÉMOIRE
DE MA MÈRE BIEN-AIMÉE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

«.. Les produits de pétrole sont nécessaires dans une mesure égale au sang réclamé par le front de combat. »

CLEMENCEAU.

« Ce qui est à craindre, ce n'est pas tant les hommes que les machines. »

Président WILSON.

« Considérez l'évolution de la civilisation, et faites-moi voir, je vous prie, à quel point de l'histoire vous avez trouvé un peuple qui ait pu arriver à être fort, à être civilisé, uniquement par ses propres forces. »

P. P. CARP.

Ministre roumain en 1895.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION. — Généralités	13

PREMIÈRE PARTIE

<i>Considérations économiques sur les richesses minières de la Roumanie</i>	23
CHAPITRE PREMIER. — Aperçu général sur les richesses du sous-sol roumain	23
CHAPITRE II. — Le Pétrole	25
§ 1. — La Roumanie et la production mondiale de pétrole	25
§ 2. — La situation actuelle du pétrole roumain..	27
a) La production	27
b) Le forage	28
c) Le raffinage	29
d) Le transport	31
§ 3. — La crise dans l'Industrie du pétrole	36
CHAPITRE III. — Le Charbon	43
CHAPITRE IV. — Le Sel	47
CHAPITRE V. — Le Gaz naturel	49
CHAPITRE VI. — Minéraux et Métaux	51

DEUXIÈME PARTIE

<i>Capitaux et développements des industries minières</i>	55
CHAPITRE PREMIER. — Généralités	55
a) Premières tentatives de pénétration des capitaux étrangers	57
b) Les groupes étrangers qui, les premiers, s'intéressèrent à l'industrie roumaine du pétrole.....	58

c) La proportion des capitaux allemands dans le pétrole en 1915	60
d) Quand les autres groupes financiers commencent à s'intéresser au pétrole roumain	61
e) La liquidation des biens allemands et la nouvelle proportion des capitaux investis dans le pétrole	62
f) Les investissements dans la période 1916-1923...	63
g) L'origine des capitaux investis jusqu'en 1923...	65
i) Les capitaux investis dans la période 1923-1925... et la situation des capitaux à la fin de 1925....	66
j) Les investissements faits de 1925 à 1929. Tableau général des investissements de 1919 à 1929, comparés avec l'année 1913.....	67
CHAPITRE II. — La situation actuelle des sociétés pétrolières et des capitaux qui sont investis dans l'industrie du pétrole	
a) Sociétés avec leur capital en lei.....	69
b) Le capital étranger dans le pétrole roumain....	70
c) Aperçu sur les plus importantes sociétés pétrolières roumaines	73
CHAPITRE III. — Les capitaux dans l'industrie extractive et métallurgique	
a) Les capitaux dans l'industrie métallurgique....	74
b) Les capitaux dans l'industrie extractive.....	76

TROISIÈME PARTIE

<i>Histoire des législations minières roumaines.....</i>	79
CHAPITRE PREMIER. — L'Ancien régime	79
CHAPITRE II. — Lois spéciales minières	86
§ 1. — La loi du 21 avril 1895	86
§ 2. — Les lois et les règlements jusqu'en 1914.	92
§ 3.— La législation pendant la grande Guerre.	96
CHAPITRE III. — La Constitution du 28 mars 1923.....	102
CHAPITRE IV. — La loi des Mines du 4 juillet 1924.....	108
CHAPITRE V. — Les modifications successivement apportées à la loi de 1924.....	115

QUATRIÈME PARTIE

Le nouveau régime minier établi par la loi du 28 mars 1929. 123

Aperçu général sur les principes fondamentaux de la
nouvelle loi 123

CHAPITRE PREMIER. — La mise en valeur des substances
minérales appartenant à l'Etat 131

I. — *Les premiers travaux*..... 131

II. — *La concession* 144

§ 1. — La déclaration de propriété minière con-
cessible 144

§ 2. — L'institution des concessions..... 147

a) Le régime des concessions contre
redevance 148

b) Le régime des concessions par asso-
ciation avec l'Etat..... 150

§ 3. — L'institution des concessions..... 152

A. — *Les droits et les obligations du concessionnaire*..... 162

§ 1. — Les droits du concessionnaire..... 162

§ 2. — Les obligations du concessionnaire..... 165

a) Les obligations envers l'explorateur..... 167

b) Les obligations envers le propriétaire de la
surface 167

c) Les obligations envers ses voisins 172

d) Les obligations relatives au personnel..... 173

e) Obligations diverses 174

f) Le transport et les établissements industriels
miniers 175

B. — *La cessation de la concession*..... 177

a) Concessions libres par cessation..... 178

b) Concessions libres par renoncement..... 179

c) Concessions libres par retrait..... 181

CHAPITRE II. — La mise en valeur des substances miné-
rales laissées à la disposition du propriétaire de la sur-
face 184

CHAPITRE III. — Dispositions diverses..... 186

CHAPITRE IV. — Le pétrole 205

CHAPITRE V. — La reconnaissance et la validation des
droits acquis..... 216

A. — Explorations	224
B. — Exploitations	226
C. — Dispositions spéciales pour les bitumes.....	230

CINQUIÈME PARTIE

<i>Nouvelles tendances de la politique minière roumaine....</i>	237
---	-----

CONCLUSIONS	250
-------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	253
---------------------	-----

AVANT-PROPOS

Les richesses minières de la Roumanie et l'importance spéciale avec laquelle le législateur les a traitées ont fait croire aux étrangers que la Roumanie poursuit une politique d'isolement économique, en oubliant complètement la grande vérité de l'interdépendance et de l'interpénétration des intérêts économiques des différents pays.

C'est une grande erreur !

Nous nous proposons d'étudier et de démontrer dans cet ouvrage que toute notre législation n'a fait qu'organiser de mieux en mieux la participation des capitaux étrangers à l'industrie minière.

De ce point de vue, l'étude des législations des mines nous apparaît comme l'histoire même de la participation des capitaux étrangers dans les exploitations de Roumanie.

En effet, dans la première Loi des Mines de 1895 et celles qui se sont succédé depuis, le législateur roumain a élargi chaque fois la porte d'entrée aux capitaux étrangers.

Il y a eu, certes, des hésitations, et quelques années même, le principe adverse a été admis, mais la grande ligne de la législation témoigne d'un juste souci de protéger la participation des capitaux étrangers dans les mines et le pétrole de Roumanie.

A l'énumération des richesses minières de la Roumanie, nous verrons que le libéralisme dont elle fait preuve envers les capitaux étrangers n'est pas la conséquence de la faiblesse des richesses minières roumaines, mais qu'au contraire elles sont plus qu'importantes et que l'esprit du législateur est guidé par les grands principes libéraux occidentaux que la Révolution française de 1789 a fait apparaître comme un idéal vers lesquels le législateur doit tendre de tous ses efforts.

* * *

Nous nous efforcerons aussi d'étudier les considérations juridiques qui ont servi de base à l'élaboration de ces lois.

En effet, il est très intéressant de voir comment le législateur roumain a su concilier certaines lois locales avec le grand esprit juridique de l'Occident et spécialement avec le monument du droit du monde qu'est le Code Napoléon.

* * *

Pour la précision de nos considérations, nous avons utilisé autant que possible des données statistiques.

* * *

Le plan du présent ouvrage sera le suivant :

D'abord : Considérations économiques sur les richesses minières de la Roumanie,

Ensuite : Etude des capitaux et du développement des industries minières.

Puis nous passerons à l'histoire de la législation minière, étude qui sera divisée en deux parties :

I. — Dispositions minières depuis les temps les plus reculés jusqu'à la loi de 1929. Cette partie comprendra plusieurs périodes ;

II. — Le nouveau régime minier établi par la loi du 28 mars 1929.

Pour terminer, nous montrerons la situation actuelle, les tendances économiques et politiques de la Roumanie, et nous arriverons à cette conclusion que la situation géographique même de la Roumanie l'oblige à ouvrir toutes grandes ses portes aux capitaux étrangers, sauf certaines restrictions qui n'ont à la base que le vif désir d'un avenir assuré, d'un avenir favorable aux relations extérieures basées sur le respect des traités conclus par la grande Roumanie.

LE
NOUVEAU RÉGIME MINIER
EN ROUMANIE

INTRODUCTION

*Les gisements miniers sont une
richesse nationale.*

Pour la compréhension de cet ouvrage, il est nécessaire de donner quelques renseignements statistiques sur le pays qui nous intéressera tout à l'heure par l'étude de son régime minier.

La Roumanie est située entre 43°15' et 48°15' de latitude Nord et entre 17°40' et 28°5' de longitude Est, entre le Danube, la mer Noire, le Dniester et la Tisse. Ses voisins sont la Pologne et la Tchécoslovaquie au nord, la Hongrie et la Yougoslavie à l'ouest, la Bulgarie au sud et l'Union Soviétique Russe à l'est. Grâce à cette situation intermédiaire entre l'Orient et l'Occident, elle a toujours été un lieu d'arrêt pour les voyageurs qui se dirigeaient vers le riche Orient, ou en revenaient vers l'Occident, plein de civilisation et de culture.

La superficie de la Roumanie est de 294.967 km². Elle vient ainsi au dixième rang parmi les pays d'Europe. Elle possède au centre le plateau de Transylvanie, formé par la chaîne des Carpathes, et

qu'entoure une immense plaine riche en humus, baignée par la mer Noire, arrosée par le Danube, la Tisse, le Pruth, le Dniester et nombre d'autres rivières qui toutes contribuent à faire de la Roumanie un pays éminemment agricole, considéré comme le grenier de l'Europe.

D'après les données statistiques, la répartition du sol roumain est la suivante (1) :

	Ha	%
Terres labourables	12.751.636	soit 43,24
Prés naturels et pâturages	4.054.475	13,75
Cultures arborescentes et arbustives ..	613.657	— 2,08
Bois et forêts	7.224.071	— 24,50
Terres improductives, eaux, etc.	4.845.200	— 16,43
Total	29.489.200	

D'après sa latitude, la Roumanie devrait avoir un climat méditerranéen, mais son éloignement des mers chaudes, le manque de vents humides, et, d'autre part, l'absence au nord-est du pays d'une chaîne de montagnes qui arrêterait les vents sibériens donnent à la Roumanie un climat tempéré continental, avec un printemps et un automne très courts. Température moyenne 10° C. ; un été très chaud +35° et un hiver très froid —30°. La différence entre les moyennes d'hiver et celle d'été est de 23°, mais celle qui sépare les températures extrêmes peut atteindre 75°.

La population de la Roumanie est de 18 millions 176.757 habitants (2). Elle se classe ainsi au huitième

(1) *Les forces économiques de la Roumanie*, Bucarest.

(2) *Annuaire statistique de la Roumanie*, Bucarest, 1929. Le dernier recensement général a été fait le 1^{er} janvier 1931.

rang parmi les pays d'Europe, mais si on considère le taux des naissances, elle occupe le deuxième rang : en ce qui concerne la densité de la population, elle est faible : à peine 58 habitants par kilomètre carré.

* * *

Parmi les richesses de la Roumanie, il faut d'abord énumérer celles du sol, puisque l'agriculture, les forêts et les vignes sont les plus importantes de la production et qui contribuent dans une large mesure à l'augmentation de l'activité industrielle et commerciale et procurent d'importants revenus.

L'agriculture, par la superficie qu'elle occupe, avec le grand nombre d'habitants qui ont pour principale occupation le travail de la terre, et par les importants capitaux investis et les revenus qui en résultent, a toujours été considérée comme la première richesse du sol.

La superficie cultivée en céréales en 1929 a été de 11.222.522 ha, et la production totale de 136 millions 708.820 quintaux métriques qui se répartissent en : (quintaux métriques) *a*) maïs : 63 millions 861.811 ; *b*) orge : 27.404.537 ; *c*) froment : 27 millions 148.476 ; *d*) avoine : 13.592.924 ; *e*) seigle : 3.369.659 ; *f*) millet : 1.151.362 (1).

Pour mieux faire comprendre l'importance de l'agriculture, nous reproduisons un tableau des exportations en 1927, où l'on peut voir le rapport entre l'agriculture et les autres branches d'exportation.

(1) *Idem.*

Matières	1927			
	Quantité en millions de tonnes	% du total	Valeur milliers de leis	% du total
I. Céréales et dérivés	3.057	41,59	19.437	51,56
Autres produits végétaux ..	142	1,93	1.408	3,73
Total	3.199	43,52	20.845	55,29
Animaux et produits animaux	93	1,27	3.470	9,20
Total de l'exportation agricole	3.292	44,79	24.315	64,49
II. Produits forestiers	1.171	24,10	4.371	11,59
III. Pétrole.....	1.913	26,03	7.502	19,90
IV. Divers	373	5,08	1.515	4,02
Total général	7.349	100	37.703	100

Les forêts, cette richesse toujours renaissante, occupent en Roumanie une superficie de 6 millions 487.000 ha dont 30 % appartiennent à l'Etat, le reste étant la propriété des communes, des départements, des communautés villageoises, de collectivités, de fondations publiques ou particulières et de particuliers.

La production annuelle normale, qui correspond de fait à la croissance annuelle des forêts roumaines, est de 16,36 millions de mètres cubes (1).

Actuellement 60 % de la production est utilisée pour le chauffage et 40 % seulement pour la construction.

* * *

Aux richesses du sol, il faut ajouter celles du sous-sol, richesses beaucoup plus considérables et qui seront étudiées plus loin.

(1) G. I. RARINCESCU (Ing.), *L'électrification de la Roumanie*, dans « Correspondance économique roumaine », n° 2, 1930.

La loi roumaine place les carrières dans la propriété de la superficie. Ainsi le sol roumain est enrichi par toutes sortes de pierres, du sable, de l'argile, de l'aragonite et de l'albâtre, qu'il contient en importantes quantités et dont l'exploitation en 1929 a été évaluée à 277.385.946 leis.

* * *

Les importantes richesses minières largement répandues dans le sous-sol roumain, ont été la principale cause de longues et violentes discussions sur l'organisation du droit de propriété minière.

L'évolution de ce droit de propriété, nous l'étudierons plus loin, à l'occasion de l'histoire des législations minières en Roumanie.

La science économique et juridique a accordé ces derniers temps un vif intérêt à toutes ces richesses — objet principal des efforts humains — puisqu'elles doivent être transformées par les industries et mises ainsi à la disposition des consommateurs. Ces travaux font naître entre les producteurs, puis entre producteurs et consommateurs toute une série de relations commerciales et juridiques qu'il faut régler d'une façon quelconque ; ainsi la science a été obligée de les discuter et le législateur de leur trouver une solution.

* * *

La première discussion a porté sur le sens même du mot « mine ».

M. C. Dissesco, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest, a soutenu à l'occasion de l'application du droit civil à la propriété minière, qu'une « mine » n'est pas autre chose qu'un grand trésor.

Il me semble que M. Dissesco n'a fait que relever un des attributs de la mine, sans donner une définition exacte de ce mot

Dans son ouvrage *La Législation des Mines en France*, M^e Aiguillon définit la « mine » du point de vue : géologique, des travaux d'exploitations et les rapports juridiques qui en peuvent naître.

D'après un autre (1) la mine n'est autre chose qu'une activité économique et la totalité des travaux d'exploitation.

Si on regarde les législations étrangères, il faut remarquer la définition précise donnée par le législateur français dans la loi des Mines du 21 avril 1810 :

Art. 2. — « Seront considérées comme mines, celles connues pour contenir en filon, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, etc. »

L'article 3 définit les minières et l'article 4 les carrières, puisque la loi de 1810 établit pour chacune un régime particulier.

Le législateur roumain ne définit nulle part — pas même dans la loi de 1924 ou celle de 1929 — ce que c'est qu'une mine ; cependant l'ensemble de la loi et surtout l'article 1, § 1, nous montre ce qu'il entend par là.

«... Les gisements de substances minérales depuis

(1) D^r LEON, *Politica minieră în diferite state*, Bucarest, 1915.

la surface jusqu'à toute profondeur, dont on peut extraire des métaux, des métalloïdes ou des composés de ceux-ci, ainsi que les gisements de combustibles minéraux, les bitumes, les eaux minéralisées, les gaz naturels de tout genre, ainsi que les richesses de toute nature du sous-sol. »

Cette définition si précise en ce qui concerne l'objet de la mine, néglige le travail et les matériaux qui s'incorporent à la substance minérale pour être mis au jour, et dont la loi minière s'occupe pour leur établir une situation distincte du droit commun.

* * *

Une seconde question, largement discutée par les auteurs qui ont écrit sur la législation minière, est celle relative à la propriété minière, étant donné que l'organisation de cette propriété est la base même de toute politique minière.

Par politique minière on entend l'ensemble des directives adoptées par le législateur en matière de mines, ou, dans un sens plus large, la totalité des mesures et les manifestations de tous ordres qui ont pour but d'assurer le développement des industries minières d'un pays quelconque.

Connaître les systèmes de propriété sur les mines, c'est une question capitale, car on comprend facilement l'influence que peut avoir sur l'évolution économique des richesses minières le fait de laisser la mine dans la propriété de la superficie, ou de la considérer comme un bien de la Nation, de l'Etat.

La majeure partie des auteurs sont d'accord pour distinguer les quatre systèmes suivants :

a) *Système de l'accession*, qui attribue au propriétaire de la surface celle du sous-sol ;

b) *Système de la domanialité* qui considère la mine comme propriété de l'Etat, conséquence du fait que la mine est une richesse nationale ;

c) *Système de l'occupation* qui établit qu'une mine est un *res nullius* ; en conséquence le premier occupant a le droit de propriété. Habituellement dans ce système, on tient compte si la mine a été découverte sur le domaine privé ou public ou si elle est une mine d'or, d'argent, ou d'autres substances minérales.

d) *Système de la concession de droit régalien* dans lequel, l'Etat, bien que considérant la mine comme un *res nullius* peut attribuer les droits d'exploitation au particulier qu'il choisit.

* * *

La Constitution roumaine du 23 mars 1923 établissant en matières de mines le système de la domanialité, qui considère la mine comme une richesse nationale, facilite ainsi l'organisation de cette propriété pour qu'elle remplisse une fonction sociale, fonction si nécessaire dans la technique économique moderne.

Le système choisi par la Constitution de 1923 nous apparaît comme celui qui correspond le mieux aux tendances économiques modernes et surtout à la situation créée à la Roumanie par son voisinage.

En effet, la Roumanie, ne doit pas négliger l'organisation économique et les tendances politiques de son grand voisin, la Russie, avec une organisation économique communiste-soviétique et dont les tendances politiques se résument dans la destruction des organisations économiques et politiques bourgeoises des autres Etats.

* * *

La nationalisation du sous-sol par l'article 19 de la Constitution de 1923 est la troisième grande réforme faite par le législateur roumain.

La première réforme a été « l'impropriation » des paysans, la seconde, celle relative à la vie politique par l'introduction du suffrage universel.

Toutes ces réformes qui ont été faites pacifiquement sont une preuve que la Roumanie va sûrement vers le progrès et si d'autres réformes démocratiques devenaient nécessaires par suite des nouvelles tendances économiques et politiques, ou si le législateur roumain estimait utile de procéder à certaines modifications, elles seront toujours réalisées pacifiquement, car c'est l'âme roumaine elle-même qui s'oppose aux changements brusques des choses.

PREMIÈRE PARTIE

Considérations économiques sur les richesses minières de Roumanie.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL SUR LES RICHESSES DU SOUS-SOL ROUMAIN

Le sous-sol roumain, avec toutes les richesses qu'il renferme, est un puissant stimulant et constituera une source de prospérité dans un avenir que nous croyons assez proche.

Les gisements miniers de la Roumanie sont nombreux, riches, de qualité supérieure, et il faut surtout remarquer la variété des substances (1).

La valeur totale de tous ces produits miniers a été en 1927 de 12.033.587.117 leis.

A la lecture de la statistique, on constate l'importance de la valeur des productions des exploitations, et on peut dresser le classement suivant :

I. Pétrole ; II. Charbon ; III. Sel ; IV. Gaz naturel ; V. Minerais et métaux.

Nous allons étudier séparément l'importance et l'évolution économique de chaque groupe.

1. Voir le tableau page suivante.

(1)	ANNEE 1929	Production		Valeur en leis	
		totale	par sortes	totale	par sortes
I.	Pétrole brut	4.836.974 t.		7.441.204.190	
II.	Charbons	3.046.027 t.		2.556.045.866	
	a) Lignite		2.675.080 t.		2.184.617.877
	b) Houille		370.947 t.		371.427.989
	c) Anthracite (2)		—		—
III.	Gaz naturel	806.598.904 m ³		487.443.272	
IV.	Minerais métalliques	452.340 t.		249.118.092	
	a) Minerais d'or et d'argent simples ou contenant du cuivre, plomb, etc.		289.992 t.		164.123.406
	b) Minerais de cuivre		12.503 t.		1.896.077
	c) — de plomb et antim. ...		16 t.		9.600
	d) — de fer		90.014 t.		46.857.014
	e) — ferro-manganèse ...		35.038 t.		19.619.272
	f) — ferro-chrome X		—		—
	g) Pyrite		23.851 t.		16.446.043
	h) Bauxite		926 t.		166.680
	i) Minerais de mercure		—		—
V.	Autres minerais non métal- liques	—		—	
	a) Asphalte (2)		—		—
	b) Ozokérite (2)		—		—
	c) Ambre		20 k.		86.870
	d) Mica (3)		—		—
VI.	Sel	321.500 t.		714.320.500	
	a) Sel gemme		318.802 t.		707.598.000
	b) Sel marin		2.698 t.		6.722.500
VII.	Production des carrières ..	2.021.885 m ³		277.385.946	
VIII.	Métaux obtenus par la transformation des mine- rais	820.168 k.		276.372.932	
	a) Or fin		2.213 k.		245.870.642
	b) Argent fin		2.822 k.		7.587.871
	c) Cuivre		143.470 k.		7.670.490
	d) Plomb et antimoine ..		565.222 k.		12.407.731
	e) Email extrait de plomb ..		106.441 k.		2.836.194
	f) Bismuth		—		—
	g) Mercure		—		—
IX.	Fabrication de la fonte...	72.346 k.		264.114.811	

(1) D'après l'Annuaire statistique de la Roumanie.

(2) Les données statistiques manquent.

(3) A partir de 1921 les données statistiques se référant à « mica » figurent dans la production des carrières.

CHAPITRE II

LE PÉTROLE

...Les produits de pétrole sont nécessaires dans une mesure égale au sang réclamé par le front de combat.

CLÉMENCEAU.

La Roumanie et la production mondiale de pétrole.

Le pétrole, c'est « l'or noir » de la Roumanie. L'immense nappe souterraine qu'elle possède et la valeur des sous-produits pétrolifères qu'on ne peut pas remplacer, explique pourquoi le pétrole jouit d'une attention spéciale tant au point de vue économique que juridique.

Le pétrole est connu depuis longtemps en Roumanie, puisque dès 1640 en Moldavie et 1785 en Valachie, d'après les anciens auteurs, il était utilisé comme médicament et pour le graissage des chariots ; depuis 1858 les quantités extraites sont si importantes qu'on trouve des statistiques précises (1).

(1) En 1930, voir *Annuaire statistique de la Roumanie*, 1931.

Dans la production mondiale du pétrole en 1930, l'Europe occupe le troisième rang avec un pourcentage de 12,54. La production pétrolière de la Roumanie cette même année représente 2,84 % de la production mondiale.

L'industrie pétrolière ayant été lourdement frappée par la crise économique, on a appliqué en 1930 une politique de restriction, de « conservation » dans tous les pays de production importante (1), sauf la Russie. En 1929, l'Europe occupait déjà la troisième place, mais avec un pourcentage de 9,6 et la Roumanie représentait dans la production mondiale 2,4 (2).

En comparaison avec les autres pays pétrolifères, la Roumanie se classe en 1930, en ce qui concerne la production du pétrole, la cinquième. Il est remarquable que dans l'année considérée, la Roumanie se soit cassée avant les Indes néerlandaises et le Mexique, qui avaient eu jusqu'alors une production pétrolière supérieure à la sienne.

(1) En 1930, la production a été réduite, par rapport à 1929, aux Etats-Unis de 10,88 % ; le Venezuela a maintenu à peu près le même débit ; la Roumanie a réduit sa production de 1750 à 1350-1400 wagons du 21 juillet 1930 au 30 novembre.

(2) En 1930, la production de l'Europe a augmenté de 30,30 % sur 1929, parce que la Russie, en vue de déséquilibrer le prix du pétrole, a extrait le maximum, son débit augmentant de 35,86 % par rapport à 1929.

La situation actuelle du pétrole roumain.

En 1930, la production du pétrole en Roumanie a été de 5.744.000 tonnes contre 4.827.278 tonnes en 1929, donc une augmentation supérieure à 19 % ; les terrains de l'Etat ont fourni 55,4 % de la production générale, et ceux des particuliers 44,6 %.

La superficie des terrains reconnus pétrolifères est aujourd'hui de 20.000 ha et les terrains considérés comme contenant probablement du pétrole représentent 160.000 ha. Au 1^{er} janvier 1929, la superficie des zones concédées était de 45.212,5682 ha et celle des périmètres en exploitation était de 3.381,7708 ha répartis de la manière suivante (1) :

Districts	Concessions	En exploitation
	Ha	Ha
Prahova	24.972,5810	1.843,9929
Dambovitza	1.436,5460	506,8840
Buzău	4.535,0402	223,8599
Bacău	12.309,8603	800,8840
Valcea	1.481	1
Mararumes	54,0931	4,5000
Storojinet	423,9476	0,6500
	45.222,5682	3.381,7708

Ce tableau montre les hypothèses qui ont été faites sur la répartition géographique du pétrole en Roumanie et le résultat précis : existence du pétrole dans les 4 premiers districts seulement, puisque, là seulement, il y a des exploitations.

(1) RARINCESCU, *Correspondance économique*, 1930.

* * *

Si, du point de vue commercial et pour l'étude des richesses d'un pays il est intéressant de connaître la production pétrolière, du point de vue technique, du travail et des capitaux investis, il est nécessaire de connaître le métrage foré.

L'augmentation des forages est un signe de prospérité dans l'industrie pétrolière, car les sommes importantes investies dans le forage le sont toujours dans l'espoir que ces capitaux seront remboursés.

En 1930, quoique la production ait augmenté, on constate, d'après les statistiques, une diminution du forage de 24.800 mètres, soit 8,9 % par rapport au métrage foré en 1929. En effet, en 1930, on a foré 284.044 mètres, tandis qu'en 1929 la quantité de mètres forés était de 312.800.

Pour le forage comme pour la production, on constate que, sur les concessions de l'Etat, on a foré en 1930, 65,5 % de la quantité totale de forage, et sur celles des particuliers, 34,5 %.

Dans le tableau suivant, on peut voir la répartition par région de la production pétrolière et en même temps le forage effectué (1).

(1) D'après le *Moniteur du Pétrole*, n° 6, 1931.

Régions	En production		En forage		Avec l'activité suspendu		Abandonnées		Mètres forés
	Sondes	Puits	Sondes	Puits	Sondes	Puits	Sondes	Puits	
<i>Prahova</i>	996	56	117	243	806	—	291	—	208.321
vec une prod. de : 4.243.321 t.									
<i>Dambovitza</i>	168	25	27	2	114	—	129	—	67.566
roduction de 1.377.686.t,									
<i>Bacău</i>	68	181	16	9	127	—	15	—	6.187
roduction de : 61.766 t.									
<i>Buzău</i>	55	9	3	9	84	—	1	—	1.970
roduction de : 61.227 t.									
roduction totale : 5.744.000 t.	1.267	271	163	263	1.131	—	436	—	284.044

On peut retenir deux observations :

a) le rapport entre le forage et la quantité de pétrole produite est de 20 tonnes par mètre foré.

Si nous nous reportons aux chiffres donnés plus haut, nous constaterons que pour 1929 la proportion est de 15,4 tonnes pour 1 mètre foré.

b) Le grand nombre de sondages dont l'activité a été suspendue ou abandonnée.

Cette diminution de l'activité sur les chantiers pétrolifères qui explique la diminution de la quantité forée, trouve elle-même explication dans la crise qui a frappé lourdement l'industrie pétrolière, et qui sera étudiée plus loin.

* * *

L'augmentation progressive de la production du pétrole en Roumanie (1) a mis en relief les pos-

(1) Voici quelques chiffres :

1858	485 tonnes, valeur	19.800 lei.
1900	247.487	9.899.480 —
1914	1.810.170	83.424.214 —
1924	1.860.471	4.584.263.454 —
1930	5.744.000	

sibilités de consommation en multipliant les débouchés.

A la fin de 1930, il y avait en Roumanie 55 raffineries en fonctionnement. Leur production totale se répartit comme suit (1) :

	Total	Expédition à		Stocks au 31-6-1931
		l'Intérieur	l'Extérieur	
	t.	t.	t.	t.
Essence légère et moyenne	962.969	73.923	761.560	128.486
— lourde	441.440	19.484	326.594	59.362
White spirit	88.896	6.176	64.087	18.633
Pétrole lampant	1.157.658	146.895	917.279	93.484
Gas-oil	741.135	90.636	579.472	71.027
Huiles minérales.	139.495	31.601	69.878	38.016
Asphalte, coke, etc.	55.809	12.391	18.964	24.454
Paraffine	9.465	3.394	3.980	2.091
Mazout	2.169.329	833.321	1.098.624	237.384
Total général	5.694.643	1.216.821	3.840.438	672.937

Quatre grandes sociétés pétrolières roumaines (2), ont le grand mérite d'avoir créé des installations modernes de raffinage appliquant le principe du « cracking » et ainsi, le mazout qui a très peu de valeur — soumis à la chaleur sous une forte pression, se transforme en essence gaz-oil, coke et gaz, produits de valeur beaucoup plus grande.

En 1930, la quantité d'essence obtenue par craquage appliqué à 526.633 tonnes de mazout et 1.148 tonnes de gaz-oil a été de 133.086 tonnes (3)

(1) Les données statistiques tirées du *Moniteur du pétrole*, n° 9, 1931.

(2) A savoir : Astra-Romana, Steaua-Romana, Romano-Americana et Colombia.

(3) Le rendement moyen d'essence rapporté à la matière traitée est donc 25,20 %.

ce qui représente 10,47 % de la production totale d'essence (1).

* * *

Le transport du pétrole et de ses dérivés s'effectue soit par wagons-citernes ; soit par pipes-lines, soit avec les bateaux citernes, il faut tenir compte aussi des installations accessoires, notamment des stations de pompage et des réservoirs.

4.000 wagons citernes appartenant au C. F. R. et plus de 3.000 wagons-citernes, propriété des grandes compagnies, sont utilisés pour le transport du pétrole et de ses dérivés.

Le transport se fait aussi par les bateaux-citernes des compagnies étrangères ; parmi les entreprises roumaines de pétrole, c'est seulement « Stea-ua Romana » qui a trois bateaux-citernes. Le port de Constantza, à la mer Noire, a des installations nécessaires où peut se faire le chargement de cinq bateaux à la fois.

Les conduites du pétrole — les pipes-lines — sont au nombre de quatre (2) construites et possédées par l'Etat, représentant une longueur totale de 760 kilomètres.

Pour les besoins locaux, les grandes sociétés pétrolières ont des conduites propres qui relient les

(1) D'après les données du *Moniteur du Pétrole*, 1931.

(2) A savoir : Baicoi, Buzau, Cernavoda, Constanta, jusqu'à Buzau avec un diamètre de 229 millimètres et ensuite de 254 millimètres. Elle est utilisée pour le pétrole lampant.

b) Pour les produits noirs de Baicoi-Ploesti, Bucarest-Giurgiu, le diamètre de 127 millimètres.

c) La troisième a le même trajet, pour les produits blanchis.

d) Baicoi-Bucarest.

chantiers aux raffineries et aux stations de pompage. La longueur totale de ces conduites particulières dépasse 2.000 kilomètres. Le tableau suivant montre les transports effectués par les conduites de l'Etat en 1930 et le prix du transport en rapport avec la distance, la quantité transportée et la qualité du produit (1).

	Tonnes	Prix du transport
<i>Pétrole-brut :</i>		
Baicoi-Bucarest	162.155	23.258.186
— Giurgeuo	42.943	7.520.506
<i>Gaz-oil :</i>		
Ploesti-Giurgeuo	35.834	5.647.183
<i>Pétrole lampant :</i>		
Baicoi-Constantza	31.625	8.855.212
Campina-Constantza	87.501	25.375.676
— Girugeuo	9.477	1.705.908
Baicoi-Girugeuo	1.404	238.601
Ploesti-Bucarest	2.495	424.221
Campina	1.130	327.650
Ploesti-Giurgeuo	44.302	6.637.750
— Constantza	391.935	97.937.517
Buzau-Constanta	4.310	948.185
Total général	815.111	178.884.595
	36 %	31 %

Si on compare la quantité des produits transportés par les canalisations aux produits des raffineries susceptibles d'être transportés par les conduites (2) on constate l'insuffisance des conduites existantes.

En effet, dernièrement un projet de loi proposait la construction d'une nouvelle conduite entre

(1) Voir le *Moniteur du Pétrole*, n° 5, 1931.

(2) Voir *ultra*, page 28.

Baicoi-Ploesti-Buzau-Constanta (1). Elle sera consacrée au transport de l'essence et aura une capacité de transport de 2.000 tonnes métriques en 24 heures. Pour cette conduite longue de 296 km. de nouvelles stations de pompage et réceptions à Cerna-Voda et Pallas (1) seront installées, et des réservoirs avec une capacité totale de 48.000 mètres cubes.

Nous avons déjà mentionné la nécessité de l'existence des stations de pompage et des réservoirs, sans lesquels le transport est impossible, puisque dans les conduits les produits circulent sous pression. D'où la nécessité du pompage, d'autre part les produits arrivés par les pipes-lines ou dans les citernes doivent être entreposés dans les réservoirs.

Actuellement il y a des puissantes stations de pompage — toujours la propriété de l'Etat — à Baicoi-Ploesti-Pallas-Constanta et Giurgiuo (2) et encore d'autres nombreuses pompes sur le trajet des canalisations. A tout ceci il faut ajouter les stations du pompage appartenant aux sociétés pétrolières.

La capacité totale des réservoirs possédés par l'Etat est de plus de 300.000 mètres cubes ; il faut y ajouter les réservoirs des sociétés dont la capacité totale dépasse 250.000 mètres cubes.

* * *

Tels sont mis en œuvre les moyens pour augmen-

(1) Localités en Roumanie.

(2) Localités en Roumanie.

ter la consommation des produits pétrolifères. Considérons maintenant les résultats.

Le tableau de la page 30 nous montre la consommation par catégorie de produits à l'intérieur du pays en 1930, par rapport à la consommation de l'année 1929 ; la consommation de 1930 a augmenté mais elle reste inférieure (1) à celle de 1927.

La consommation en 1930 représente 21,18 % de production totale ; si nous nous référons aux rapports de la consommation à la production totale dans les années 1927 et 1929 (1), on constate qu'en 1930, elle est beaucoup inférieure, ce qui signifie que la production et la consommation n'ont pas varié dans la même proportion.

Il y a là un fait que nous étudierons plus tard en examinant la crise dans l'industrie du pétrole.

Si on fait le rapport entre la consommation totale des produits pétrolifères et la population en Roumanie on trouve que la consommation de ces produits par tête d'habitant est de 6 kgr. 7.

L'exportation bénéficie largement de tous les perfectionnements dans les moyens de transport. En 1930, quoique la crise ait été extrêmement dure — la Roumanie a exporté 3.855.521 tonnes de produits pétrolifères répartis de la façon suivante (2) :

(1) En 1927 la consommation totale a été de 1.368.477 tonnes, 39,6 % de la production totale. En 1929, elle a été de 1.217.441 tonnes, 25,22 % de la production totale.

(2) *Moniteur du Pétrole*, n° 7, 1931.

	1929	1930
	tonnes	tonnes
Essence	802.421	1.119.469
Pétrole raffiné	774.321	941.704
Gaz-oil.....	388.914	547.615
Huiles minérales	62.584	71.344
Paraffine	3.477	2.366
Résidus	788.641	1.103.661
Pétrole brut	2.542	69.362
Total	<u>2.822.900</u>	<u>3.855.521</u>

Donc en 1930 il y a une augmentation de 1 million 032.621 (36,6 %) par rapport aux exportations de 1929. Les produits ont été exportés en divers pays dans la proportion suivante par rapport au total de la quantité exportée (1).

	1930	1929
	%	%
Angleterre.....	17,1	10,6
Italie	16,6	20,3
Egypte	10,4	10,1
France	9,4	8,5
Autriche	7,6	6,9
Hongrie	5,1	7,3
Allemagne.....	4,6	7,5
Yougoslavie	4,3	4,2
Tchécoslovaquie	2,8	2,7
Grèce	2,4	4,0

La majeure partie des produits sont exportés par les ports : le tableau ci-dessous montre par où les produits ont été exportés en 1930 :

	tonnes	%
Constantza port	2.924.466	75,85
Girugeau	602.271	15,61
Oltenitza	174.166	4,52
Ploesti	101.474	2,63
Autres douanes	<u>53.144</u>	<u>1,39</u>
	<u>3.855.521</u>	

(1) *Moniteur du Pétrole.*

La crise dans l'industrie du pétrole.

« Il ne faut pas oublier, si déplaisant soit-il pour certains, que le producteur doit vivre. »

SIR H. DETTERDING.

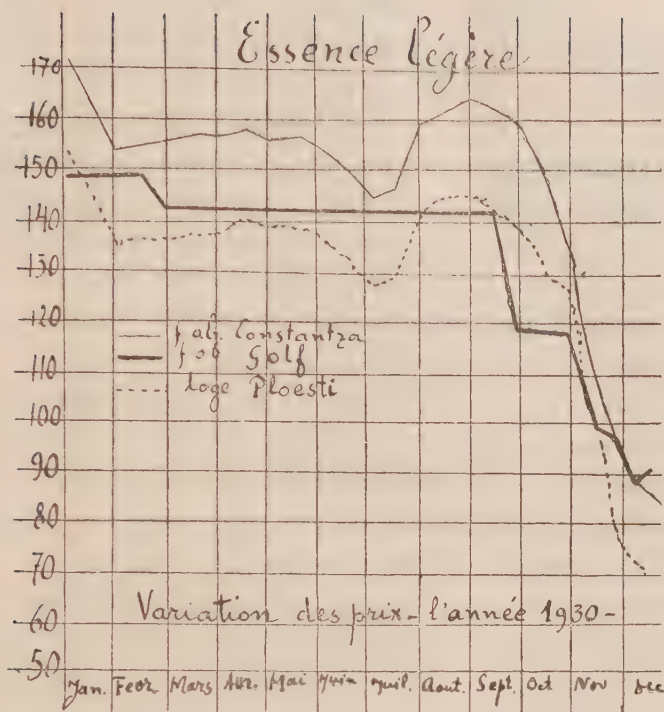
Depuis quelques années l'industrie pétrolière souffre terriblement d'une crise, et on ne peut pas dire, malheureusement, qu'elle va cesser bientôt, quoique les pétrolistes d'abord, et ensuite les gouvernements des divers Etats, étudient attentivement les moyens de la faire disparaître.

La crise n'a pas un caractère national, roumain, mais général, mondial.

En Roumanie, les effets de la crise ont été plus graves qu'ailleurs ; les causes en sont : d'abord l'existence d'un grand nombre d'entreprises pétrolières, avec un capital trop petit pour résister à la crise et continuer les travaux de forage, d'exploitation ou de raffinage, quand les prix sont trop réduits et que le bénéfice cesse à peu près d'exister, et d'un autre côté, la majeure partie de ces sociétés n'ont pas l'outillage technique moderne pour faire ainsi diminuer le coût de production.

* * *

Pour mieux faire comprendre l'acuité de la crise en Roumanie, voici un graphique de la baisse du prix de l'essence en 1930 calculé en shilling.



Les causes de la crise sont : les unes générales à la situation actuelle de l'industrie pétrolière ; les autres sont spécifiquement roumaines.

Causes générales.

1^o L'augmentation de la production qui a elle-même pour cause :

a) la découverte de nouvelles régions pétrolières extrêmement riches (1) ou des gisements nouveaux avec une productivité extrêmement importante ;

(1) En Mésopotamie et dans l'Amérique centrale.

b) l'outillage technique moderne qui a réduit la durée de mise en production d'une sonde. Par le système de forage Rotary, on arrive à forer une sonde en 3 mois environ, tandis qu'avec les anciens systèmes il fallait au moins 12-14 mois sauf accidents d'appareillage, ce qui était à peu près impossible.

2° *Le dumping russe* : rappelons que par dumping, on désigne généralement le fait de vendre à l'étranger une marchandise à un prix inférieur au prix de vente intérieur de la même marchandise, — souvent même au-dessous du coût de la production. La marchandise exportée à ce prix inférieur est destinée à la consommation intérieure du pays d'exportation et la différence de prix provoque une perturbation dans la vie économique de ce pays.

Cette politique est suivie par la Russie dans sa lutte contre l'organisation économique des Etats bourgeois ; elle use du dumping non seulement dans l'industrie du pétrole, mais dans toutes les branches économiques les plus développées en Russie (agriculture, industrie forestière) et de ce fait, en raison des quantités importantes, qu'elle jette sur les marchés étrangers, les prix des marchandises sont soumises à de sensibles variations.

3° La situation économique générale même a été la cause d'un déséquilibre dans toutes les branches industrielles et financières et par suite l'industrie du pétrole a subi une diminution de la consommation habituelle — surtout par rapport à la production totale (1), bien que les prix des produits aient baissé plus que sensiblement.

(1) Voir *supra*.

Causes spécifiquement roumaines.

La crise pétrolière a été en Roumanie beaucoup plus aiguë qu'ailleurs ; ce caractère a été reconnu d'ailleurs par le *financier et pétrolier* bien connu, Sir H. Detterding, directeur de la société Royal-Deutch Schell oil Comp. qui y voit deux raisons :

- a) la fiscalité excessive ;
- b) le voisinage de la Russie. A celles-ci nous ajoutons encore ces deux raisons :
- c) le défaut d'un outillage technique moderne ;
- d) les taxes excessives de transport.

a) Le régime fiscal d'une sévérité excessive envers l'industrie pétrolière a pour premier résultat l'augmentation du prix de vente, chose qui rend impossible la résistance à la concurrence russe sur les marchés étrangers.

Pour mieux illustrer les lourdes charges qui gênent l'industrie du pétrole voici un tableau des quantités des produits pétrolifères exportés en 1930, avec les taxes qui les ont grevées (1) :

	Wagons	Taxe d'export.	Taxe de port	Taxe de transport	Chiffre d'affaire		Total d'impôt et taxes	Valeur des produits à la raf.
Essence.....	111.947	44.880	61.570	520.000	78.810	134.336	839.596	5.502.809
Lampant	94.171	22.635	20.717	240.000	28.533	103.588	415.473	1.333.506
Gas oil	54.762	13.133	8.716	148.000	12.047	49.285	231.266	626.702
Huiles	7.134	1.724	10.629	36.000	12.555	9.274	70.182	231.183
Mazout	110.366	25.830	17.659	320.000	10.926	77.256	451.671	570.617
Paraffine.....	236	119	377	900	590	250	2.236	29.335
Pétr. brut	6.936	525		13.000	1.200	2.800	17.525	63.033
Total (2)	385.552	108.846	119.713	1.277.900	144.661	376.789	2.027.909	8.357.185

(1) Chiffres publiés par le *Moniteur du Pétrole*, n° 10, 1931.

(2) Valeurs en milliers de lei.

De ce tableau on peut conclure que la totalité de ces taxes (2.027.909.000 lei) représente environ le quart de la totalité de la valeur des produits à la raffinerie (8.357.185.000 lei).

Si nous considérons les taxes payées à l'Etat, communes et administrations publiques pour les 124.032 wagons de produits commercialisés dans le pays, toujours en 1930, nous voyons qu'elles s'élèvent à 2.056.863.000 leis alors que la valeur à la raffinerie est de 2.382.238.000 lei, autrement dit les taxes sont supérieures aux 8/10 de la valeur des produits.

Outre ces taxes, l'Etat — à la suite de la commercialisation de l'impôt minier de 3 % sur la production brute de pétrole brut et sur les redevances, a perçu en 1930 la somme totale de 590.408.998 lei.

A toutes ces taxes s'ajoutent les impôts et les redevances payées en numéraire par les entreprises pour certaines quantités de pétrole brut et la totalité des gaz extraits des sondages, ainsi que toute une série d'impôts commerciaux, industriels, immobiliers et les impositions directes des communes et administrations publiques régionales et centrales. Toute cette énorme série de taxes et impôts payés par l'industrie pétrolifère roumaine — s'évaluent à une somme totale supérieure à un milliard et demi de lei.

La sévérité du régime fiscal trouve son explication selon nous, d'abord dans le fait que toutes ces taxes ont été établies à une époque prospère de l'industrie pétrolifère, donc avec possibilité d'être payées — et la deuxième cause, résulte du régime

même de la nationalisation, qui a tendance à réduire les profits des exploitants, dans l'intérêt de la nation, propriétaire des gisements miniers.

b) La Russie, avec sa politique économique a fait la plus vive concurrence à la Roumanie sur les marchés étrangers et il est naturel que l'industrie roumaine souffre beaucoup plus que les industries similaires d'ailleurs.

c) Le défaut d'outillage technique moderne dans la majeure partie des entreprises pétrolières, telle est la troisième cause et peut-être la principale, car nous avons déjà montré plus haut, l'économie de temps et d'argent qu'on obtient avec un système moderne de forage, d'exploitation ou de raffinage.

d) Les taxes pour le transport de produits du pétrole sont excessives. Ainsi en 1930, l'industrie du pétrole a payé au C. F. R. (la compagnie des chemins de fer roumains) 2.224.000.000 lei ce qui représente 20% du total des revenus du C. F. R. tandis que le tonnage transporté représente seulement 12 % du tonnage total. De ces deux rapports résulte que les taxes pour le transport des produits de pétrole sont 8 % plus élevées que pour l'ensemble des autres marchandises.

* * *

Pour échapper à la crise on a cherché à supprimer les causes.

En effet, pour faire disparaître les causes générales, en Amérique comme en Roumanie, les entreprises pétrolières se sont mises d'accord pour ré-

duire la production, pour conserver le pétrole ; contre le dumping russe, les gouvernements de divers Etats ont pris des mesures d'anti-dumping. De plus les industries pétrolières ont réduit le prix de leurs produits.

En Roumanie, outre ces mesures, les taxes ont été réduites et encore on proteste contre les taxes actuelles et on étudie le moyen de les réduire.

Les sociétés qui manquaient d'outillage technique moderne ont suspendu leur activité technique.

En effet, en 1930, 54 sociétés — sur un total de 144 — ont eu seulement une existence légale mais sans aucune activité connue.

CHAPITRE III

LE CHARBON

Quoiqu'on dise que nous sommes à l'ère du pétrole, le charbon n'a pas cessé d'occuper la première place, puisque en 1929 la consommation mondiale du charbon a été de 1.250.000.000 tonnes, tandis que la quantité totale de pétrole consommé n'a été que de 190.000.000 tonnes.

La proportion mondiale a donc été de 6 à 1 en faveur du charbon, exception faite de l'Angleterre avec un rapport de 25 à 1 en faveur du charbon et la Roumanie où le rapport a été de 2 à 1, toujours en faveur du charbon.

D'après la statistique du Bureau des Mines des Etats-Unis de l'Amérique pour l'année 1929, relatif au classement des Etats producteurs de charbons, la Roumanie occupe le neuvième rang parmi les Etats producteurs avec une production totale de 3.046.027 tonnes.

Au point de vue des qualités de charbon qu'on trouve en Roumanie on peut résumer la situation comme suit :

1° La tourbe, qui est un charbon de date récente se trouve en de nombreuses localités de Transylvanie, dans le delta et les marais du Danube.

M. le professeur I. Popescu-Voitesti a évalué la quantité de tourbe qui se trouve en Transylvanie seulement, a environ 200 millions de mètres cubes (1) qui sont actuellement peu utilisés étant de qualité inférieure, mais qui seront à la disposition des générations futures, si le besoin s'en fait encore sentir, comme charbon d'une qualité supérieure.

II. — *Le lignite* : existe aussi en grandes quantités et se présente sous deux formes : lignite de couleur gris-noir et charbon brun qui est un lignite de qualité supérieure et se trouve dans la vallée du Jiu.

III. — *La houille* se trouve en quantité considérable, principalement dans le Banat et en Transylvanie.

IV. — *L'anthracite* qui est le meilleur charbon — étant complètement métamorphosé se trouve en petites quantités dans le district du Gorj.

Les gisements — visibles et probables — de charbon de Roumanie ont été évalués à 2 milliards 469 millions de tonnes.

Cette réserve de charbon se répartit comme suit (2) :

	Réserves visibles et probables Milliards de tonnes
Anthracite	2,00
Houille	46,30
Charbon brun.....	1.706,00
Lignite	715,15
	2.469,45

(1) G. RAVINIESCO L., dans *Correspondance économique Roumaine*, n° 2, 1930, p. 45.

(2) Idem, *Correspondance économique roumaine*, p. 46.

En 1930, la production totale a été 2.419.792 tonnes, soit par rapport à la production de 1929, une diminution de 20 %.

La répartition par régions a été la suivante (1) :

Transylvanie	1.773.080 tonnes au	73 %
Ancien Royaume	343.469 —	14 %
Banat	303.254 —	13 %
Total	2.419.792 —	100 %

L'activité de 41 entreprises minières, qui ont fonctionné en 1930 dans l'industrie carbonifère a été la suivante par rapport à la qualité des charbons extraits :

4 entreprises pour l'exploitation de la houille (5871-76.00 calories) avec une production totale	349.100
19 entreprises pour l'exploitation du charbon brun (4.900-7.584 calories)	1.791.000
18 entreprises pour l'exploitation du lignite (2.700+4.793 calories)	279.792
	<u>2.419.792</u>

*
* *
*

La baisse du prix du pétrole et les avantages mêmes qui résultent de sa consommation, ont été des causes qui ont empêché l'industrie du charbon de prendre un grand essor ; on constate même une certaine stagnation (2) et les données statistiques de

(1) *Annales des mines de Roumanie* (n° 6, 1931).

(2) Voilà la production des charbons dans les dernières années :

1926	3.053.553 tonnes
1927	3.223.468 —
1928	3.027.240 —
1929	3.046.027 —
1930	2.419.792 —

1930, nous montrent une diminution sensible de la production (20 %).

Les principales sociétés houillères Petrosoni, Vulcan, Lupeni, Lonea, nous donnent des données précises sur la diminution de la production.

Ainsi, le groupe Pétrosani — dont la production en 1929 a été de 620.000 tonnes — a subi une diminution de 18 % en 1930 ; le groupe Vulcan avec une production de 406.000 tonnes a réduit de 15 % : Lupeni dont le charbon est de qualité supérieure et possède en même temps des installations de transformation du charbon brut en charbon de forge, a été obligé de réduire la production de 5 % par rapport à 1929, où elle avait produit 522.000 t. ; Lonea dont la production est exclusivement réservée aux chemins de fer roumains (C. F. R.) a réduit de 6 % sa production de 117.000 tonnes en 1929 (1).

* * *

Si on tient compte de l'énergie hydraulique disponible et économiquement aménageable de la Roumanie et que l'ing. D. Pavel évalue à une production annuelle de 36,6 milliards Kwh, aujourd'hui utilisée seulement dans la porportion de 0,19 % de cette production annuelle, on peut conclure que le charbon sera destiné à disparaître de Roumanie comme combustible, l'exploitation continuant seulement pour l'exportation, ou pour la consommation dans les industries du pays qui exigent — d'après les connaissances techniques actuelles — la présence du charbon.

(1) *Idem*, n° 1, 1931.

CHAPITRE IV

LE SEL

La Roumanie est peut-être le pays le plus riche, au point de vue des immenses dépôts de sel que son sous-sol renferme.

En effet, d'après les calculs faits par le professeur Murgoci, les dépôts de sel sont de 180 km^3 ($1 \text{ km}^3 = 1.000.000.000 \text{ m}^3$), quantité dont nous ne pensons pas — d'après les investigations faites — qu'elle existe dans d'autres pays.

Ces dépôts formés par le sel gemme — sont exploités dans l'Ancien Royaume à Slanic, Tg. Ocna, Ocnele Mari qui sont d'ailleurs les plus grandes salines de Roumanie ; en Transylvanie il y a aussi sept salines (1) et en Bucovine une seule, à Cacica dans le département de Suceava.

Le tableau qui suit montre la répartition de la production totale du sel par régions dans les dernières années (2) :

	Tonnes		
	1929	1928	1927
Ancien Royaume	182.567	191.730	187.447
Transylvanie	130.161	141.722	134.213
Bucovine	6.074	6.660	6.368
Roumanie, total	318.802	340.212	328.628

(1) A savoir : Ocna Sibiului, Uioaera, Turda, Praid, Ocna Dejului, Ocna Sugatag et Casciu.

(2) *Annuaire statistique de la Roumanie*, 1929.

On remarque que la production est d'environ 320.000 tonnes — avec de faibles variations suivant les années.

En 1929, la consommation du sel a été de 251.605 tonnes, ce qui représente 78 % de la production totale.

Outre le sel gemme, il y a en Bessarabie, à Tuzla une exploitation de sel marin, dont la production en 1929 a été de 2.698 tonnes, mais la consommation n'a été que de 563 tonnes (20 % de la production).

CHAPITRE V

LE GAZ NATUREL

Une autre énergie mise à la disposition de la Roumanie, c'est le gaz naturel qui résulte de l'exploitation du pétrole, ou qui se trouve dans de nombreuses localités de Transylvanie.

Cette énergie, de même que l'énergie hydraulique, n'est utilisée que dans une infime proportion.

Nous écrivons ces lignes, avec la ferme conviction que cette énergie, qui est une richesse, ne sera plus gaspillée comme maintenant où elle brûle librement dans l'air.

La production totale des gaz en 1930 a été de 3.000.000 milliers de m³, donc en augmentation d'un milliard de mètres cubes sur la production de 1923.

En 1930 nous constatons, non pas seulement l'augmentation de la production mais aussi celle de la consommation.

En effet en 1929 la consommation par rapport à la production a été de 26, 6 % tandis qu'en 1930 elle a été de 41 % quoique en Transylvanie à la suite de la crise et la suspension de l'activité dans certaines industries, la consommation ait baissé de 32 % à 13 %.

La statistique qui suit nous fait voir d'une fa-

con précise les régions de production des gaz, leur utilisation et la quantité des gaz perdus dans l'air (1).

Régions	1930 Quantité en m ³ de gaz extraits et répartis pour			Total m ³	% du total utilisé	Perdu dans l'air au m
	Eclairage et chauffage	but industriel	Servie au dégazolinage			
Prahova	6.075.126	347.952.185	713.782.099	1.067.809.410	86,56	72.281.29
Dambovitza	1.347.995	53.191.229	105.167.283	159.706.507	12,94	32.934.13
Bacau	88.854	2.334.534	3.206.199	5.629.587	0,45	132.09
Buzeu	—	534.917	—	534.917	0,05	62.09
Total	7.511.975	404.012.865	822.155.581	1.233.680.421	100,00	105.409.60
Transylvanie ...	2.501.946	32.230.692	157.975.260	192.707.898		
Total général ..	10.013.921	436.243.557	980.130.841	1.433.388.319		

(1) D'après les données publiées par le *Moniteur du Pétrole Roumain*, n° 9, 1931.

CHAPITRE VI

MINÉRAIS ET MÉTAUX

*Ce qui est à craindre ce n'est pas
tant les hommes que les machines.*

Président WILSON.

Les minerais du sous-sol roumain présentent une grande variété et se répartissent en minerais métalliques et non métalliques.

L'étendue de notre étude ne nous permet pas de parler de tous les minerais que l'on trouve en Roumanie (1), mais le tableau que nous avons déjà publié fait ressortir les minerais actuellement exploités.

La production totale annuelle des minerais extraits se chiffre à environ 453.000 tonnes.

Rappelons les minerais d'or qui se trouvent dans le nord de Transylvanie (les montagnes de Gutinului), d'après les calculs faits par le Prof. Murgoci, il y a là une superficie de 800 km² où les minerais d'or donnent en moyenne 12 gr. d'or par tonne de minerais, richesse qui nous rappelle les mines d'or de l'Afrique du Sud.

Les métaux extraits par l'industrie minière rou-

(1) Voir *supra*, page 24.

maine sont nombreux mais la baisse des prix des métaux qui depuis longtemps se manifeste d'une façon graduelle et imperceptible et qui a pris en 1930 une allure sans précédent — exception faite pour l'or — a eu une considérable influence sur le développement de l'industrie.

L'or est le seul métal qui ait pu maintenir son prix, grâce à la situation privilégiée qui résulte du fait que la Banque Nationale de Roumanie achète immédiatement l'or des minerais et des produits intermédiaires.

En 1930, la production totale de l'or a été de 2.552,6 kgr. en augmentation de 18,1 % sur 1929 où la production a été de 2.160 kgr.

En 1931 la production dépassera certainement 3.000 kgr. grâce aux aménagements techniques modernes de la mine d'Etat de Dealul Cruci, à la société française de Baitza et à la société « Aurum » de Valea Borcutului (1).

Si on examine une statistique quelconque sur la production de l'or depuis 1919 dans les mines d'Etat et dans ceux des particuliers on constate :

a) depuis 1919 jusqu'en 1930 la production de l'or en Roumanie a augmenté de 300 %.

b) la production dans les mines particulières est supérieure quantitativement à la production des mines d'Etat.

En 1930 la production de la société « Mica » seule a été de 1.776.902 kgr. tandis que la mine de « Baia Mare » de l'Etat a donné 296.475 kgr.

(1) Ing. LAZARESCU I., *L'industrie minière de Roumanie*, dans « Annales des Mines », n° 3, 1931.

c) De 1919 à 1930 la production totale dans les mines particulières a augmenté de 400 % tandis que l'augmentation de la production dans les mines d'or de l'Etat n'est que de 80 %.

Cette énorme différence ne s'explique que par l'organisation technique des mines d'Etat et nous avons déjà mentionné la modification qui actuellement s'effectue dans l'une des mines nationales.

L'argent, quoique son prix ait baissé en 1930 de 2.850 lei — cours du début de l'année — à 1.550 lei à la fin de l'année, a vu la production augmenter de 3,4 %.

En effet, la production en 1930 a été de 10.143 kgr. tandis qu'en 1929 elle avait été de 9.800 kgr.

Pour l'argent, comme pour l'or, les sociétés particulières ont une production supérieure aux mines d'Etat, mais la proportion n'est guère que de 69 % en faveur des mines particulières, tandis que pour les mines d'or particulières la proportion est 79 %.

Le groupe Phœnix a produit (en 1930) 6.202 kgr. d'argent et la mine d'Etat « Baia Mare » a produit 2.164 kgr.

* * *

Le plomb, le cuivre, les pyrites, se trouvent aussi en quantités importantes, mais la crise qui a fait baisser les prix de moitié, a diminué en même temps la production, ou tout au moins l'a empêché de croître, sauf pour les pyrites qui bénéficient de la protection fiscale.

Le plomb, dont le prix a baissé de 20 lei, au commencement de l'année 1930, à 14 lei à la fin de l'année, a vu sa production augmenter de 3.300 tonnes en 1929 à 3.357 tonnes en 1930 ; donc une augmentation de 1,7 % tandis que l'augmentation de 1928 à 1929 avait été de 65 % (1).

Le groupe Phœnix vient toujours en tête des productions avec un pourcentage de 67 % et la mine d'Etat de Baia Mare avec 31 % de la production totale.

Le zinc, produit en 1930 a été de 1.770 tonnes et par rapport à 1929, il y a une baisse de 30 % puisque en 1929 la production avait été de 2.500 tonnes.

La production du cuivre en 1930 a été complètement insignifiante, à peine 26 tonnes.

La production des pyrites a augmenté en 1930 d'environ 27,5 %, parce que grâce à une taxe d'importation de 5.000 lei par wagon, leur prix a augmenté de 15 %.

* * *

La valeur totale en 1930, des métaux produits par les industries minières roumaines a été approximativement de 389.000.000 lei, l'or y entrant pour 73 %, le plomb 12,4 %, les pyrites 9 %, l'argent 5,2 %, le cuivre 0,13 %.

(1) Avec 1.000 tonnes.

DEUXIÈME PARTIE

Capitaux et développement des industries minières.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Nous avons vu les richesses minières de la Roumanie et la production des gisements exploités.

Nous avons déjà remarqué que de nombreux gisements ne sont pas encore exploités ou le sont d'une façon rudimentaire. Cela s'explique par le fait que les industries minières exigent d'énormes capitaux. Or précisément ce sont les capitaux qui ont manqué et malheureusement ils sont encore en quantité insuffisante.

* * *

Pour prouver l'existence d'un gisement de charbon ou d'un minéral quelconque il faut exécuter des travaux d'un caractère scientifique spécial surtout d'après les nouvelles méthodes — et en même temps des fouilles dans le terrain, pour acquérir une certitude sur l'existence de gisements.

Ces travaux coûtent certes de fortes sommes,

mais une fois le gisement découvert il suffit de disposer de l'argent nécessaire pour le mettre en exploitation ; le risque de ne pas trouver le gisement est impossible et d'autre part on peut éviter la surprise de tomber sur un gisement insignifiant, grâce à des travaux préalables à l'exploitation. Il est ensuite assez facile de convaincre les gens de déposer leur argent dans une société pour l'exploitation du gisement.

Pour le pétrole ce n'est pas la même chose. Scientifiquement, même si on a la certitude de l'existence du pétrole dans un terrain quelconque, il faut un sondage pour en avoir la certitude « réelle ». Mais un sondage coûte 20 millions de lei, somme qui risque d'être dépensée sans que l'on trouve le pétrole, quoiqu'il existe tout à côté ; la chose peut arriver même dans un terrain déjà exploité.

Les risques sont donc énormes dans l'industrie du pétrole.

A cette première remarque, il faut en ajouter une seconde.

Le Roumain est l'exemple typique de l'homme qui ne veut pas perdre son argent. Il veut être sûr du placement, il n'est pas intrépide et ne veut pas connaître le dicton « qui risque gagne »...

La conséquence de ces deux faits est que l'industrie du pétrole, plus que toute autre a eu besoin des capitaux étrangers, dont les possesseurs ne perdaient pas courage en présence des échecs, mais tout au contraire continuaient les fouilles et les investissements, si bien que ce sont eux qui sont arrivés à avoir les plus grandes entreprises.

a) Premières tentatives de pénétration
des capitaux étrangers.

Nous avons déjà montré que la production du pétrole devient importante à partir de 1858. Les capitaux étrangers qui arrivaient à cette époque en Roumanie pour être investis dans l'industrie du pétrole, représentaient environ un million de lei par an.

Cette situation a duré jusqu'en 1895, où pour la première fois une loi minière intervint précisant la politique minière de la Roumanie par l'acceptation du principe qu'il faut laisser l'exploitation à la libre initiative privée tant roumaine qu'étrangère (1).

Les dispositions libérales de cette loi, — que nous étudierons plus loin — envers les capitaux étrangers, a eu tout de suite l'effet attendu, puisque les capitaux étrangers investis dans l'industrie du pétrole de 1896 à 1900 sont évalués à 36 millions de lei (2).

Les capitaux étrangers n'ont pas afflué en quantité plus importante à cause de l'échec des négociations entamées en 1899, entre le gouvernement roumain et le groupe américain Standard-Oil Company qui travaillait avec le groupe allemand de la Disconta-Gesellschaft.

Le Gouvernement conservateur de Carp était

(1) *Le Pétrole roumain*, Paris, 1921.

(2) ROMMENHAELLER G. C., *La Grande Roumanie*, La Haye 1926.

entré en relations avec ces deux groupes à la suite de la crise agricole de 1899 et du déficit du budget qui représentait un tiers du budget lui-même.

Les conditions onéreuses demandées par ces deux groupes soulevèrent de vives protestations et la concession de 15.000 ha ne fut pas accordée.

En 1900, une seconde proposition a été faite par la Disconto Gesellschaft, mais toujours sous la pression de l'opinion publique, les négociations échouèrent.

Des propositions furent faites également au gouvernement libéral de Sturza — qui avait des principes larges au sujet de l'acceptation des capitaux étrangers — mais qui demandait des garanties pour sauvegarder les intérêts nationaux et l'emploi de la main-d'œuvre roumaine ; en 1904 une seconde proposition a été faite au gouvernement conservateur présidé par Cantacuzène — celui qui établit en 1905 un règlement prohibitif — mais aucune proposition ne donna un résultat positif.

b) Les groupes étrangers qui, les premiers, s'intéressèrent à l'industrie roumaine du pétrole.

Les grandes entreprises étrangères sont arrivées d'une autre façon — par la voie de la participation — à avoir leurs capitaux investis dans l'industrie pétrolière roumaine.

En effet, vers 1903, l'entreprise financière allemande, la Deutsche Bank, profitant de la mauvaise situation financière de la Banque hongroise du Commerce et de l'Industrie — qui finançait la

société pétrolière « Stenua Romana » fondée en 1895, à Bucarest par la maison Offenheim Singer, achète la moitié des actions de « Steaua Romana » et obtient un droit de privilège sur l'autre moitié en échange du secours financier que la Deutsche Bank apportait.

Le capital de Steaua Romana fut porté de 10 millions à 19 millions et ses dettes considérablement réduites. L'important capital qu'elle avait, son organisation centralisée et puis la chance de trouver d'importants gisements ont été parmi les causes qui firent d'elle l'une des plus grandes sociétés pétrolières roumaines.

Une autre entreprise toujours allemande, la Disconto-Gesellschaft, entre aussi dans l'industrie pétrolière roumaine par voie de participation dans Tellga Oil Company, qui se trouvait aussi dans une situation financière assez délicate à la suite de nombreux forages infructueux.

En 1907, cette société, quoique financée par la Disconto et la maison Blaichröder, à la suite de nouveaux forages infructueux, fusionna avec la société « Bustenari » qui était financée, elle aussi, par des capitaux allemands. La nouvelle société prit le nom de Concordia.

Deux autres sociétés furent constituées avec des capitaux allemands.

« Vega » société de raffinerie qui créa en 1905, à Ploesti une raffinerie et qui permit au groupe Disconto-Gesellschaft de pratiquer lui-même la distillation et le raffinage.

La deuxième, c'est le « Crédit Pétrolifère », société de vente, de transport et d'entrepôt.

Tandis que la société « Concordia » a continué à avoir peu de chance, les sociétés « Vega » et le « Crédit Pétrolifère » donnèrent de meilleurs résultats.

En 1911, la Deutsche-Erdöl — Aktiengesellschaft (Deag) acquit une importante partie des actions de la Concordia, de la Vega, et du Crédit Pétrolifère, mais dès avant cette date la Disconto-Gesellschaft possédait la majorité des actions de la Deag.

**c) La proposition des capitaux allemands
dans le pétrole roumain en 1915.**

Les capitaux allemands se trouvaient en 1915 dans une proportion de 39 % dans les fonds sociaux suivants (1).

Steaua Romana	120	millions lei
Concordia	12,5	—
Credit Petrolifer	6	—
Vega	5	—

Dans une proportion moindre, les capitaux allemands participaient à d'autres sociétés (par ex. Astra-Romana).

Nous allons voir plus loin, comment les capitaux allemands, à la suite de la guerre de 1914, ont été liquidés en vertu de l'accord de San Remo, qui est la suite même du traité de Versailles.

(1) *Idem*, p. 387.

d) Quand les autres groupes financiers commencent à s'intéresser au pétrole roumain.

Les groupes financiers français, américains, anglais, italiens, hollandais, belges et suisses se sont intéressés plus tard au pétrole roumain.

En 1904, les capitaux français.

En 1900, la Standard Oil Company (capital américain) achète des terrains pétrolifères. Les Hollandais vers 1910. Les capitalistes anglais avaient peu de confiance dans les sociétés pétrolifères roumaines à la suite de mauvais résultats de la Berca Petroleum Company.

La situation se modifia lorsque la marine anglaise introduisit le pétrole pour le chauffage des chaudières, l'alimentation des moteurs (1).

Les autres groupes financiers commencent à s'intéresser vers la même époque (1908-1910) au pétrole roumain ; le tableau qui suit nous montre les capitaux étrangers investis en 1913 dans l'industrie pétrolière roumaine :

	Capital souscrit lei	Versé lei	Proportion pour cent
Allemagne.....	146.637.000	110.354.000	27,34
Hollande	107.275.000	97.901.000	24,25
Angleterre.....	151.451.000	95.411.000	23,64
Amérique	25.000.000	25.000.000	6,19
France	28.675.000	20.350.000	6,07
Belgique	15.400.000	14.395.000	3,56
Italie	7.500.000	7.500.000	1,85
Roumanie	37.522.000	32.725.000	8,10
	<u>519.522.000</u>	<u>403.546.000</u>	<u>100</u>

Le tableau ci-dessus nous fait voir le large accueil

(1) *Idem*, page 389.

fait aux capitaux étrangers ; nous étudierons plus loin les dispositions législatives favorables à la pénétration de ces capitaux dans l'industrie pétrolière.

**e) La liquidation des biens allemands
et la nouvelle proportion des capitaux investis
dans le pétrole.**

La grande guerre de 1914 a mis en évidence une situation qui jusqu'alors était seulement discutée : les capitaux étrangers ne sont-ils pas un danger pour la vie politique et économique du pays même ?

La bienveillance de la Roumanie envers les capitaux étrangers a été rudement récompensée.

On a constaté par exemple que certaines entreprises travaillaient à l'encontre des intérêts nationaux roumains.

La victoire des Alliés et le traité de Versailles rendirent caduc le traité de Bucarest du 7 mai 1918 qui stipulait en faveur de l'Allemagne la concession pour 90 ans du commerce général du pétrole.

La convention pétrolière franco-anglaise du 25 avril 1920 de San-Remo, réalise l'entente avec le gouvernement roumain sur le partage de l'ancienne propriété allemande.

Le *groupe roumain* représenté par la Bank Marmosch Blank et C^{ie} reçut 51 % des actions de Steaua Romana.

Le *groupe anglais* représenté par la Banque Stern Brother à Londres, reçut 24,5 % des actions de la Steaua Romana et le *groupe français* à la tête duquel se trouvait la Banque de Paris et des Pays-Bas

reçut également 24,5 % des actions de Steaua Romana.

La Compagnie Industrielle des Pétroles de Paris prit l'administration de la Concordia et du Credit Petrolifer.

La Société Financière belge reçut le contrôle de la Vega.

Après cette liquidation des biens allemands, la situation des capitaux investis dans l'industrie du pétrole roumain était la suivante :

	%
Anglais	30,64
Hollandais	24,25
Roumain	22,10
Français	12,07
Americain	6,19
Belge	3,56
Italien	1,85

On constate donc la proportion du capital roumain qui est passé de 8,10 % (1913) à 22,10 % (1920), du total des capitaux investis dans le pétrole.

**f) Les investissements dans la période
de 1916-1923.**

Immédiatement après la guerre, les Etats se rendent compte de la valeur du pétrole.

Des paroles célèbres ont été prononcées à ce sujet : « L'essence et le pétrole c'est le nerf de la guerre » (1).

Lord Curzon nous dit : Les alliés ont vogué vers la victoire sur un flot de pétrole.

(1) BÉRENGER (H.), *Le pétrole et la France*, Paris, 1920.

Les financiers sont toujours sensibles à de pareilles opinions, aussi ils se sont empressés de faire de nouveaux placements dans des terrains pétrolières. La Roumanie, qui était bien connue par sa production, qui en 1918 représentait 1,70 % de la production mondiale, attire l'attention des capitalistes internationaux.

En effet, dans la période de guerre et d'après-guerre, 1916 à 1920, la statistique (1) nous apprend la création de 41 sociétés pétrolières avec un capital total de 542.607.101 lei ; étant donné la retraite de l'armée et de l'administration roumaine en Moldavie, on peut dire que toutes ces sociétés ont pris naissance dans la période qui suivit immédiatement la guerre.

A la fin de 1923, les sociétés créées dans la susdite période, avaient porté leur capital initial de 542.607.101 lei à 3.000.257.101 lei.

Cette augmentation nous fait voir combien l'industrie pétrolière roumaine avait besoin de capitaux.

De 1921 à 1923, période consacrée à la reconstitution de l'industrie pétrolière (2) 66 sociétés ont été créées avec un capital initial de 498.065.000 lei et qui a été porté à la fin de 1923 à 790.815.000 lei.

L'augmentation des capitaux est moindre qu'en 1916-1920 parce que le gouvernement roumain avait annoncé la nationalisation du sous-sol, me-

(1) *Correspondance Economique roumaine*, n° 4, 1924.

(2) A la fin de 1923 la production totale de pétrole a été de 1.512.302 tonnes, à peu près la même que celle de 1914 où la production avait été de 1.810.170 tonnes.

sure qui était d'ailleurs prévue des capitalistes, puisqu'elle figurait dans la constitution du 28-3-1923.

Il faut tenir compte que les sociétés déjà existantes avant 1916, ont augmenté leur capital et à la fin de 1923, on constate la suivante évolution de leurs capitaux :

Date de création	Nombre de stés	Capital initial Lei	Capital en 1923 Lei
1896/1900	9	118.004.750	632.548.750
1901/1905	8	37.450.000	715.200.000
1906/1910	17	118.515.589	851.315.589
1911/1915	37	88.571.107	161.806.107
1916/1920	41	542.007.101	3.000.257.101
1921/1923	66	498.065.000	790.815.000
	178	1.403.213.547	6.151.942.547

Ce tableau nous fait voir qu'à la fin de 1923 il y avait 178 sociétés pétrolières avec un capital de 6.151.942.547 lei.

g) L'origine des capitaux investis jusqu'en 1923

Si nous nous référons à l'origine des capitaux des sociétés qui ont formé le total de 6.171.947.547 lei, on constate qu'il est constitué par les capitaux des sociétés roumaines, étrangères, (1) ou des sociétés avec des capitaux roumains et étrangers (2).

Le tableau qui suit montre la répartition des capitaux entre les groupes des sus-dites sociétés :

(1) Les capitaux des sociétés étrangères ou les capitaux étrangers des sociétés mixtes, ont été transformés en lei à la parité normale d'avant-guerre.

(2) Leurs actions étant au porteur, une partie d'entre elles, ont passé dans les mains des étrangers, par le moyen de la vente.

100 sociétés roumaines capital lei	3.699.469.000
30 roum. étr.	2.156.613.750
34 anglaises	248.059.797
9 françaises	69.250.000
4 hollandaises	8.430.000
1 italienne	120.000
178	6.151.942.547

**i) Les capitaux investis dans la période 1923-1925.
et la situation des capitaux à la fin de 1925.**

En 1924, la loi des mines est votée ; les restrictions prévues pour les sociétés à capital étranger — qui seront étudiées plus loin, — ont eu pour effet d'arrêter l'afflux des capitaux étrangers. Les capitaux des sociétés pétrolières roumaines ont été augmentés de 1.630.312.250 lei de 1923 à la fin de 1924.

Les sociétés anglaises ont augmenté leurs capitaux de 151.000 livres sterling.

Les sociétés françaises, belges, italiennes et hollandaises ont maintenu les mêmes capitaux. On constate également que l'encouragement donné par la loi de 1924 aux sociétés anonymes minières roumaines, n'a pas eu tout de suite l'effet attendu.

En effet les capitaux roumains ont augmenté de 2.031.742.200 lei de 1922 à 1923, et de 1.116.440.000 lei en 1921-1922 ; donc plus qu'en 1923-1924, où ils ont été encouragés.

Ce théorème s'explique par le fait qu'avant 1924 les étrangers plaçaient aussi leurs capitaux dans les sociétés roumaines, tandis qu'après 1924, ils ont commencé à s'abstenir à la suite des restrictions apportées par la loi de 1924, au placement des ca-

pitaux étrangers dans les sociétés anonymes minières roumaines.

A la fin de 1925 les capitaux roumains ont été augmentés de 1.023.519.265 lei seulement, tandis que ceux des sociétés anglaises ont augmenté de 403.326 livres sterling, les capitaux français, belges et italiens avec 244.350.000 francs français, seuls les capitaux hollandais ont diminué avec 950.000 florins hollandais.

Le tableau qui suit montre la situation des capitaux dans les sociétés à la fin de 1925 :

159 soc. de pétrole constituées dans le pays (lei) . . .	7.990.226.465
30 soc. de pétrole anglaises (lei-or)	214.510.879
22 soc. de pétrole françaises-belges-italiennes(fr.)	308.350.000
4 soc. de pétrole hollandaises (fr.)	7.192.500

j) **Les investissements faits de 1925 à 1929.**

**Tableau général des investissements de 1919
à 1929 comparé à 1913.**

De 1925 à 1926 les capitaux des sociétés roumaines ont été augmentés approximativement de 3 milliards de lei : en même temps les capitaux anglais d'environ 3 millions de livres sterling ; les capitaux français, belges, italiens d'environ 550 millions de francs ; les capitaux hollandais ont été diminués de 1.375.000 florins.

De 1926 à la fin de 1929 les capitaux roumains ont augmenté de 1.580.371.732 lei ; les capitaux anglais de 1.925.842 livres sterling ; les capitaux

(1) *Annuaire statistique de la Roumanie, 1929.*

français, belges et italiens de 177.213.500 francs et les capitaux hollandais de 17.950.000 florins.

Le tableau qui suit indique le capital des sociétés pétrolières dans les années 1919-1920 comparative-ment à l'année 1913.

Années	Société capital en Lei	Livres sterlings	Société françaises belges, italiennes en francs	Florins hollandais
1913	259.684.750	2.688.937	14.000.000	4.375.000
1919	497.878.750	2.688.937	25.600.000	4.375.000
1920	1.178.968.750	7.418.702	31.500.000	4.375.000
1921	2.187.292.750	7.418.702	44.000.000	4.375.000
1922	3.303.652.750	7.538.702	64.000.000	4.375.000
1923	5.335.394.950	8.144.860	64.000.000	4.375.000
1924	6.966.707.200	9.292.860	64.000.000	4.375.000
1925	7.990.226.465	8.505.586	308.350.000	3.425.000
1926	10.198.962.943	11.204.981	867.987.000	2.050.000
1927	10.981.023.675	12.668.020	1.144.633.700	2.050.000
1928	11.731.411.870	12.190.155	1.038.200.000	19.750.000
1929	11.679.334.675	12.130.823	1.035.200.000	19.000.000

CHAPITRE II

LA SITUATION ACTUELLE DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES ET DES CAPITAUX QUI SONT INVESTIS DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ROUMAINE

a) Sociétés à capital en lei.

A la fin de 1930, il y avait dans l'industrie du pétrole roumain, 144 sociétés ayant capital exprimé en lei.

Le nombre de ces sociétés qui ont fonctionné en 1930, n'est que de 90, le reste — à la suite de la crise — n'a eu qu'une existence légale, leur activité étant inconnue ; le capital de ces sociétés — d'après leurs derniers bilans publiés — est de 13.402 millions 293.000 lei.

Si nous considérons les capitaux investis dans le pétrole, on constate qu'au 31 décembre 1929, il y avait 22.942.135 milliers de lei (1).

Ces énormes placements semblent faire croire que l'industrie du pétrole, donne d'importants bénéfices.

En réalité les choses se passent tout à fait différemment (2). En 1930, 13 sociétés seulement ont

(1) *Moniteur du Pétrole*, n° 2, 1931.

(2) A savoir : Orion, 35 % ; Romano-Africana, Comp. Pétrolif

distribué des dividendes (1) d'un montant total de 917.987.000 lei, les autres sociétés ont soldé avec une perte totale de 303.788.000 lei.

Les sociétés pétrolières existantes en 1930 peuvent être groupées comme suit (1) en ce qui concerne l'objet de l'activité, leur capital social et l'activité de chaque groupe :

	Lei
15 sociétés qui possèdent leurs propres chantiers et raffineries.....	8.304.438.000
23 — seulement des chantiers	3.072.565.000
12 — des raffineries	517.787.000
20 — de redevanciers	494.308.000
12 — commercialisant le pétrole et les produits pétrolifères	264.300.000
8 — de forage.....	2.288.895.000
90 sociétés représentant un capital de lei	12.942.293.000

b) Le capital étranger et le pétrole roumain.

Actuellement les financiers étrangers s'intéressent sous deux formes à l'industrie pétrolière roumaine :

D'abord par des sociétés qui ont leur siège principal à l'étranger et des sièges secondaires en Roumanie.

Ensuite par des sociétés étrangères qui conservent dans leur portefeuille des actions des sociétés roumaines et, de cette façon, exercent un contrôle partiel, sur les sociétés anonymes roumaines.

La première catégorie comporte un petit nombre de sociétés :

et Photogen, 20 % ; Unirea, 15 % ; Astra Romana et Intr. P. Grigorescu, 10 % ; les autres six, au-dessous de 10 %.

(1) D'après les *Annales des Mines de Roumanie*, n° 3, 1931.

Nom de la Société	Année de fondation	Capital
Dacia Romana	1926	300.000 l. st.
Danube Oil	1923	160.000
Baicoi Petr. Cy	—	30.000
Victoria	1913	16.000.000 fr. fr.
Sirus	1921	2.500.000
Pétrole de Bustenari	—	2.200.000
Française Lemoine	1923	47.000.000

*
* *
*

Le nombre des sociétés contrôlées est beaucoup plus grand.

Si nous considérons les capitaux étrangers investis nous constaterons que le premier rang est occupé par les capitaux anglais, dont la somme totale est de 10.838.750 livres sterling, la suite sont les capitaux français avec 412.922.405 francs, les capitaux belges sont évalués à 521.400.000 francs belges, les capitaux hollandais à 19.000.000 florins et les capitaux italiens à 40.000.000 lires italiennes.

Suit un tableau général avec les sociétés ou entreprises étrangères qui exercent un contrôle sur les sociétés minières roumaines.

A) *Le capital anglais* est représenté par les sociétés :

Nom de la société étrangère	Société roumaine dans laquelle elle est intéressée
Phoenix oil Et Transp. C.	Unirea si Orion.
Steaua Romana (Britsh).....	Steaua Romana.
Service Petroleum C ^o Ltd	Romana Africana.
Hamilton oil Conces.	Sondrum.
Minervo oil C ^o	Minerva.
Kern Romana Ltd	Craiova.
Amalgamated Olthands of Rom.	I. O. P. et T. R. P.

Sospiro Oilfields	Sospiro.
Astra Petroleum C ^o Ltd	Naphta Romana.
Oil Wells Selection corp.	Apex.
London and Midland oil C ^o	Maces.
Romana Petrolëum C ^o	Romana.

Le capital français :

Nom de la société étrangère	Société romaine
Steaua française	Steaua Romana.
S. I. P. E. R.	I. R. D. P.
Omnium Inter. des Pétroles	Colombia.
Française Lemoine	Petrolmina.
Crédit minier Franco-Roumain	Contrôlé par le Crédit Min.
Omnium du Nord	Renasterea Romana (susp.)
C ^o de pétrole Starnaphta	Starnaphta.
Pétrolé d'Orient	Geonaphta.
Lutetia	Lutetia Romania.
Compagnie de Pétrole Le Moreni	Telega Moreni.
Royale de Pétrole	Regala de Petrol.
Pétroles Regina	Regina.
Pétrole Blok Français	Pétrole Blok.
C ^o de pétroles Prosper	Prospera.
Petrol Trust	Oleo naphta.
Franco-roumaine de Pétrole et Mines...	Continental Petrol.

Le capital belge :

Société étrangère	Société roumaine
Forapetrol	Foraky-Romana.
Belgolea	Romolea.
Foraky	Foraky Romanbasea.
S. A. Lemoine	Foray Lemoine
Soc. Cie Belge de pétroles	Concordia.

B) *Le capital italien*, représenté par la société Azienda Generale Italiana Petrol (A. G. I. P.) qui contrôle les sociétés « Prahova » et « Petrolul Bucuresti ».

Le capital américain est aussi représenté par la grande société Standard Oil Cy of New-Jersey qui

contrôle la société roumaine « Romana Americana ».

c) **Aperçu sur les plus importantes sociétés pétrolières roumaines.**

Dans la production pétrolière comme dans le forage, les huit sociétés occupent les premiers rangs :

ANNÉE 1930.

	Production (tonnes)	% du total	Forage (mètres)	% du total
<i>Astra Romana</i>	1.034.042	17,98	47.206	16,39
(cap. anglo-holl.)				
<i>Steaua Română</i>	794.553	13,82	40.038	13,90
(cap. fr.-angl.-roum.)				
Groupe « <i>Phoenix</i> » ...	613.395	10,67	30.192	10,8
(cap. anglais).				
<i>Crédit Minier</i> ..	604.848	10,52	18.497	6,42
(cap. roum.-franç.).				
<i>Concordia</i>	595.146	10,35	32.309	11,21
(cap. franco-belge).				
<i>Rom-Americana</i>	456.693	7,94	26.141	9,08
(cap. américain).				
<i>Colombia</i>	315.434	5,49	10.421	3,60
(cap. français).				
<i>I. R. D. P.</i>	293.724	5,11	11.086	3,85
(cap. Roum.-franç.).				

Si nous nous référons à l'origine des capitaux et à leur part dans la production, on peut faire la classification suivante (1) :

Capital.

Année 1929 :

Franco-belge	23 %
Anglais et Hollandais	20,2 %
Anglais	20 %
Roumain	20 %
— avec participation étrangère	7,7 %
Américain	6,6 %
Italien	1,7 %
Autres capitaux	0,8 %

(1) D'après M. PIZANTY, *Petroleum in Roumania*, Buc., 1930.

CHAPITRE III

LES CAPITAUX DANS L'INDUSTRIE EXTRACTIVE ET MÉTALLURGIQUE

a) Les capitaux dans l'industrie extractive.

L'industrie métallurgique a pris un grand essor après la guerre de 1914. La cause principale est l'existence d'importants gisements miniers dans les nouvelles provinces et surtout en Transylvanie.

En 1913, l'industrie métallurgique a utilisé des matériaux pour une valeur totale de 37.416.499 lei, tandis qu'en 1919, la valeur de ces matériaux a été de 355.411.349 lei.

Si on regarde la valeur de la production métallurgique d'avant et d'après-guerre, on se rend bien mieux compte de la situation actuelle.

En effet, en 1913, la valeur totale de la production métallurgique était de 121.187.762 lei, tandis qu'en 1919, elle était de 1.330.162.291 lei.

Si nous nous référons à la situation historique des entreprises métallurgiques, on trouve la situation suivante :

Nombre de Sociétés.

	Années				
	1928	1927	1922	1921	1920
Ancien Royaume	55	56	50	44	25
Transylvanie	27	26	15	10	7
Banat	5	5	1	2	2
Bucovine	6	6	—	—	—
Bessarabie.....	—	—	—	—	—
Total	93	93	66	56	34

D'après ce tableau, on constate que le nombre de sociétés métallurgiques a augmenté de 1920 à 1928, tant dans l'Ancien Royaume que dans les nouvelles provinces. En Transylvanie, par exemple, le nombre de sociétés est passé de 7 à 27 (augmentation de 38.9 %); on constate donc que la nouvelle situation a favorisé le développement de cette industrie.

*
* *
*

En ce qui concerne le développement des capitaux, on constate une augmentation beaucoup plus grande.

Ainsi, en 1921, les capitaux des sociétés étaient de 403.800.000 lei. Les investissements faits par les mêmes sociétés ont été, dans la même année, de 1.394.540.461 lei. Une année après, les capitaux des sociétés s'élevaient à 447.750.000 lei, tandis que les investissements s'élevaient à 2.180.108.731 lei.

La Société Nationale de Crédit a joué un rôle de premier plan dans le développement de cette industrie, en accordant des crédits supérieurs à un milliard de lei.

Le tableau qui suit (1) nous fait voir l'augmentation des capitaux et le pourcentage des bénéfices, de 1923 à 1928.

(1) D'après les données publiées par le *Bulletin statistique de Roumanie*.

Années	Nombre de sociétés	Capital social	Bénéfices	Rentabilité %
1923	71	737.125.250	169.105.227	22
1924	77	1.148.981.400	176.874.144	15
1925	80	1.329.550.000	220.804.470	17
1926	93	2.534.905.000	314.668.175	12,50
1927	93	3.079.481.000	327.523.000	10,63
1928	93	3.193.135.000	348.252.000	10,90

Si nous nous reportons à la répartition historique, nous constatons :

Années	Capital social	
	Ancien royaume	Nouvelles provinces
1926	2.210.922.000	323.983.000
1927	2.713.303.928	366.177.001

b) L'industrie extractive.

Le nombre de sociétés qui s'occupent de l'exploitation des mines et des carrières augmente chaque année, surtout à la suite du principe — consacré par la Constitution de 1923 —, qui laisse la carrière à la disposition du superficiaire. Nous comptons 17 sociétés en 1923 ; il y en avait 64 en 1928. En ce qui concerne les capitaux, ils sont passés, pour la même période de 1923 à 1928, de 1.384.085.850 lei à 3.271.046.600 lei.

Le tableau qui suit montre les sociétés constituées en Roumanie, avec leur capital en lei, et les bénéfices de chaque année (1).

Années	Nombre de sociétés	Capital	Bénéfices	Rentabilité %
1923	47	1.384.085.850	292.286.627	21
1924	46	969.244.500	182.470.704	18
1925	51	1.528.136.358	276.678	18,09
1926	57	2.552.091.186	414.154.526	16,22
1927	62	3.711.375.260	571.286.528	15,39
1928	64	3.271.046.600	369.327.211	11,07

(1) D'après les données publiées par le *Bulletin statistique de Roumanie*.

Au point de vue de la répartition historique des sociétés, on constate que la majorité des sociétés sont dans l'Ancien Royaume.

Années	Ancien royaume		Nouvelles provinces	
	Nombre de sociétés	Capital social	Nombre de sociétés	Capital social
1926	44	2.479.479.500	13	72.614.686
1927	46	3.646.917.260	16	64.458.000

TROISIÈME PARTIE

L'histoire des législations minières roumaines.

CHAPITRE PREMIER

ANCIEN RÉGIME (1).

Par « ancien régime », on comprend les législations qui, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, s'occupèrent du droit de propriété sur les mines. Ces lois ne sont pas des lois minières spéciales, mais de véritables codes dans lesquels étaient consacrés quelques articles relatifs au droit de propriété minière.

D'un côté la civilisation, la formation du royaume roumain de l'autre, ont été les causes de l'augmentation de valeur du sol ; par suite la nécessité pour l'agriculture de s'étendre et de s'intensifier. En même temps, le sous-sol, avec ses richesses minières, commence à être attentivement exploré, et ainsi apparut la nécessité d'une législation minière spéciale.

(1) George STOIAN, V. GHEORGHIADÉ, *Legiuirile vechi si noi ale Romaniei*, 12 vol., Buc., 1915.

TANASESCU (I.), *Sisteme de organizare si politica miniera in diferite state*, Buc., 1916.

Nécessité qui s'explique par les discussions qui ont eu lieu et par le vote de la loi du 21 avril 1895.

Jusqu'au Code Caragea de Valachie, et au Code Calimah de Moldavie, tous deux de la même époque (1817-1832), on ne connaît aucune législation s'occupant des droits d'exploitation minière.

D'après les déductions faites et surtout d'après les faits racontés par les voyageurs (1), on peut connaître les principes qui gouvernaient cette matière, à savoir :

Le Prince avait le droit d'exploitation pour l'or et le sel.

En ce qui concerne les autres minéraux, les voyageurs n'en font pas mention, et il est fort probable qu'ils étaient soumis au régime d'accession ; mais le manque de valeur des minéraux est la cause principale pour laquelle ni les législateurs, ni les voyageurs n'y prêtent attention.

En Valachie, le premier texte qui se réfère à l'exploitation des mines et se prononce sur le droit de propriété minière, on le trouve dans le Code Caragea — le Code civil de Valachie de 1817 à 1832 —, seconde partie — pour les biens — chapitre premier, article 1^{er}:

« Tout objet n'appartenant à personne est à celui
« qui s'en emparera le premier. Par conséquent, les
« pierres précieuses que nous trouverons sur les ter-

(1) D. CANTEMIR, *Descriptio Moldavie*, 1716.

H. CARA, *Histoire de la Moldavie et de la Valachie*, 1777.

FRANZ JOSEPH SULZER, *Geschichte des transalpin ischen Dacien, das ist des Walachiei, Moldau und Bessarabien* (1781-1782).

RAICEWICH, *Bemerkungen uber di Moldau und Walachei*, 1789.

« rains publics nous appartiendront, sauf les trésors enfouis, qui appartiennent au Prince (1), »

Cet article dégage plutôt le droit de propriété du Prince pour les bijoux et les monnaies enfouis dans la terre que son droit sur les mines, tel qu'il est défini par le législateur moderne.

Le professeur C. Dissesco, définissant la mine comme un gros trésor, se réfère certainement à cet article.

Le Code Calimah — Code civil de la Moldavie de 1817 à 1832, quoique paru à la même époque que le code Caragea, montre d'une façon plus claire et plus précise que le Prince est propriétaire des minéraux extraits, et on peut donc affirmer que la Moldavie a connu la nationalisation des mines avant la Roumanie (2).

La seconde partie : sur les droits des biens, sur les biens et leurs classifications, dans l'article 362 s'exprime ainsi :

« Les biens de l'Etat s'appellent comme suit : les bains (3), les salines, ... »

Le chapitre III : l'acquisition des biens par l'occupation, dans son article 509 précise :

« Nul particulier ne peut s'emparer des métaux extraits du sein de la terre, tels que : l'or, l'argent, ou de ceux amassés au bord des rivières et ruisseaux ; cuivre, fer, et près de ceux-ci : alun,

(1) BOUJOREANU (I.), *Colectiune de legiuirile Romanici vechi si noi*, Buc., 1873-1875.

(2) GANE ALEX., *Le régime minier roumain et la nationalisation du sous-sol*, Paris, 1924.

(3) Mot archaïque qui signifie « mine ».

« vitriol, salpêtre, soufre, sel, etc., *car ils appar-*
« *tiennent au Prince.* »

Le *Règlement organique* change le principe d'organisation minière établi par les Codes Calimah et Caragea, et consacre le système d'accession.

Ce règlement, qui est le résultat du protectorat russe, est l'œuvre d'une série entière de législations faites par le général Kisselef ; il a été appliqué en 1832 tant en Valachie qu'en Moldavie, et ainsi les deux principautés ont eu la même législation, mais chacune ayant un règlement propre et distinct en ce qui concerne la rédaction.

Le règlement organique de la Valachie s'occupe de la question minière dans les articles 126, 127, 128, 178 et 179, dans la section IV, art. 95.

Nous reproduisons les articles essentiels :

Art. 178. — « Lorsqu'on découvrira des mines
« dans la propriété d'un particulier, celui-ci *sera*
« *libre de les exploiter lui-même* ou de les affermer à
« un autre, selon son bon plaisir, sous condition
« d'abandonner à l'Etat un dixième du revenu en
« nature, ou de payer à la trésorerie un dixième du
« revenu, déduction faite, dans les deux cas, des
« frais d'exploitation. »

Art. 179. — « Pourtant, si l'on constate que le
« propriétaire de la terre où l'on a découvert ces
« mines n'a pas eu, dans un délai de dix-huit mois
« accordé par le Prince, les moyens d'exploiter lui-
« même ou n'a pas voulu concéder son droit à un
« autre, le Prince et l'Assemblée ordinaire délibère-

« ront sur les moyens d'exploiter ces mines, *tout en*
« *réserveant au propriétaire de la terre 10 % du re-*
« *venu*, déduction faite des frais d'exploitation et
« tout en le dédommageant convenablement pour
« les dégâts que les fouilles ou l'exploitation des
« mines auraient causés. »

En Moldavie, par le Règlement organique qui lui fut octroyé, c'est le système de l'accession qui fut établi par l'article 16, complété par les articles 1-16 de la loi de 1832.

Le règlement organique consacre dans les Principautés roumaines le système de l'accession en matière minière. Le fait est explicable, puisque les « ukases » russes consacraient le même principe.

Le propriétaire du sol était donc considéré, d'après le règlement organique, *ex jurae naturae* comme propriétaire *a centra usque ad caelum* ayant l'obligation : a) d'exploiter le gisement ; b) de donner à l'Etat une redevance de 10 %.

Le 26 novembre 1864, la Roumanie entre sous le régime du Code civil qui, par les articles 489, 491, 492 se prononce de nouveau sur le droit de propriété minière (1).

« La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du « dessous », voilà ce que l'article 489 déclare ; ce n'est que la reproduction de l'article 532 du Code français.

En France (2) comme en Roumanie, de longues

(1) VARGOLICI (I. C.), *Proprietatea mine lor dupe Codul Civil.* Buc., 1895.

(2) DALLOZ (E.), *De la propriété des mines et de son organisation en France.* Paris.

discussions ont eu lieu pour savoir quelle est l'application du principe de l'article 489, mais qui était d'ailleurs obscurci par les articles 490, 491 et 492.

L'article 490 déclare :

« Le propriétaire peut faire à la surface toutes
« les plantations et les constructions qu'il jugera à
« propos, sauf exceptions stipulées au chapitre des
« Servitudes. »

Art. 491. — « Le propriétaire peut faire au-des-
« sous du sol toutes les constructions et les fouilles
« qu'il jugera à propos et en tirer tous les profits
« qu'elles lui fourniront, sauf les modifications pré-
« vues *par la loi* et les règlements relatifs aux mi-
« nes, de même que les lois et règlements de po-
« lice. »

Art. 492. — « Toutes constructions, plantations
« ou ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur
« sont présumés faits par le propriétaire à ses frais
« et lui appartiennent, jusqu'à preuve du con-
« traire. »

Il est à remarquer que la disposition de l'article 491, qui établit le système de l'accession, se heurte à la disposition finale de l'article 491 « sauf les modifications prévues par la loi ».

La discussion principale a porté justement sur la question de savoir quelle est cette loi, d'autant plus que le Code Napoléon annonce « par des lois ».

Il nous semble que l'opinion suivante est soutenue par la majorité des auteurs (1).

(1) GANE (A.), *Le régime minier roumain et la nationalisation du sous-sol*. Paris, 1924.

Nous croyons donc que par « la loi », il faut comprendre ou le règlement organique ou la loi minière dont l'article 131 de la Constitution de 1866 prévoyait l'élaboration.

CHAPITRE II

LOIS SPÉCIALES MINIÈRES

1) La loi du 21 avril 1895.

La première loi minière roumaine est la loi du 21 avril 1895 — connue sous le nom de « loi Carp » — et dont les principes ont été influencés par ceux de la loi française du 21 avril 1810.

La Roumanie qui, depuis 1851, était un pays exportateur de pétrole (comme nous l'avons vu, les finances étrangères commençaient à s'intéresser à cette richesse), avait besoin d'une loi pour préciser le droit de propriété minière et les rapports entre le propriétaire et le concessionnaire.

Plusieurs projets de lois (1) ont été présentés au commencement de 1863 pour accorder ainsi la garantie nécessaire aux prospecteurs.

Les discussions qui ont eu lieu sur le droit de propriété minière ont été la cause principale qui a retardé jusqu'en 1895 le vote d'une loi minière. Ce retard a eu comme effet la mise en application d'un règlement.

* * *

(1) A savoir : 1^o Le projet de loi Orbesco, en 1863 ; 2^o le projet I. Cantacuzino, en 1870 ; 3^o le projet Cretzulesco, en 1873 ; 4^o le projet Dabija, en 1881 ; 5^o un projet d'initiative parlementaire en 1886.

Le règlement en question, intitulé : *Règlement des conditions générales de l'accord du droit de recherche et d'exploitation des pétroles sur les propriétés de l'Etat*, a été sanctionné le 26 janvier 1893.

Les dispositions de ce règlement sont relatives uniquement au pétrole et d'un libéralisme inouï envers les étrangers et les moyens d'épreuve de la concession.

Voilà quelques-unes de ces dispositions :

«... accorder le droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat à toute personne — Roumain ou étranger — qui en fera la demande. »

Et l'article 6 dit : « Tout bénéficiaire d'une concession devra fixer au milieu de la superficie qu'il veut occuper un poteau sur lequel il fera graver les initiales de son nom et la date de l'installation du poteau. »

L'article 73 semble témoigner d'une certaine circonspection à l'égard des étrangers : « Les exploitants étrangers ne peuvent invoquer leur qualité d'étrangers en ce qui concerne les obligations prises dans les contrats. »

Les concessions étaient accordées pour un terme de dix ans et sur une superficie, dont l'étendue variait entre 3 et 10 hectares.

Les obligations du concessionnaire étaient les suivantes :

a) Fouiller 50 mètres chaque année dans les puits et en perforer 100 dans les sondes.

b) Payer 20 lei par hectare de concession.

c) Payer 2 lei par tonne de pétrole extraite.

Ce règlement parle aussi du fermage des puits producteurs, qui se faisait par licitation publique.

* * *

La loi du 21 avril 1895 ne se prononce pas d'une façon précise sur le droit de propriété minière ; les systèmes connus sont écartés et un droit spécial est adopté : le droit de préférence.

Le second caractère — cette fois positif — de la première loi minière roumaine, c'est la remarquable attention qu'elle apporte à l'organisation de l'exploration et de l'exploitation.

En résumé, voilà les dispositions essentielles de cette première et importante loi minière :

D'abord, l'Etat — par le Ministère de l'Industrie et du Commerce — accordait le droit d'exploration à celui qui lui semblait offrir le plus de garanties. Il semble qu'à cette époque les étrangers paraissent offrir à l'Etat Roumain plus de garanties que les Roumains.

Le propriétaire de la surface avait un droit de préférence (1).

L'exploitation s'accordait pour 18 mois, terme qu'on pouvait prolonger. Le périmètre était fixé à 50 ha.

Le droit d'exploitation étant accordé à l'explorateur. Si l'explorateur n'était pas le propriétaire

(1) Art. 24. — Dans un délai de 4 mois à dater de la demande faite par l'Etat, le propriétaire devait répondre s'il consent ou non à faire l'exploitation.

de la surface, on lui demandait s'il ne voulait pas être co-propriétaire de l'exploitation. Il devait répondre dans un délai de deux mois.

Si le propriétaire n'acceptait pas, on lui réservait les bénéfices suivants :

- a) Le fermage de la surface occupée.
- b) Une redevance de 5 % du produit brut.
- c) Le montant des dégâts occasionnés à la surface.

Le droit d'exploitation était accordé pour 75 ans ; en ce qui concerne le périmètre, il était fixé aux limites suivantes :

- a) 1.000 ha pour les mines de combustibles.
- b) 600 ha pour les autres mines.

En ce qui concerne le droit du concessionnaire, l'article 7 établit que ce droit est mobilier comme tout autre bien, susceptible d'hypothèque et privilégié et distinct à la propriété de la surface.

Le droit qui résulte n'est pas proprement dit la propriété, comme le dit d'ailleurs le rapporteur de la loi du Sénat puisque le droit du concessionnaire est soumis à quelques restrictions : la division et la concession — en partie — est interdite sous peine de nullité.

Si nous nous référons à la loi française de 1810, nous constatons qu'elle est plus libérale que la loi roumaine de 1895, puisque la mine une fois découverte, le droit qui résulte est immobilier et perpétuel.

Cependant il faut remarquer que la loi roumaine de 1895, sous l'influence française, introduit le principe de la séparation de la surface du sous-sol.

* * *

Le pétrole bénéficie, grâce à la loi de 1895, d'un régime spécial, caractéristique qui est d'ailleurs général à toute législation minière roumaine.

D'abord, le régime est différent, suivant que le pétrole se trouve dans une propriété particulière ou dans une propriété de l'Etat.

Seconde caractéristique : le droit du concessionnaire était un droit personnel, droit qui a été comparé à une location à long terme et qui donnait au concessionnaire un droit de créance sur le propriétaire.

Sur les terrains particuliers, le pétrole est laissé à la disposition du propriétaire, parce que « l'exploitation est facile » et n'a pas besoin de grands capitaux (1).

De cette disposition, il résulte que le propriétaire peut à son gré concéder le pétrole aux étrangers ou aux nationaux.

Sur les terrains pétrolifères de l'Etat, les périmètres d'une superficie de 30 ha, étaient concessionnés pour 30 ans.

Les droits et redevances sont bien précisés (2).

La loi de 1895 contient des dispositions que nous allons trouver dans la loi du 28 mars 1929. D'abord, c'est l'obligation du concessionnaire de commencer les travaux d'exploitation dans un délai d'un

(1) Explication donnée en 1895 par le Ministre A. Lahovary. (V. *Débats*, Sénat.)

(2) A savoir : un droit de fermage de 20 lei par hectare ; une redevance annuelle de 8 jusqu'à 14 % du produit brut.

an à partir de la date du décret de concession. Ensuite, c'est la disposition qu'à la fin de la concession, toutes les installations reviennent à l'Etat sans aucune indemnité envers le concessionnaire. La troisième, est que le droit de concession est intransmissible sans l'autorisation de l'Etat.

Rappelons que la loi de 1895 dispose aussi la création d'une maison d'assistance et des pensions prévues pour les cas de maladies, accidents et mort.

La loi du 21 avril 1895 laissait en dehors de sa sphère d'application une partie du territoire de la Roumanie. Il s'agit de l'article 19, relatif à la Dobrodgea (1), car, par la loi du 3 avril 1883, le sous-sol dobrodgean était déclaré propriété absolue de l'Etat.

L'article 19 de la loi de 1895 ne fait que maintenir la disposition de la loi de 1883.

* * *

La loi de 1895 a eu un règlement relatif à l'exploitation du pétrole sur les terrains de l'Etat (2).

Le règlement rappelle que le droit d'exploiter le pétrole est accordé à toute personne — étrangère ou roumaine — sous la forme d'une concession pour une durée de 30 ans et sur une superficie de 40 hectares. On constate donc que la superficie de la concession a été augmentée avec 10 ha.

Parmi les dispositions de la loi de 1895, qui sont

(1) Annexé en 1878 à la Roumanie.

(2) Sanctionné par le Décret n° 2322 du 5 mai 1895.

précisées et éclaircies, on remarque celles des articles 43 et 49.

L'article 43 encourage l'importation des capitaux étrangers, puisque les machines, les outils et les autres appareils nécessaires à l'exploitation sont exempts de tous droits de douane.

L'article 49 — qui rappelle l'article 75 du règlement de 1883 — contient la disposition que : la protection étrangère ne peut jamais être invoquée.

2) Les Lois et Règlements jusqu'à 1914.

A peine votée, la loi de 1895 souleva de vives critiques et ainsi le législateur fut obligé d'apporter successivement des modifications.

Nous allons montrer dans un bref résumé les lois et les règlements qui se sont succédés et leurs dispositions essentielles :

a) Le règlement de 1900, relatif au droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les terrains de l'Etat (1), modifie la surface du périmètre concédé — 100 ha au lieu de 40, et la durée de concession est portée à 50 ans ; les dispositions d'intérêt général sont étendues aussi aux exploitations sur les propriétés des particuliers.

Pour se rendre compte de la situation des faits relatifs aux étrangers, rappelons la disposition finale de l'article 56 qui obligeait les exploitants étrangers à s'adjoindre un représentant parlant le roumain.

(1) Sanctionné par le Décret n° 2182 du 5 avril 1900.

b) La loi des consolidations pétrolifères, du 9 mars 1904, institue une commission pour la consolidation des droits entre les particuliers. Le terme d'appel était de 30 jours ; pas de recours en cassation.

c) La loi de 1905 pour le refus des demandes en cours et futures relatives à la concession des terrains pétrolifères de l'Etat *jusqu'à l'étude des régions* par le Ministère (1).

d) La loi du 28 janvier 1906, pour la concession des terrains pétrolifères de l'Etat, contient quatre nouveaux principes (2), à savoir :

1. La division des terrains pétrolifères en terrains connus et terrains inconnus. La loi établit une étroite liaison entre l'exploitation des terrains pétrolifères connus et l'exploration des terrains inconnus (3).

2. La division des terrains en lots concédables à plusieurs personnes ou sociétés.

3. La constitution de la réserve des terrains pétrolifères de l'Etat.

4. La conservation absolue des transports dans les mains de l'Etat.

Sous le régime de cette loi, aucune concession n'a été accordée.

e) Le règlement de la loi de 1906 contient une

(1) Sanctionnée par le Décret du 15 juin 1905. Votée sans discussion, par la Chambre des Députés, le 29 mai 1905.

(2) Le 24 mai 1905, G. Cantacusino, alors Président du Conseil, montre quels doivent être les principes fondamentaux de toute législation pétrolière.

(3) A un lot connu de 100 ha., s'ajoutait un lot inconnu de 1.000 ha.

disposition importante relative à la proportion du personnel roumain dans les travaux d'exploitation. Pendant cinq ans après le commencement des travaux, un tiers du personnel ouvrier — et contre-mâîtres proportionnellement — devait être roumain et deux tiers au moins du personnel technique et ouvrier — proportionnellement dans chaque catégorie — pendant dix ans, également roumain.

* * *

Nous rappelons qu'en 1906 a été votée la loi sur le travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels et les exploitations minières. Cette loi s'inspirait des lois françaises relatives à la protection des mineurs et des femmes.

La durée du travail, pour les enfants des deux sexes, de 12 à 15 ans, ne devait pas dépasser huit heures par jour. Dans certaines industries, prévues par le règlement, la journée était admise de dix heures, pour les enfants de treize à quinze ans.

Les femmes ne pouvaient travailler plus de dix heures par jour ; pourtant, dans les industries où il y a une étroite liaison entre le travail de l'homme et celui des femmes, ces dernières pouvaient être employées onze heures par jour. Un jour de repos par semaine était accordé aux enfants jusqu'à 16 ans et aux femmes.

Les femmes ne pouvaient reprendre le travail moins d'un mois après l'accouchement sans autorisation médicale.

Le travail de nuit était interdit aux garçons jusqu'à quinze ans et aux filles jusqu'à dix-sept ans.

*
* *
*

f) La loi du 19 avril 1909 introduit le principe de l'acquisition des lots aux enchères publiques, principe que nous allons retrouver dans la loi du 28 mars 1929.

g) La loi de 1913, pour la réglementation et la consolidation du droit d'exploiter le pétrole et l'ozokérite sur les propriétés particulières est importante par le changement qu'elle apporte dans la nature du droit de concession.

En effet, l'article 1^{er} de la loi de 1913 établit que le droit du concessionnaire est un droit réel mobilier.

D'après la loi de 1895, le droit du concessionnaire était un droit personnel semblable à la location (1), et la préférence allait, d'après la jurisprudence roumaine, s'il y avait plusieurs concessionnaires, à celui qui avait la possession de fait.

La nature du droit du concessionnaire ayant été modifiée par la loi de 1913, la préférence résultait des lois de la transcription.

Les étrangers qui hésitaient à faire des investissements dans les terrains pétrolifères ont obtenu ainsi la sécurité nécessaire. La loi facilitait aussi les moyens d'épreuve, puisque le droit de conces-

(1) SERDARU (V.), *Le Pétrole Roumain*. Paris, 1921.

sion était opposable aux tiers par la simple transcription de l'acte dans le registre des transcriptions, tenu au tribunal respectif (art. 2) ; les cessions devaient être transcrites sur le même registre.

Pour mieux nous rendre compte de la politique de protection des capitaux étrangers, citons l'article 49 : « Même si une tierce personne établit légalement vis-à-vis du concédant son droit de véritable propriétaire, elle devra respecter la concession consolidée ; mais elle pourra établir devant la justice le quantum réel de sa redevance pour l'avenir. »

La remarque que cet article heurte même les principes juridiques élémentaires (1) nous paraît juste.

Pour faciliter encore la procédure, le délai d'appel est réduit à 15 jours, et, comme nouvelle garantie, le recours en cassation, qui n'était pas prévu dans la loi de 1904, fut accordé par les articles 39 et 42 de la même loi.

3) La législation pendant la grande guerre.

La guerre de 1914 arrête la série des législations qui cherchaient le meilleur régime minier pour la Roumanie.

D'un autre côté, l'occupation allemande de la Valachie et du Dobrodgea fut la cause principale de la stagnation de l'industrie minière, puisque les mines furent abandonnées et les chantiers pétroli-

(1) SERDARU (V.), *Le Pétrole Roumain*. Paris, 1924.

fières des régions occupées détruits (1). Les chantiers pétrolifères les plus riches de la Roumanie ont été et sont encore précisément ceux qui furent détruits pour ne pas profiter aux ennemis.

* * *

Rappelons que, jusqu'à la fin de la guerre, les armées roumaines ont fait de la Moldavie un abri sûr pour le Gouvernement roumain et les organisations représentatives de l'Etat.

* * *

Les décrets-lois ont été le mode de législation pendant la guerre et dans la période qui suit immédiatement. En ce qui concerne les mines et le pétrole, de nombreux décrets-lois furent publiés par le Gouvernement roumain, décrets que nous allons étudier en montrant leurs dispositions essentielles.

a) Le décret-loi n° 3603 (2) du 8 décembre 1918, qui déclare la nullité et l'inexistence de tous les actes conclus pendant l'occupation ennemie.

Le but de ce décret est la protection des biens des sociétés roumaines ou ex-alliées.

b) Le décret-loi n° 1104 du 8 mars 1919 dit que

(1) Rappelons que le total des indemnités que l'Etat doit seulement aux entreprises pétrolières est de 9.965.547 livres sterling.

(2) Il avait pour sous-titre : « Relatif au droit d'administration, de conservation et d'exploration et le droit d'user pour l'Etat des biens qui forment l'objet des transmissions et concessions de droits relatifs aux pétrole, mines, forêts ou matériel forestier. »

« dans un délai de six mois après la conclusion de la
« paix générale, les concessions pétrolifères qu ,
« au 14 août 1916, appartenaient aux Roumains,
« aux alliés ou aux sociétés roumaines ou alliées,
« ne peuvent être renouvelées ou prolongées qu'à
« ceux auxquels appartenaient ces concessions à
« cette date. »

c) Le décret-loi n° 2162 du 12 juin 1919, interdit — jusqu'aux dispositions nouvelles — d'accorder le titre d'explorateur ; des permis d'exploitation et des concessions des substances minérales.

Ce dernier décret et le décret précédent furent mis en vigueur immédiatement après l'armistice de 1918. Leur but était de protéger les biens des nationaux et des ex-alliés — comme nous l'avons déjà dit — en annulant les transactions des Allemands, et d'empêcher les transactions onéreuses dans la période trouble qui suivit la guerre.

d) Le décret-loi n° 4118 du 12 septembre 1919 suspendait « jusqu'à six mois à dater de la conclusion de la paix générale la loi de la consolidation « du 1^{er} juin 1913, de même que l'octroi de toute « concession ou cession en vue d'exploitations de « pétrole, ozokérite, asphalte et toutes autres matières bitumeuses. »

e) Le décret-loi n° 4241 du 10 octobre 1919 qui interdisait d'une façon absolue toute transaction ou cession relative aux biens miniers et industriels en général, dans toute l'étendue du pays.

f) Le décret-loi n° 2447 du 9 juin 1920 sur les transactions minières et industrielles. Nous allons voir qu'il trouve application dans la matière de la

reconnaissance et la validation des droits acquis (1).

Outre ces décrets-lois, d'autres ont été publiés

(1) A savoir : Art. I. — Jusqu'à une nouvelle organisation du régime minier, pétrolier et industriel, tous les permis d'exploitation et toutes les concessions et droits d'exploitation des substances minérales, pétrole, ozokérite, asphalte, etc., ainsi que toutes les transactions, décisions, etc., etc., sous n'importe quel titre ou forme, et pour n'importe quelle cause, comme : gage, usufruit, associations, etc., se référant aux biens miniers, pétrole, gaz méthane, eaux minérales, chutes d'eau, etc., et entreprises industrielles de toute sorte, situées dans les limites de la Grande Roumanie, sont interdits sans une autorisation spéciale du Ministère de l'Industrie et du Commerce, basée sur une décision du Conseil des ministres et communiquée par un journal.

Art. II. — Toutes les transactions, sous n'importe quelle forme, conclues jusqu'à la publication du présent décret-loi et qui seront en opposition avec les dispositions des décrets-lois mentionnés à l'article 4 ci-dessous, de même qu'avec les dispositions similaires prises par le Conseil dirigeant, seront nulles de droit et inexistantes, même si elles étaient investies des formes légales comme : aut5entification, transcription, etc.

Elles pourront cependant être soumises sur simple demande, à une révision par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, lequel pourra, après constatation qu'elles ne sont pas nuisibles à l'économie nationale, accorder son autorisation, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus.

Les transactions, ainsi validées, seront considérées comme légales à partir de la date de leur conclusion.

Art. III. — En ce qui concerne les provinces réunies, toutes les transactions mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus, conclues postérieurement à la date de 14-27 août 1916, seront soumises à une révision par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article précédent, même si l'on n'avait contrevenu à aucune des dispositions légales alors en vigueur ou si l'on avait eu l'autorisation des gouvernements autrichien, hongrois ou russe.

Art. IV. — Les dispositions de l'article 1^{er} du décret-loi, n° 4118 du 12 septembre 1919, relatif à la suspension jusqu'à six mois, à partir de la date où a été conclue la paix générale, de la loi de consolidation du 1^{er} juin 1913, de même que les dispositions en général des décrets-loi n° 1104 du 6 mars 1919, n° 2162 du 6 juin 1919, n° 4118 du 12 septembre 1919 et n° 4241 du 7 octobre 1919, contraires au présent décret-loi, sont et restent abrogées.

relatifs à l'établissement des prix maxima (1), à l'organisation de l'exportation (2) ou à la vente des produits pétrolifères dans l'intérieur du pays (3). Ce dernier décret souleva de vives critiques et des protestations diplomatiques, puisqu'il instituait le monopole de la vente, monopole qui était concédé à la société « Industria romana de petrol » (I. R. D. P.).

* * *

L'étude de ces décrets-lois est fort intéressante tant du point de vue doctrinaire que du point de vue du résultat pratique, mais nous ne pouvons pas les analyser, cela dépassant le cadre de l'étude que nous nous sommes proposée.

* * *

Dans ces décrets-lois, on constate d'abord qu'ils édictaient des dispositions arbitraires et que ces dispositions ne se référaient pas seulement aux situations qui pouvaient exister dans le territoire occupé et qui lésaient les intérêts des nationaux et des ex-alliés, mais qu'elles ne tenaient pas compte des droits de ceux qui se trouvaient sur le territoire demeuré sous l'autorité du gouvernement roumain.

Il nous semble que ces décrets-lois ne sont que

(1) Le décret-loi du 21 mars 1920.

(2) Le décret-loi n° 1573 du 10 avril 1920.

(3) Le décret-loi du 13 juin 1920 n° 2491.

le commencement de l'empiètement des droits — d'abord pour une petite catégorie — et cela pour le bien-être général, pour une meilleure organisation sociale de l'Etat, de la Nation.

CHAPITRE III

LA CONSTITUTION DU 29 MARS 1923.

*La vie des Etats et des Nations
devient de plus en plus interdépen-
dante.*

VINTILA I. BRATIANO,
Ancien Président du Conseil.

Le vœu immuable du roi Ferdinand pour « l'impropriation » des paysans (1), et d'un autre côté, les instances du Ion I. C. Bratiano, alors Président du Conseil, pour la réforme électorale et l'introduction du suffrage universel, amenèrent en discussion la réforme de la Constitution qui, une fois en conformité avec les nouvelles conceptions, permettait la réalisation des grandes réformes.

Les réformes réalisées ont remédié à deux situations injustes et immorales : la première résultait de la valeur inégale du droit de vote ; la seconde se caractérisait par la situation des paysans, privés de terre labourable et à peu près asservis aux grands propriétaires.

Ces réformes sont le résultat d'une évolution latente à la suite des influences civilisatrices de

(1) CONSTANTINESCU (M.), *L'évolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie*. Bucarest, 1925.

l'Occident ; à cette première cause, il faut en ajouter une seconde : la situation de voisinage de la Roumanie.

* * *

Nous avons déjà montré au commencement de cet ouvrage que la Roumanie, en raison de son voisinage immédiat avec la Russie, a dû et doit tenir compte des événements politiques et des tendances économiques et financières de ce pays.

Rappelons qu'en Russie la révolution avait éclaté et le régime communiste bolchewick était au pouvoir, bien avant qu'en Roumanie la Nouvelle Constitution ne fût votée.

Pendant la Grande Guerre, les Russes ont été nos alliés ; mais la révolution a eu comme conséquence, avant que la guerre ne soit terminée, de jeter le désordre parmi ses troupes. Le Gouvernement roumain fit preuve d'énergie et de tact, repoussant les troupes russes de l'autre côté du Dniester ; de cette façon, les désordres ont été évités et en même temps le mauvais exemple était écarté.

Dans ces conditions a été faite la modification de l'article 19 de l'Ancienne Constitution (1) et le vote du nouveau principe d'expropriation de la propriété rurale pour cause « d'utilité natio-

(1) L'ancien article 19 de la Constitution déclarait la propriété sacrée et inviolable et l'expropriation était possible, pour cause d'utilité publique, légalement constatée et après juste et préalable indemnité.

nale » (1) ; la modification de l'article 57 introduit le suffrage universel, direct et secret.

La constitution étant modifiée, les réformes commencent à se réaliser. En effet, le décret-loi n° 3697 du 15-29 décembre 1918 (2) — œuvre qui fut complétée par les lois agraires de 1921 — publie la première expropriation.

*
* *
*

Les provinces annexées à la Roumanie ont fait un pays presque neuf, « la grande Roumanie », qui, dès le début, a eu besoin d'une déclaration de principes constitutionnels conformes à la nouvelle situation et aux tendances modernes de tout Etat civilisé.

Le premier anti-projet de constitution fut l'œuvre du Parti National-Libéral par son Cercle d'Etudes (3).

L'article 134 du susdit anti-projet se prononçait sur la propriété du sol et la propriété minière. « La propriété du sol enferme seulement la propriété de la superficie... »

« Les gisements de toutes sortes sont la propriété de l'Etat. »

L'anti-projet, quoiqu'il fût clairement exposé, a été rejeté, étant considéré comme trop avancé.

La commission constitutionnelle a proposé un

(1) Publié dans le *Moniteur Officiel*, n° 93/917.

(2) CONSTANTINESCU (M.), *L'évolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie*, Bucarest, 1925.

(3) IOANITESCU (D. R.), *Anti procet de Constitutie*. Bucarest.

second anti-projet qui s'occupait, dans l'article 20, du sous-sol (1).

Article 20. — « Les gisements miniers, ainsi que
« les richesses du sous-sol, quelle que soit leur na-
« ture, sont propriété de l'Etat. La loi spéciale des
« mines déterminera le mode et les conditions d'ex-
« ploitation. Lors de la mise en valeur de ces ri-
« chesses, une redevance fixée par la loi sera ac-
« cordée au propriétaire du sol.

« On tiendra compte des droits acquis.

« Les concessions minières accordées, conformé-
« ment aux lois des mines en vigueur, seront res-
« pectées pour la durée prévue lors de la concession,
« et les exploitations minières entreprises par les
« propriétaires eux-mêmes seulement pour le temps
« qu'ils les exploiteront. Les uns et les autres doi-
« vent se conformer aux dispositions établies par
« la loi des mines. »

Le Comité des Délégués a apporté des modifica-
tions, et, ainsi voté, il est l'article 19 de la Nouvelle
Constitution.

L'importance de cet article nous oblige à le don-
ner *in extenso*.

« *Les gisements miniers, ainsi que les richesses de*
« *toute nature du sous-sol, sont propriété de l'Etat.*
« Sont exceptés les masses communes, les carrières
« de matériaux de construction et les dépôts de
« tourbe, sans préjudice des droits acquis par
« l'Etat en vertu des lois antérieures.

« *Une loi spéciale des mines déterminera les rè-*

(1) D'après les débats parlementaires officiels.

« *gles et les conditions de la mise en valeur de ces*
« *biens, fixera la redevance due au propriétaire de*
« *la surface et indiquera en même temps la possi-*
« *bilité et la mesure de sa participation à l'exploit-*
« *tation de ces richesses.*

« *Il sera tenu compte des droits acquis, en tant*
« *qu'ils correspondent à une mise en valeur du*
« *sous-sol et suivant les distinctions qui seront*
« *faites dans une loi spéciale.*

« *Les concessions minières d'exploitation, insti-*
« *tuées ou données, conformément aux lois aujour-*
« *d'hui en vigueur, seront respectées pendant la*
« *durée pour laquelle elles ont été accordées et les*
« *exploitations minières existantes faites par les*
« *propriétaires seulement pour le temps où ils les*
« *exploiteront.*

« *On ne pourra faire de concessions perpétuelles.*

« *Toutes les concessions et exploitations pré-*
« *vues à l'alinéa précédent devront cependant se*
« *conformer aux règles qui seront établies par la loi,*
« *qui prévoiera le maximum de durée de ces con-*
« *cessions et exploitations et qui ne dépassera pas*
« *cinquante ans à dater de la promulgation de cette*
« *constitution. »*

Cet article introduit en termes précis, le principe de la nationalisation du sous-sol avec le respect des droits acquis. Nous l'étudierons plus loin.

L'article 19, voté avec une hâte évidente, a été la cause de discussions dont la violence a dépassé la raison des débats parlementaires.

Les nombreux adversaires de la nationalisation

ont proposé des amendements (1) — pour restreindre l'article 19 — qui tous ont été rejetés, quoique chacun ait eu des partisans nombreux.

La Constitution votée et promulguée, rien n'empêchait l'application de l'alinéa II de l'article 19.

« Une loi spéciale des mines déterminera les règles et les conditions de la mise en valeur de ces biens (c'est-à-dire les gisements miniers) et les conditions de la mise en valeur de ces biens, fixera la redevance due au propriétaire de la surface, en même temps que la possibilité et la mesure de sa participation à l'exploitation de ces richesses. »

(1) Un amendement proposé par M. N. Constantinescu-Bordeni. Un autre par M. Micesco, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest. Voir *Les Débats*, séance du 24 mars 1923.

CHAPITRE IV

LA LOI DES MINES DU 4 JUILLET 1924 (1).

Le régime minier en Roumanie, jusqu'à la promulgation de la loi du 4 juillet 1924, était un des plus complexes, par suite de la variété de lois, règlements et statuts miniers applicables les uns dans les provinces annexées, les autres dans l'Ancien Royaume.

En Transylvanie, Banat, Crichana et Maramureche, les lois minières hongroises (2) étaient en vigueur ; en Bukovine, celles d'Autriche (3) ; en Bessarabie, c'était le régime minier russe (4).

L'unanimité des auteurs reconnaît à la loi du 4 juillet 1924 le mérite d'avoir donné à la Grande Roumanie un régime minier unitaire et de préciser

(1) Votée par la Chambre le 27 juin et promulguée par le décret royal n° 2994 du 3 juillet 1924 et publiée dans le *Moniteur officiel* n° 143 du 4 juillet 1924.

(2) A savoir : 1° la loi minière du 23 mai 1854 ; 2° son règlement du 25 septembre 1854 ; 3° les décisions sur l'enquête judiciaire de 1861, VII^e partie ; promulguées le 21 juillet 1861 ; 4° les annexes aux décisions sur l'enquête judiciaire de 1861 ; 5° les statuts minier de la région aurifère ancienne de la Transylvanie ; 6° le statut minier pour « Abrud-Rosia-Montana » ; 7° le statut minier pour « Muntele de Mijloc » de Baia Sprie ; 9° l'article 6 de la loi hongroise de 1911 pour le régime des substances bitumineuses de Transylvanie, Banat, etc. ; 10° la loi de 1911 pour les sels de potassium.

(3) A savoir : la loi autrichienne de 1854 ; 2° la loi du 12 septembre 1866 pour le pétrole ; 3° la loi du 22 mai 1822 pour le pétrole.

(4) A savoir : la loi russe.

que la politique minière devait tendre vers les résultats suivants (1) :

1. La mise en valeur la plus parfaite possible des gisements miniers.

2. Le développement de l'économie nationale par le renforcement et l'harmonisation de tous les facteurs de la production nationale, de même que leur conservation.

3. La défense des intérêts de l'économie nationale sur les marchés internationaux.

* * *

Nous allons montrer les principes et les dispositions essentielles de cette loi, que nous compléterons et étudierons ultérieurement, à l'occasion de la loi de 1929.

* * *

La loi des mines de 1924 (2) avait 3 parties divisées en chapitres, et elle contenait 271 articles ; la première partie avait un titre préliminaire et trois titres divisés — à leur tour — en chapitres.

Le premier article de la première partie — titre préliminaire — rappelait l'article 19 de la Constitution de 1923, montrant le droit de propriété de l'Etat sur le sous-sol — la nationalisation du sous-sol ; le deuxième paragraphe du même article montrait en termes précis l'exception du principe

(1) Exposé des motifs de la loi de 1924.

(2) Elle a été proposée par M^e Tancred Constantinesco alors Ministre de l'Industrie et du Commerce dans le cabinet V. Brătianu.

général, c'est-à-dire ce qui restait au propriétaire de la surface.

Les substances minérales ne peuvent pas être soumises au même régime en ce qui concerne les droits de celui qui les exploite et les conditions dans lesquelles seront accordés ces droits. C'est pourquoi l'article 2 groupait les substances minérales en douze classes ou catégories.

Le troisième article — le dernier du titre préliminaire — se référant aux dispositions générales, énonçait les régimes de mises en valeur des substances minières.

« ... on distingue deux régimes :

a) Le régime des substances appartenant à l'Etat.

b) Le régime des substances restées à la disposition du propriétaire de la surface.

Les articles 3 à 171 sont groupés — nous l'avons déjà dit — sous trois titres ; pour faciliter l'étude de la loi, nous allons suivre la succession des titres, montrant au fur et à mesure, les dispositions les plus importantes.

Le titre premier, développait le premier paragraphe de l'article 3, se référant au régime de mise en valeur des substances minérales appartenant à l'Etat.

La première question et la plus importante est de savoir qui a le droit de mettre en valeur les gisements miniers.

L'article 4, § 1, éclaircit cette question qui a été la cause de longs débats.

« Le droit... est exercé soit directement (l'Etat),

soit par transmission à des particuliers, selon les normes et les conditions de la présente loi. »

Les bénéfices dans les exploitations minières sont d'habitude assez importants. Aussi quantité de gens sont disposés à confier leur argent à ceux qui annoncent l'existence de gisements dans des régions minières inconnues. Dans l'histoire des exploitations minières, on trouve des cas de fraudes ou des investissements importants de capitaux dans des terrains qui ne recélaient aucun gisement.

Pour écarter ces éventualités (puisque seulement par une exploration avec résultat favorable se constitue et s'introduit dans l'économie d'un pays un bien minier d'une valeur réelle) (1), le paragraphe II de l'article 4 établit :

« Les concessions sont accordées seulement *dans les régions déclarées propriété minière concessible*, sur la base des prospections suivies de travaux d'exploration ayant prouvé indubitablement la présence d'un gisement exploitable. »

Le dernier paragraphe de l'article 4 fixait les travaux qu'on devait faire — dans les régions inconnues pour que la propriété minière concessible soit déclarée et la concession intitulée.

Elles étaient :

1. Prospections (art. 5).
2. Explorations par permis exclusifs, dans les limites d'un périmètre réservé (art. 16-20).

Le gisement minier trouvé par les opérations de prospection et d'exploration, une dernière question

(1) *Exposé des motifs de la loi de 1924.*

— la plus importante — doit être résolue : c'est la concession (art. 21-109).

Le résultat favorable des travaux de prospection et d'exploration n'était pas suffisant, pour l'institution des concessions ; il fallait que la région où l'on avait constaté l'existence indubitable du gisement minier, soit déclarée propriété minière concessible « par un journal du Conseil des Ministres, sur la proposition du Ministre de l'Industrie et du Commerce, avec l'avis conforme du Conseil Supérieur des Mines (art. 21, § 2).

Le législateur, dans les articles sur la concession, appliquait les dispositions de l'article 19 de la Constitution du 29 mars 1923, en ce qui concerne la durée de la concession et l'application du principe que la mine est un *res omnium*.

Les formes des concessions sont énumérées par l'article 35 :

- a) Sur la base de la redevance envers l'Etat.
- b) Sous la forme d'une association entre l'Etat et l'entreprise concessionnaire.
- c) Sous la forme d'une combinaison des systèmes ci-dessus.

Les articles qui suivent jusqu'à l'article 33 s'occupent de chaque forme de la concession.

La concession une fois accordée, il s'agit de préciser les droits et les obligations du concessionnaire, de fixer en même temps les rapports avec les propriétaires de la surface et avec les mines voisines.

Le législateur de 1924 s'occupait de cette importante question dans les articles 53 à 96 inclus, et la

cession de la concession était réglementée au chapitre VI (art. 97-109 incl.).

Le titre II — art. 110, 111 et 112 — s'occupait du régime de mise en valeur des substances minérales laissées à la disposition du propriétaire de la surface.

La première partie se terminait par le titre III — art. 113-170 incl. — qui montrait les mesures de conservation et de protection des gisements miniers, les mesures nécessaires pour la sûreté du personnel utilisé et des dispositions qui se réfèrent aux organismes chargés de l'application de la loi des mines.

La deuxième partie de la loi — de l'article 171 à 234 incl. — s'occupait spécialement de chaque catégorie de substance minérale indiquée dans l'article 2 et mentionnait les dispositions spéciales à chaque classe.

La troisième partie, la dernière, — art. 235-271 — comprenait les dispositions relatives aux droits acquis, les règles suivant lesquelles certaines institutions (commission de validation, commission d'appel pour validation), spécialement créées à cet effet, procédaient à leur triage par voie de reconnaissance et validation et les conditions dans lesquelles ils seront exercés.

* * *

Par ce court résumé, on peut se rendre compte de l'importance des principes introduits dans la loi de 1924. La hâte avec laquelle elle fut adoptée

explique les modifications qui lui ont été apportées quelques mois après le vote, et la réforme générale opérée par la loi de 1929.

La loi de 1924 a une valeur remarquable et dans l'étude sur la loi de 1929, nous allons voir comment de nombreuses dispositions sont maintenues.

CHAPITRE V

LES MODIFICATIONS SUCCESSIVES APPORTÉES A LA LOI DE 1924

Les critiques soulevées par la loi minière de 1924 ont été si vives que le législateur, peu de temps après l'application de ladite loi, a été obligé d'apporter des modifications à une des dispositions essentielles de cette loi.

Nous nous référons à la modification de 1925 aux articles 32 et 33 qui énuméraient ceux qui bénéficiaient du droit d'avoir des concessions.

En effet, le paragraphe 1 de l'article 32 disait :
« Les concessions seront accordées *seulement aux entreprises constituées comme sociétés anonymes minières roumaines.* »

Une loi publiée en 1925 dans *le Moniteur officiel* n° 270 ajoutait à l'alinéa II de l'article 32 :

« Jouissent aussi des mêmes droits les sociétés anonymes roumaines pour les exploitations minières *existantes* à la promulgation de cette loi, *qui ont des capitaux et un conseil d'administration en majorité roumain* et qui remplissent toutes les conditions exigées par la présente loi en ce qui concerne le traitement des fonctionnaires et des ouvriers. »

Ce nouvel alinéa est d'une importance remar-

quable. Il parle des sociétés anonymes roumaines existantes à la promulgation de la loi ; donc celles qui ne doivent pas être conformes aux dispositions de l'article 33^e qui énumérait les conditions d'existence pour les sociétés anonymes minières roumaines et qui, d'après le premier alinéa de l'article 32 étaient les seules entreprises auxquelles étaient accordées des concessions.

Pour nous rendre compte de l'importance de cette modification, voilà les conditions établies par l'article 33 :

a) « Les actions seront nominatives et d'une valeur nominale maximum de 500 lei. Elles ne pourront être transmises qu'avec l'autorisation du Conseil d'Administration. Entre Roumains, cette autorisation n'est pas nécessaire. »

b) « Le nombre de votes de chaque action sera limité. »

c) Aux augmentations de capital, 70 % seulement des augmentations seront attribuées aux anciens actionnaires, l'équivalent du salaire pour une année, mais au maximum jusqu'à 10 % sera réservé aux fonctionnaires et aux ouvriers de l'entreprise dans les mêmes conditions qu'aux anciens actionnaires le reste sera distribué aux nouveaux actionnaires en donnant la préférence aux souscripteurs de petites sommes. Les souscriptions seront publiques. »

d) « Le capital détenu par les citoyens roumains dans la société doit représenter au moins 60 % du capital social. Pour les entreprises existantes qui au cours de 10 ans à dater de la promulgation de la

loi s'obligent à se nationaliser, la proportion du capital roumain est réduite à 55 %.

e) « Deux tiers des membres du conseil d'administration, du comité de direction et des censeurs, ainsi que le président du conseil d'administration seront citoyens roumains.

Les sociétés anonymes actuelles qui ne remplissent pas ces conditions pourront bénéficier des avantages des sociétés anonymes minières roumaines si, dans les 10 premières années à compter de la promulgation de la présente loi, elles se transforment selon les règles indiquées ci-dessus et à condition que dès le début la majorité des membres du conseil d'administration, du comité de direction, ainsi que le président soient Roumains. En cas de non-conformation par la faute de la société dans ce délai, la concession sera retirée. »

Le nouvel alinéa II de l'article 32 faisait cesser les susdites rigueurs de l'article 33, puisque le nouveau paragraphe parle de : sociétés anonymes roumaines et non pas de sociétés *anonymes minières* roumaines ; l'alinéa II fixait les nouvelles conditions d'existence.

a) Le capital et le conseil d'administration en majeure partie roumains.

Elles ne sont donc plus obligées de réserver 60 % de leur capital à des citoyens roumains. De même, les deux tiers du Conseil d'administration, du comité de direction, des censeurs et le président du conseil d'administration ne sont plus nécessairement des citoyens roumains.

b) Respecter les conditions établies par la loi en

ce qui concerne le traitement des fonctionnaires et ouvriers.

Celle-ci est une disposition absolument sociale et il est normal qu'elle ait été maintenue.

* * *

La modification partielle apportée à la loi minière de 1925 est d'une importance capitale puisqu'il y a des auteurs (1) qui, se basant sur les dispositions des articles 32 (non modifié) et 33 ont déduit le caractère général et véritable — d'après leur avis — de la loi du 4 juillet 1924.

C'est une erreur — d'après ces auteurs — de dire que la loi de 1924 nationalise le sous-sol, puisqu'en réalité elle fait une roumanisation et quand on dit nationalisation, il faut comprendre roumanisation (2).

D'après nous, ce caractère de roumanisation ne peut plus se soutenir, après la modification de 1925 et nous allons voir que la loi du 28 mars 1929 ayant supprimé les articles 32 et 33, il n'est plus question de roumanisation dans le nouveau régime minier roumain.

* * *

Par la loi promulguée avec le décret royal n° 966 du 6 avril 1927 et publiée dans *le Moniteur officiel*

(1) GANE (A.), *Le régime minier en Roumanie et la nationalisation des Mines*. Paris, 1924, p. 11.

(2) ANGELESCU (I. N.), *La politique économique de la Grande Roumanie*.

n° 77, du 7 avril 1927, la loi minière de 1924 subit une nouvelle modification.

Cette fois, c'est une disposition de la troisième partie de la loi (reconnaissance et validation des droits acquis).

L'article 236, § 1, contenait la disposition suivante : « Quiconque a acquis un droit, quelle que soit sa nature, entrant dans les prévisions de la loi en vertu d'un titre quelconque, avant la promulgation de la Constitution, *est tenu de demander dans l'année de la promulgation de la présente loi, la reconnaissance et la validation de ses droits.* »

Cette sévère disposition était atténuée par le paragraphe IV de l'article 262, qui prévoyait la possibilité de prolonger le terme d'une année fixé par l'article 236 — « en cas de nécessité » — par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, sur avis conforme du Conseil Supérieur des Mines. La prolongation ne pouvait être que d'une année au plus.

La loi (1) de 1927 modifie les deux dispositions sous-dites :

« Sont prolongées du 4 juillet 1926 au 1^{er} juillet 1927 les termes prévus par l'article 236, alinéa 1 et l'article 262, alinéa IV de la loi des mines.

Cette modification partielle de la loi des mines ne tient pas compte de ce que l'alinéa IV de l'article 262 appelle « cas de nécessité », et, au lieu que la prolongation soit accordée individuellement, elle

(1) Proposée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, M. D. Berlesco et le Ministre Garde des Sceaux, M. T. Lapedatu, du cabinet du Maréchal Averesco.

est accordée à quiconque a un droit acquis, quelle que soit sa nature.

La loi (1) publiée dans *le Moniteur officiel* n° 79 du 5 avril 1928 modifie l'article 258, alinéa 1, qui contenait la disposition que « les associations d'exploitation minière avec le capital constitué par des parts sont obligées, pour qu'on puisse reconnaître et valider leurs droits de *se transformer* en sociétés anonymes minières roumaines, *dans un délai de trois ans* ».

La loi du 6 avril 1928 prolonge le terme de transformation jusqu'au 4 juillet 1930.

* * *

La dernière modification partielle de la loi de 1924 a été faite par la loi (2) du 1^{er} janvier 1929 et elle est relative à l'article 124 — qui fixait la taxe proportionnelle — et l'article 170 qui s'occupait de « la formation du fonds pour les prospections et les exploitations minières entreprises par l'Etat ».

L'ancien article 124 fixait la taxe proportionnelle à :

1 % du produit obtenu par charbons et bitumes solides ;

2 % du produit brut pour les hydrocarbures gazeiformes formant des gisements spéciaux.

0,25 % du métal pur pour le platine et l'or.

1 % du produit pour le restant des substances

(1) Le décret royal de promulgation n° 924 du 31 mars 1928.

(2) Le décret royal de promulgation n° 3253-928 publié dans le *M. O.*, n° 1 du 1^{er} janvier 1929.

métallifères et minérales ou roches de toutes sortes.

1 % sur la somme encaissée pour les bains servis et les ventes d'eaux minérales.

La nouvelle loi modifiait les taxes en ce sens qu'elles étaient majorées et les appliquait sur l'année 1928 et suivantes. Les nouvelles majorations étaient :

3 % du produit obtenu pour les charbons et bitumes solides.

3 % des produits obtenus pour les bitumes liquides.

Les autres taxes étaient maintenues au même taux.

L'ancien article 170, alinéa 6, spécifiait que le fonds pour les prospections est alimenté par « la moitié des impôts miniers prévus dans la présente loi ».

La modification était faite dans le sens que la quantité répartie au fonds de prospections était réduite au quart des impôts miniers.

QUATRIÈME PARTIE

Le nouveau régime établi par la loi du 28 mars 1929

*Il ne faut pas craindre que nous
soyons accaparés par les capitaux étran-
gers.*

N. JORGA.

APERÇU GÉNÉRAL ET LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA NOUVELLE LOI

La loi des mines du 28 mars 1929 proposée et adoptée sous le gouvernement national-paysan (1), apporte une modification générale à la loi des mines du 4 juillet 1924.

Nous avons déjà montré les modifications partielles apportées à la loi de 1924, jusqu'à cette dernière réforme générale.

Ces successives modifications nous font voir les efforts tentés pour écarter un principe cher au parti libéral et qui était la base de sa politique.

« Par nous-mêmes » voilà la devise du parti libé-

(1) Ministre de l'Industrie et du Commerce étant M. V. MADGEARU ; la loi a été sanctionnée par le décret royal n° 971 du 28 mars 1929 et publiée dans le *Moniteur officiel* n° 71 du 28 mars 1929.

ral dans sa politique immédiatement après la guerre.

Du point de vue patriotique ce désir de stimuler le travail roumain et de donner aux capitaux roumains des possibilités de placement dans les meilleures conditions était louable, pourtant, du point de vue économique, ce qui a été réalisé par la loi de 1924 était téméraire.

* * *

D'après nous la législation roumaine de 1924 a négligé de regarder le complexe économique dans lequel se trouvait la Roumanie immédiatement après la Grande Guerre.

Les nombreuses régions dévastées devaient être refaites, les routes étaient complètement abîmées et par une bonne administration il fallait les réparer ; les chemins de fer étaient dans la même situation. D'ailleurs il faut tenir compte que la Guerre avait montré la nécessité de tracer de nouvelles lignes.

Toutes les branches de l'activité commerciale (1) et industrielle avaient besoin de capitaux, d'abord pour se refaire, ensuite — tenant compte de l'impulsion de la vie moderne — pour rationaliser leur organisation et leur production, par l'utilisation des moyens techniques les plus modernes (2).

Tandis que les entreprises demandaient des capitaux, les travailleurs — qui, jusqu'à la guerre,

(1). GHERON NETTA, *Cultivarea economiei in statele apusene*. Buc.

(2) Outre les industries existantes, la Grande Guerre a montré la nécessité de nouvelles industries.

avaient l'habitude d'épargner, revenaient du front — avec une nouvelle mentalité. Ils dépensaient tout et exigeaient même des augmentations de salaire bien que les heures de travail aient été réduites.

Le législateur n'a pas prévu qu'il fallait un capital immense uniquement pour la reconstitution du pays, il espérait peut-être dans l'octroi immédiat des indemnités de guerre — outre le capital qu'il fallait payer les dettes internes et externes, outre les nouvelles charges résultées de la guerre et les obligations qu'avait le pays envers les invalides, les orphelins et les veuves de guerre.

D'un autre côté les exploitations minières nécessitaient de gros placements de capitaux. Une seule sonde pétrolifère exige 20-30 millions de lei et si on se réfère aux exploitations qui nécessitent des galeries souterraines, les capitaux exigés sont beaucoup plus grands.

Dans une période d'équilibre économique il est fort probable que la loi de 1924 aurait donné de bons résultats ; les capitaux disponibles auraient été versés dans cette branche industrielle que le législateur favorisait (1).

La loi minière de 1924 intervenait dans un moment où il y avait seulement l'apparence de capitaux disponibles dans le pays. Les relations commerciales redevenues normales et l'activité des autres industries ayant commencé, les capitaux ont été tous engagés avant d'être attirés par les

(1) TRUCHY (H.), *Cours d'Economie politique*. Paris, 1923.

GIDE (Ch.), *Cours d'Economie politique*. Paris, 1923.

exploitations minières. N'oublions pas que le risque dans les entreprises commerciales et les autres branches de production était beaucoup plus réduit que dans les exploitations minières et quoique la rentabilité des capitaux n'était pas comme dans les légendes répandues sur la rentabilité des capitaux placés dans les exploitations minières, cette rentabilité était plus sûre et à peu près immédiate.

A l'étranger, nombre de capitalistes auraient voulu placer leurs capitaux dans l'industrie minière roumaine, mais c'est précisément la loi de 1924 qui mettait des entraves (1).

* * *

Le législateur roumain tenant compte des effets produits par la loi minière de 1924 et de la situation économique de la Roumanie, apporta en 1929 une nouvelle loi.

L'exposé des motifs de la loi de 1929 nous intéresse, car il affirme dès le début qu'elle ne modifie en rien la politique minière déjà affirmée en 1924 et qu'au contraire les nouvelles modifications ont été faites justement pour rendre possible la réalisation des buts poursuivis par la politique minière roumaine.

La loi des mines de 1929, comme la loi de 1924, déclare dans son premier article (2) la nationalisa-

(1) En 1924, ni en Amérique, ni en Asie n'avaient encore été découverts les terrains pétrolifères, qui firent plus tard concurrence au pétrole roumain.

(2) A savoir :

Art. 1. — « Sont et demeurent la propriété de l'Etat, dans tout

tion du sous-sol, mais ce principe fondamental, constitutionnel, est complété par de nouveaux principes (1).

a) Comme conséquence du principe de nationalisation du sous-sol, la nouvelle loi précise mieux les droits de propriété de l'Etat vis-à-vis des droits acquis et par l'organisation du cadastre minier, la propriété de l'Etat sera délimitée vis-à-vis des propriétés particulières.

b) Le régime pour la mise en valeur des richesses minières, a pour but d'étendre continuellement le domaine minier de l'Etat, en stimulant les prospections et les explorations sur des terrains considérés comme probablement pétrolifères et de constituer une réserve durable des gisements destinés à assurer la continuité de la production et d'obvier à l'éventualité d'un épuisement des ressources.

c) L'application d'un régime de traitement égal pour les capitaux étrangers et les capitaux nationaux ; les entreprises à capital étranger ont la

leur développement, depuis la surface jusqu'à toute profondeur, les gisements de substances minérales dont on peut extraire des métaux, des métalloïdes, ou des composés de ceux-ci ainsi que des gisements de combustibles minéraux, les bitumes, les eaux minéralisées, en général et les gaz naturels de tout genre ainsi que toutes les richesses du sous-sol.

Restent à la disposition du propriétaire de la surface: les masses de roches communes, les carrières de matériaux de construction et les dépôts de tourbe sans préjudice des droits acquis par l'Etat en vertu des lois antérieures.

Les sources minérales et les eaux souterraines minéralisées, ou les eaux curatives en général, suivent le régime spécial prévu dans cette loi. »

(1) L'exposé des motifs de la loi de 1929.

liberté de choisir leurs éléments de direction supérieurs, sans tenir compte de la nationalité.

d) La nouvelle loi prend des mesures pour assurer la satisfaction des besoins de la consommation intérieure.

e) Elle s'occupe de la protection des intérêts des producteurs de pétrole brut, ne possédant pas de raffinerie.

f) Elle maintient le principe de l'exclusivité pour l'Etat de la possession des moyens de transport par conduites.

* * *

La nouvelle loi des mines a 276 articles, donc cinq articles de plus que la loi de 1924, qui forme trois parties divisées en titres et chapitres.

La première partie, dans un titre préliminaire comprenant 3 articles renferme les dispositions générales de la loi.

L'article 1^{er} (1), après la déclaration de nationalisation du sous-sol, montre ce qui reste à la disposition du propriétaire de la surface : « Les masses de roches communes, les carrières de matériaux de construction et les dépôts de tourbe, sans préjudice des droits acquis par l'Etat en vertu des lois antérieures » (art. 1, al. 2). Disposition complétée par le dernier paragraphe de l'article 2 : « La détermination des substances laissées à la disposition du propriétaire de la surface sera fixée par le mi-

(1) V. *supra*.

nistre avec l'avis du Conseil supérieur des Mines (1)».

Cette délimitation, entre ce qui reste à l'Etat et ce qui reste dans la propriété du superficiaire, est capitale puisque l'article 3 — se basant sur elle — établit deux régimes pour la mise en valeur des gisements miniers.

a) Le régime des substances appartenant à l'Etat.

b) Le régime des substances restées à la disposition du propriétaire de la surface.

Les substances minérales, dont l'existence est reconnue en Roumanie, sont réparties par l'article 2 en 12 classes, sous-classes et groupes naturels (2).

Cette classification n'est pas limitative, puisque l'alinéa 13 du même article se prononce sur la situation si « on venait à constater l'existence des substances non énumérées » la répartition sera faite par une décision du ministre de l'Industrie et du Commerce, en vertu de l'avis du Conseil Supérieur des Mines et publiée au *Moniteur officiel*.

Les trois titres suivants (art. 4-174 inclus) de la première partie, comprennent les dispositions pour la mise en valeur des gisements miniers, les normes suivant lesquelles sont réglés les rapports entre les exploitants et les propriétaires de la surface, les mesures de conservation et de protection des substances minérales, les dispositions sociales relatives au personnel employé pour les travaux miniers

(1) L'ancienne loi exigeait un « avis conforme ».

(2) La loi de 1924 les répartissait en 12 classes. Division qui a donné naissance à différentes confusions.

et les dispositions concernant les organes d'application de la loi des mines.

La deuxième partie (art. 175-227 incl.) comprend les dispositions spéciales relatives à chaque groupe de gisements. C'est dans ce but que l'article 2 a fait la classification — sous-dite — puisque la nature différente des gisements exige des exceptions spécifiques à chaque groupe.

La troisième partie comprend les dispositions relatives à la reconnaissance et la validation des droits acquis. Dans les chapitres suivants nous allons étudier en détail la nouvelle loi des mines du 28 mars 1929. De cette façon nous allons voir comment le législateur roumain a introduit les nouveaux principes énumérés plus haut.

CHAPITRE PREMIER

LA MISE EN VALEUR DES SUBSTANCES MINÉRALES APPARTENANT A L'ÉTAT (Art. 4-104)

La Roumanie n'a pas de fortune acquise.
ANDRÉ TIBAL.

I. — *Les premiers travaux*

Les substances minérales appartenant à l'Etat, peuvent être mises en valeur par l'Etat lui-même ou par des particuliers qui ont reçu la concession.

L'Etat exerce maintenant lui-même ce droit d'exploitation, seulement dans quelques mines de métaux (or, argent, plomb, zinc) et pour le sel (1).

Les particuliers reçoivent la concession pour des périmètres dans des régions préalablement déclarées propriétés minières concessibles, c'est-à-dire des régions où la présence d'un gisement exploitable a été prouvée indubitablement.

Les régions déclarées propriétés minières et concessibles, sont d'abord celles où il y a des exploitations et ensuite « les régions pétrolifères, gazéifères et *carbonifères* se trouvant dans le voisinage immédiat des régions en exploitation » (art. 4, alinéa 3).

Le législateur de 1929 a introduit aussi les régions carbonifères, puisque les gisements de charbon sont tout aussi probables que ceux de pétrole et de gaz de se continuer dans le voisinage d'une région exploitée.

(1) V. la première partie du présent ouvrage.

L'intérêt donc du particulier — indirectement aussi de l'Etat — est de découvrir un gisement pour que la région soit déclarée propriété minière concessible et en conséquence d'en demander une concession.

Le dernier alinéa de l'article 4 énumère les travaux préliminaires de la déclaration de propriété minière concessible : *les explorations par permis exclusif dans les limites d'un périmètre réservé.*

* * *

Le législateur de 1924 énumérait aussi la prospection. Toutefois la loi de 1929 consacre un long article — le cinquième — sur la prospection et au permis de prospection.

D'après nous, l'intention du législateur de 1929 était d'encourager les recherches. En effet, la nouvelle loi exige le permis de prospection *seulement* pour les substances minérales groupées dans les classes : I (combustibles minéraux) ; VIII (sels et eaux salées), IX (gaz naturels autres que les hydrocarbures gazeux) et X (tourbe) (1).

(1) Voilà la classification faite par l'article 2.

I. — Combustibles minéraux :

a) charbons : anthracite, houille, charbon brun, lignite ;

b) bitumes.

1. Solides : substances asphaltées naturelles, ozokérite, schistes et roches bitumineuses de tout genre ;

2. Liquides : pétrole brut avec ses gaz de gisement et ses dérivés naturels, ainsi que tout autre bitume liquide.

3. Gazéiforme : hydrocarbures gazeux formant des gisements spéciaux.

II. — Minerais métallifères et autres minerais et roches, ainsi que leurs eaux de cimentation contenant :

a) le platine, l'or, l'argent, l'urane, le radium et les éléments

Par prospection on comprend les recherches scientifiques faites à la surface d'une région : études géologiques, mesures physiques basées sur les propriétés magnétiques ou électriques des substances minérales et aussi des petits travaux à la surface. De cette énumération faite par le paragraphe 1 de l'article 5, il résulte que la prospection se réduit à des travaux qui n'abîment pas la propriété ; le propriétaire de la surface ne peut pas empêcher de

radioactifs en général, le molybdène et leurs éléments connexes ;

b) le plomb, le zinc, le cuivre, le bismuth, l'antimoine, le nickel le cobalt, l'étain, le titane, le sélénium, le tellure, le cadmium, le soufre, le tungstène, le mercure et les métaux de la même famille

c) le fer, le manganèse, le chrome.

III. — Minerais d'aluminium et en général silicates alumineux, magnésiens et d'autres bases, minerais fluorifères, minéraux à baryum et strontium tels que : bauxite, alunite, corindon commun, mica, feldspath, kaolin, magnésie, talc, amiante, fluorine, barytine.

IV. — Graphite et roches graphiteuses.

V. — Phosphates en général : phosphorite apathite.

VII. — Pierres précieuses et semi-précieuses telles que : diamant, émeraude, corindon noble, béryl, topaze, grenat, opale noble, tourmaline, agathe, cristal de roche avec ses variétés coquille, *aragonite*, ambre et autres résines minérales.

VIII. — Sels et eaux salées : sel gemme, sels de potasse et autres sels, soit associé au sel gemme dans le même gisement ; soit formant des gisements distincts, sources et eaux salées, de gisements contenant de l'iode et du brome. Sel de mer, de lacs et de lagunes, borates et sels y associés.

IX. — Gaz naturels, autres que les hydrocarbures gazeux, soit : bioxyde de carbone, gaz nobles et tous autres gaz et émanations.

X. — Sources minérales et eaux souterraines minéralisées ou eaux curatives en général : lacs et lagunes minéralisées, boues.

XI. — Tourbe.

XII. — Masses de roches communes compactes et formant les dépôts mobiles, telles que : calcaires, plâtre, grès, conglomérats, sables, graviers, marnes, argiles et tous matériaux utilisés pour la construction ou pour l'ornementation, ainsi qu'à la fabrication des matériaux industriels et communs.

telles études faites dans l'intérêt général et les autorités administratives sont obligées de prêter, dans le cas contraire, tout leur concours.

Nous rappelons qu'à la Chambre des députés à l'occasion de la discussion du projet, a été déposé un amendement relatif au dédommagement du propriétaire à la suite des travaux des prospections. L'amendement a été rejeté et le ministre de l'Industrie et du Commerce M. Virgil Madgearu a précisé qu'aucun travail à la surface ne pourra être fait sans l'autorisation du propriétaire. De cette déclaration on peut déduire que si des dégâts sont causés le propriétaire aura une action de droit commun.

L'Etat par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, pourra faire des prospections, qui seront sous la direction scientifique de l'Institut géologique de Roumanie. L'Etat est exempté de la taxe annuelle de 1.000 lei que les particuliers sont obligés à payer pour le permis de prospection.

De cette obligation imposée au propriétaire de la surface de permettre toute recherche sur son terrain, on peut déduire le caractère de servitude légale de la prospection. L'Etat comme propriétaire du sous-sol, impose cette servitude au propriétaire de la surface et ainsi la surface apparaît comme le fond servant de sous-sol (1).

Le permis de prospection n'engage pas l'Etat envers le prospecteur pour lui accorder le permis

(1) LAZARESCU N., *La nouvelle loi minière en Roumanie*. Paris, 1927.

d'explorer. Pour la même région, le Ministre de l'Industrie peut accorder à plusieurs personnes ou entreprises des permis de prospection.

*
* *
*

L'exploration comprend les véritables travaux, d'après la loi, dont le résultat favorable aura comme effet la déclaration de propriété minière concessible ; les travaux d'exploration n'ont plus le caractère scientifique, mais leur résultat est plus précis, puisqu'on fait des puits, des sondages, des galeries et généralement des fouilles (art. 6, al. 1).

Pour les travaux d'exploration, n'importe qui, individu ou société roumaine ou étrangère peut demander à l'autorité minière un permis exclusif à terme limité — trois ans — dans les limites d'un périmètre réservé pour l'exploration.

Les périmètres réservés se trouvent dans des régions déclarées explorables par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, après avis de l'Institut géologique de Roumanie. Le principe général est que tous les terrains qui ne sont pas « des réserves d'exploitations » seront considérés comme exploitables.

Il y a deux exceptions en ce qui concerne l'octroi du permis d'exploration : *a)* pour le pétrole, étant donné son importance pour la Roumanie, le permis n'est accordé qu'aux sociétés ; *b)* pour les gisements groupés dans les classes I, VIII, IX et X, c'est le Ministère de l'Industrie qui accordera le

permis tenant compte de la capacité financière et technique des demandeurs. Pour les autres substances le permis est accordé au premier inscrit dans le registre spécial.

L'ancienne loi des mines demandait la capacité technique et financière pour tous les groupes de gisements. D'ailleurs, la loi de 1924, n'accordait pas un régime privilégié aux groupes de certains gisements qui sont généralement explorés et exploités par des petites entreprises formées par les travailleurs et les paysans. Le législateur de 1929, dans le but de les encourager, nous allons voir que chaque fois qu'il s'agit de leurs intérêts, il a réduit des formalités et même des taxes.

Le permis d'exploration — par opposition avec le permis de prospection — constitue un droit à l'obtention ultérieure de la concession : il est individuel et la transmission ne peut se faire — sous peine de nullité — qu'avec l'autorisation du Ministère de l'Industrie sur l'avis du Conseil supérieur des Mines (art. 6, 12, 27, 24 et 31). Il est accordé par décret royal sur la proposition du Ministère de l'Industrie pour une période de trois ans, pouvant être prolongée encore trois ans et même plus — en cas exceptionnels — si l'explorateur a accompli ses obligations de travail. L'explorateur doit payer une taxe annuelle de 2.000 lei à 10.000 lei selon les normes établies par le règlement ; pour les gisements groupés dans les classes II, III, IV, V, VI et VII, le législateur pour encourager les petits explorateurs de Transylvanie, a réduit la taxe à 500 lei.

L'explorateur peut avoir plusieurs permis pour

des périmètres isolés ou situés les uns à côté des autres. Il pourra même en avoir dans l'intérieur d'un périmètre donné pour l'exploitation mais pour des substances autres que celles déjà exploitées.

Le concessionnaire peut demander au nouvel explorateur une caution, qui sera fixée par le Ministre. La partie intéressée peut s'adresser à la Justice, mais son action ne suspend pas les travaux d'exploration. Pour une pareille situation, le législateur disposa que le concessionnaire est préféré pour les explorations qu'on peut faire sur le périmètre qui lui est concédé.

* * *

Les formalités pour obtenir le permis d'exploration et de commencer l'exploration sont assez longues (art. 9 à 15).

D'abord une demande en quatre exemplaires à laquelle seront annexés :

1^o Un mémoire de prospection sur la région où se trouve le périmètre sollicité. Une carte de la région à l'échelle 1 : 20.000 jusqu'à 1 : 100.000. Un programme des travaux que le solliciteur entend exécuter.

2^o Un plan — en 6 exemplaires — à l'échelle 1 : 5.000 à 1 : 10.000 du périmètre sollicité et en rapport avec les périmètres voisins.

3^o Actes justifiant la capacité financière et technique.

4^o Si c'est une personne juridique, on ajoutera

la preuve de son existence légale et du mandat accréditant ses représentants.

L'autorité minière régionale enregistre la demande et l'inscrit dans un registre spécial. Dans un délai de 10¹⁰ jours — à dater de l'enregistrement — elle doit envoyer le dossier au Ministère de l'Industrie et du Commerce avec ses propositions motivées.

Le Ministère sur l'avis (1) du Conseil supérieur des Mines décide — en dernière instance — s'il y a lieu de donner suite à la demande. Si le Ministère donne suite à la demande, le dossier est alors renvoyé à l'autorité minière régionale, et celle-ci transmet aux maires des communes où se trouve le périmètre, une copie de la demande du plan et la liste des propriétaires. La demande est affichée à la mairie dix jours. Dans cet intervalle, un dimanche ou un jour de fête, le maire réunit les habitants en faisant battre le tambour ou de toute autre manière, et leur donne connaissance de l'objet de la demande. Dans un délai de dix jours — à compter de l'expiration du délai d'affichage — les propriétaires de la surface du périmètre et quiconque prétend à un droit sur le périmètre présentent par écrit à la mairie locale leurs observations s'il y a lieu. La loi ne les y oblige pas, elle leur donne seulement l'occasion de faire prévaloir leurs intérêts.

L'autorité minière régionale recevant le dossier de la mairie est tenue dans un délai de dix jours de visiter la région afin de donner son avis motivé

(1) L'ancienne loi l'exige « conforme ».

sur la demande envoyant ensuite dans un délai de dix jours le dossier et le cahier des charges établi par l'autorité régionale, signé et accepté par les demandeurs au Ministère de l'Industrie qui statue encore une fois sur la demande.

Le cahier des charges doit prévoir l'obligation pour l'explorateur de commencer l'exploitation dans les 12 premiers mois et de continuer sans interruption pendant toute la durée du permis « ainsi qu'un minimum de travaux que l'explorateur est tenu d'effectuer chaque année » (art. 11).

Cette dernière obligation n'existait pas dans l'ancienne loi minière ; la loi de 1929 tenant compte de l'insuffisance des travaux d'exploration (1) — pendant les quatre années d'application de la loi de 1924 — a été obligée d'apporter des précisions sur les obligations qui incombent aux explorateurs.

Le décret royal par lequel l'exploration est accordée et le cahier des charges de l'exploitation sont publiés aux frais de l'explorateur dans le *Moniteur officiel* ; une copie du décret royal est affichée à l'autorité minière régionale et à la mairie de la commune où se trouve situé le périmètre.

Dans un délai de 15 jours après la publication du décret, l'autorité minière régionale fait la mise en possession de l'explorateur dans le périmètre accordé, mais l'explorateur ne pourra l'occuper, ou commencer les travaux, qu'après avoir payé les dédommagements aux propriétaires de surface (2).

(1) L'exposé des motifs, 1929.

(2) Nous étudierons plus loin les dispositions relatives à ce dédommagement.

Pour les classes de gisements II, III, IV, V, VI et VII le législateur réduit sensiblement les formalités nécessaires pour l'octroi du permis d'exploration.

D'abord il faut annexer à la demande seulement :

1^o La carte de la région du périmètre ; 2^o le récépissé pour le paiement de la taxe d'exploration.

Ensuite, c'est l'autorité minière régionale qui examine si la demande est accompagnée des actes exigés. Elle est repoussée si elle n'est pas conforme. Le demandeur peut faire appel au Ministère de l'Industrie dans les 15 jours qui suivent la communication. Si la demande est conforme, le demandeur doit dans un délai de 60 jours remettre les actes suivants : 1^o le plan de la situation du périmètre et 2^o le programme des travaux (2 exemplaires).

Troisièmement. En cas de contestations seulement l'autorité minière se transportera sur les lieux.

* * *

L'explorateur est obligé d'envoyer pendant le cours des travaux d'exploration des rapports trimestriels. L'ancienne loi exigeait « des rapports mensuels » condition « trop onéreuse » disait un sénateur qui demandait le rapport trimestriel (1).

L'exploration donnant des résultats favorables, un mémoire général doit être envoyé et l'explorateur ne peut pas transformer les travaux d'exploration en travaux d'exploitation ; l'exploration

(1) Les débats parlementaires. Sénat, 1924.

est considérée comme terminée et l'explorateur conserve les autres droits qui découlent du permis d'exploration.

D'après l'article 21, alinéa III confirmé par les dispositions des articles 180, 160 et 202, il résulte qu'il y a encore un cas, quand les travaux d'exploration doivent cesser et l'explorateur continue d'avoir les autres droits miniers. C'est la déclaration d'une région comme propriété minière concessible d'après les travaux faits et qui prouve indubitablement l'existence d'un gisement minier. Cette disposition est applicable pour le charbon, les bitumes et les hydrocarbures gazeux et seulement pour les périmètres d'exploration situés dans la région déclarée propriété concessible.

L'article 18 énumère les cas où les droits d'exploration par permis exclusif ainsi que les autres droits miniers sont frappés de nullité « sans qu'il soit besoin d'une disposition spéciale ».

a) Par l'expiration du délai pour lequel a été donné le permis ;

b) Par renoncement de l'explorateur.

c) Par retrait du permis exclusif.

Le troisième cas est le plus grave pour l'explorateur et c'est pourquoi le législateur dans l'article 19, examine dans quelles conditions le permis peut être retiré.

1^o Quand les travaux n'ont pas été commencés dans les délais stipulés ou quand ils ont été suspendus pendant plus de soixante jours (1) sans

(1) La loi de 1924 prévoyait 30 jours.

motif fondé, communiqué préalablement à l'autorité minière régionale.

2) Les travaux sont effectués de telle manière qu'ils entraînent la dégradation du gisement.

3^o Pour des infractions graves aux obligations prévues dans le cahier des charges ou dans la présente loi.

4^o Pour des négligences répétées, relatives à la communication aux autorités minières régionales des résultats des travaux d'exploration et autres renseignements exigés par rapport à ces travaux.

5^o Dans le cas de transmission du permis exclusif sans l'autorisation du Ministère de l'Industrie.

Cette énumération limitative prévoit des cas susceptibles d'interprétations si larges que le législateur précise dans l'alinéa 3 — même article — que le retrait « est décidé sur la demande du Ministère par le Conseil supérieur des mines, *qui prononce après appel des parties* ». Il y a donc une sorte de procès administratif où l'explorateur peut montrer ses motifs et soutenir sa cause.

Les petites entreprises qui n'ayant pas d'organisation administrative comme les grandes sociétés, peuvent avoir des négligences dans la communication des résultats des travaux ou autres renseignements exigés par les autorités minières régionales. C'est pourquoi le législateur précise que pour les classes II, III, IV, V, VI et VII les causes de retrait du permis exclusif seront déterminées par voie de règlement.

Les explorations peuvent être faites par l'Etat, seul ou associé avec d'autres mais syndiquant, autant que possible, les intérêts des propriétaires de la surface et des producteurs existants. Les travaux seront exécutés — observant les prescriptions de la loi des mines — mais selon les normes prévues dans la loi de l'organisation et l'administration des entreprises et biens publics (art. 6 et 26).

* * *

En ce qui concerne le caractère juridique du droit conféré au possesseur du permis exclusif d'exploration il faut examiner plusieurs situations.

Au moment où l'explorateur a reçu le permis, il a un droit réel immobilier *statique*.

S'il commence à exécuter les travaux d'exploration conformément au cahier des charges, le droit est réel, immobilier, *dynamique*. Le droit garde ce caractère dans le cas qu'il a trouvé la substance minérale et il continue d'être un droit réel-immobilier, dynamique, après qu'il a reçu la concession et que la société — exigée par la loi — a été constituée.

Dans le cas où l'explorateur ne constitue pas la société, son droit revêtit alors la forme d'un droit personnel immobilier.

II. — *La Concession.*

1. — *La déclaration de la propriété minière concessible.*

La concession a pour but la mise en exploitation d'un gisement minier. La constitution de la concession présentant un intérêt capital tant pour l'Etat que pour le concessionnaire, le législateur roumain a donné toute l'attention nécessaire pour éluder toute controverse sur l'interprétation des diverses dispositions.

La loi des mines de 1924 a introduit et la loi de 1929 a maintenu, une disposition essentielle pour la constitution des concessions, mais elle doit être accomplie avant l'institution des concessions. C'est la déclaration de la propriété minière comme concessible.

*
* *
*

« *Propriété minière concessible* » était une formule inconnue jusqu'à maintenant aux juristes. D'après nous cette déclaration a pour but :

D'abord, de faire connaître aux propriétaires que la superficie de leur terrain est devenue le fond servant de sous-sol ;

Ensuite, d'éviter l'octroi de nouveaux permis d'exploration pour des substances dont on connaît indubitablement l'existence dans une région.

Troisièmement : les régions proches de celle dé-

clarée propriété minière concessible seront mieux connues et ainsi l'autorité minière pourra préciser les obligations des explorateurs.

Quatrièmement : les autorités minières sont ainsi obligées de faire les travaux nécessaires pour la délimitation des réserves de l'Etat.

* * *

La déclaration de la propriété minière comme concessible se fait par un arrêté du conseil des Ministres, sur la proposition du Ministre de l'Industrie, après l'avis du conseil supérieur des mines : elle est ensuite publiée dans le *Moniteur officiel* et affichée à la Direction générale des mines à l'Autorité minière régionale et aux Mairies des Communes, sur le territoire desquelles sont situées les superficies en cause ».

Parmi les énumérations que l'arrêté de déclaration doit contenir, il y a aussi obligation de préciser : « Les substances minérales qui feront l'objet de la concession » ensuite « la superficie qui constituera la réserve de l'Etat » et « le périmètre de concession accordé à l'exploration » (art. 24).

La disposition d'énumérer les substances minérales qui font l'objet des concessions, nous fait supposer que pour la même région on peut avoir plusieurs arrêts de déclaration de propriété minière concessible, mais toujours relative à une autre substance.

Toutefois, l'article 48 déclare « Si on rencontre au

cours de l'exploitation *d'autres substances que celles concédées*, mais associées avec elles de telle sorte dans le même gisement que l'exploration de certaines des substances entraîne nécessairement aussi l'exploitation des autres, la concession donnée sur une des substances sera étendue à la demande du concessionnaire, aussi pour les autres substances connexes ».

Donc, si l'explorateur rencontre d'autres substances que celles qui lui ont été concédées — mais associées ou connexes, la concession lui sera étendue sur demande, sans qu'il soit besoin d'un nouvel arrêté relatif à ces « autres substances ».

Le législateur roumain a prévu seulement le cas où on rencontre des substances associées connexes, mais il n'a pas donné la solution pour les cas où on rencontre des substances autres que celles concédées et qui ne sont pas connexes.

Dans ce dernier cas il faut donc appliquer le principe général de la loi et un nouvel arrêté doit intervenir pour les autres substances.

L'arrêté doit comprendre aussi « le périmètre de concession accordé à l'explorateur ». Cette disposition n'existait pas dans l'article correspondant — 26 de la loi de 1924. L'innovation faite par la loi de 1929, dans l'article 24, est le corollaire de l'article 23. « Une fois faite la détermination de la région considérée comme propriété minière concessible le *Ministère attribuera à l'explorateur le périmètre d'exploration*. Cette disposition n'existe pas non plus dans l'article correspondant — le 24 de la loi de 1924.

D'après les articles 23 et 24, il résulte que l'explo-

rateur — dont les travaux d'exploration ont donné des résultats favorables — reçoit « *d'office* » le périmètre d'exploration. C'est-à-dire que les travaux pour que lui soit accordée la concession sont faits par le Ministère et non pas par lui. Cette disposition a été introduite toujours dans le but d'encourager les explorations.

La troisième disposition — sur laquelle nous avons attiré l'attention, c'est que l'arrêté doit comprendre aussi la délimitation de la superficie qui constituera la réserve de l'Etat.

« Les réserves de l'Etat » voilà ce que la politique minière roumaine a formulé depuis longtemps (1) et que les lois minières de 1924 et 1929 ont organisé de mieux en mieux.

Une réserve de l'Etat est une portion de terrain délimité dans une région déclarée propriété minière, concessible et qui a pour but d'assurer la continuité de la production.

Nous allons étudier dans un chapitre suivant comment ces réserves sont organisées :

2. — Le régime des concessions.

L'actuelle loi minière établit par son article 32, deux régimes :

- a) Sur la base de la redevance envers l'État ;
- b) Sous la forme d'une association entre l'État et l'entreprise concessionnaire.

(1) Le chef du parti conservateur, George Cantacasiu montrait en 1905 que pour une bonne politique minière, il faut constituer des réserves.

La loi de 1924, dans l'article 35, fixait trois régimes ; les premiers ont été maintenus par la loi de 1929, le troisième qui était une combinaison de ces deux, a été supprimé.

a) *Dans le régime des concessions contre redevance.*

Comme nous dit le titre lui-même, l'Etat accorde une concession et il reçoit en échange une redevance. Si le produit d'extraction est négociable, et peut être livré aux usines sans être transformé, l'Etat reçoit la redevance sur ce produit.

Dans le cas contraire, la redevance sera prise seulement sur le produit concentré par des opérations consécutives et annexes à l'exploitation et qui rendent ainsi le produit négociable. La redevance perçue par l'Etat est fixée par la loi selon le gisement accordé en exploitation.

En ce qui concerne le caractère juridique de l'acte de concession sous le régime des concessions contre redevance, il y a plusieurs opinions. D'après certains auteurs, l'acte de concession apparaît comme un contrat de société sous la forme d'un contrat d'adhésion.

En effet, on trouve les quatre traits essentiels de toute société (1).

D'abord chaque associé doit faire un apport. L'apport de l'Etat est le gisement. Celui du concessionnaire est le capital technique et financier. *Ensuite le but est de réaliser des bénéfices.* Les mesures imposées par l'Etat au concessionnaire ont pour but de s'assurer des bénéfices plus grands, puisque

(1) COLIN A. et CAPITANT H., *Droit civil*, t. IV, p. 610.

sa cote des bénéfices est proportionnelle à la quantité du produit d'extraction ou transformé.

Troisièmement : les bénéfices sont partagés. L'Etat prend une redevance, le concessionnaire le reste.

Pour le quatrième élément : la participation aux bénéfices et aux pertes, la question est un peu délicate.

L'Etat certainement a des pertes si la production de la mine diminue mais il reçoit tout de même la redevance proportionnelle à l'importance de l'extraction.

Si la société concessionnaire a des pertes, l'Etat ne peut pas renoncer à ses redevances pour couvrir les pertes d'abord parce que l'Etat estime que les pertes sont la conséquence de l'organisation faite par le concessionnaire.

Ensuite l'Etat subit des pertes puisque sa redevance a été diminuée et si le concessionnaire arrête les travaux d'exploitation, il ne reçoit plus la redevance, donc sa perte est assez importante.

Cependant, il faut avouer que l'Etat se trouve dans une situation privilégiée, surtout quand il y a des pertes, mais cette situation résulte du fait que l'institution de la concession est un acte régulier.

Quoique nous avons trouvé les quatre caractères essentiels de toute société, nous avons montré que les conditions pour la concession sont déterminées par l'Etat et le concessionnaire ne fait proprement dit, qu'adhérer à ces conditions.

Donc, en raison de la situation privilégiée de

l'Etat, l'acte de concession apparaît comme un contrat de société sous la forme de contrats d'adhésion (1).

Selon un autre point de vue, le susdit acte a le caractère d'un contrat de location pour un terme plus long (50 ans), contrat dans lequel l'Etat met à la disposition de l'explorateur le gisement et reçoit en échange le loyer sous la forme d'une redevance.

Toutefois, il faut remarquer que dans ce contrat *spécial* de location, le concessionnaire n'a pas l'obligation fondamentale, caractéristique à tout contrat de location : la garde et la restitution de l'objet en parfait état, puisque le gisement est concessionné justement pour être consommé.

Selon un troisième point de vue, qui nous apparaît le plus juste, l'acte de concession est un contrat d'adhésion, c'est-à-dire un contrat type, dans lequel les clauses sont précisées par la loi.

b) *L'association entre l'Etat et l'entreprise concessionnaire.*

L'association se fait conformément à la loi pour l'organisation et l'administration des entreprises et biens publics sur des bases commerciales.

L'article 34 nous dit qu'elle peut se faire pour l'exploitation et « si besoin est, pour les opérations industrielles et commerciales, consécutives et annexes à l'exploitation ».

L'acte de concession sous la forme d'une asso-

(1) LAZARESCU N., *La nouvelle loi minière en Roumanie*. Paris, 1927.

ciation entre l'Etat et l'entreprise concessionnaire est toujours un contrat de société et non pas un contrat d'association comme le titre peut nous le faire croire.

En effet l'association entre l'Etat et le concessionnaire ne se fait pas « dans un but autre que le partage des bénéfices » (1).

L'association est faite justement dans le but de faire une exploitation et de partager les bénéfices.

La loi établit, pour les susdits régimes de concessions, les mêmes formes pour l'institution de la concession, formes que nous allons étudier tout de suite.

* * *

Pour les sources minérales, la classe X, l'article 25 de la loi des mines a établi une exception, relative à leur mise en exploitation, puisqu'elle fixe deux régimes, autres que ceux que nous venons d'analyser.

Le premier régime établi pour la classe X, est celui « de la simple autorisation », le second est le régime de la déclaration d'utilité publique.

Les articles 222 et 231 présentent le mode d'exploitation des sources minérales, sous les régimes fixés par l'article 25.

Dans l'institution de ces deux régimes, l'Etat apparaît plutôt comme autorité et représentant des intérêts collectifs. Il n'a pas le souci de conclure une affaire.

(1) COLIN A. et H. CAPITANT, *Droit civil*, t. II, p. 628.

En vertu de son droit régalien, l'Etat accorde la permission d'exploitation mais l'exploitation doit se faire sous le contrôle de l'Etat et avec le respect des dispositions de la loi des mines, puisque l'exploitation se fait : d'abord, pour satisfaire les intérêts de la collectivité et ensuite dans un but lucratif.

D'après nous le législateur a très bien fait d'instituer ces régimes spéciaux pour les sources minérales, puisqu'ils conviennent mieux d'abord à l'organisation sociale ensuite à l'exploitation elle-même.

Rappelons qu'un amendement beaucoup plus avancé a été proposé au Sénat en 1929 et qui exige pour la classe X, un autre régime que celui établi par la loi des mines. L'amendement a été rejeté pour des raisons d'ordre financier et technique (1).

3. — L'institution des concessions.

Les concessions sont instituées sur l'étendue des régions déclarées propriété minière concessible, sur des superficies appelées « périmètres » de concession. La forme et l'étendue d'un périmètre varie suivant la classe du gisement (2). Un explo-

(1) Les débats parlementaires. Sénat, 1929 (*Moniteur officiel*).

(2) Pour les gisements de toutes substances minérales autres que celles prévues à l'art. 2 aux classes 1 b, 2 et 3, VI, IX et X, la forme sera carrée ou rectangulaire, art. 22. Pour les gisements alluvionnaires « de périmètre peut suivre les sinuosités de la rivière ou du sédiment alluvionnaire dans le sens de la longueur, mais à ces extrémités, il sera limité par des alignements perpendiculaires à la direction du cours d'eau ou de la terrasse d'alluvion », art. 27.

rateur peut avoir plusieurs concessions. Il peut les réunir si elles sont adjacentes et « quand une telle réunion est réclamée par les exigences de l'économie minière ». Le Ministère de l'Industrie et du Commerce donne l'autorisation sur l'avis du Conseil supérieur des mines. La durée de la concession est au maximum de 50 ans, mais elle varie en rapport avec l'étendue du périmètre et dans les limites prévues pour chaque classe de gisements (art. 26 à 29 inc.).

Nous trouvons ici une influence de la loi française de 1919 qui est d'ailleurs plus libérale puisqu'elle établit la durée de la concession à 99 ans pour la houille et le lignite et de 50 à 90 ans pour les autres gisements (1).

* * *

« Les concessions peuvent être accordées aux sociétés de toute nature, roumaines ou étrangères, et aux personnes juridiques qu'elles qu'elles soient », voilà la disposition de l'article 30 qui introduisant un principe nouveau et essentiel fait dire que la loi des mines de 1929 est une loi nouvelle.

Le nouvel article 30 a écarté de la législation minière roumaine les entraves mises — par les anciens articles 32 et 33 —, aux capitaux étrangers (2).

(1) Voir : LEMONIER H., *Le nouveau régime des mines en France*. Paris, 1920 ; BOURGAS P., *Les principes dominants de la nouvelle législation minière*. Paris, 1922.

(2) V. *supra*.

La nouvelle loi des mines exige pour les sociétés étrangères une seule obligation : remplir les conditions exigées par les lois roumaines. Nous espérons que dans un avenir assez proche, même cette obligation disparaîtra et une parfaite égalité de traitement sera admise pour les sociétés étrangères et roumaines.

L'explorateur a le droit, comme nous l'avons déjà dit, à un périmètre de concessions mais pour la mise en exploitation, il est obligé de constituer une société dans le délai d'une année.

D'après nous, c'est une obligation très dure pour l'explorateur.

D'abord il possède la capacité technique, puisque, à la suite de ses travaux, la substance minérale a été trouvée et une région entière a été déclarée concessible.

Ensuite, s'il fait la preuve de sa « capacité financière » pourquoi l'obliger à constituer une société ?

Si l'explorateur n'a pas assez d'argent pour la mise en exploitation, forcément il cherchera des associés : et il *formera une société ou association comme bon lui semblera.*

D'après nous il doit avoir les obligations suivantes :

a) Commencer les travaux d'exploitation dans une année.

b) Respecter les dispositions de la loi.

c) Faire la preuve de sa capacité financière.

L'explorateur ne commençant les travaux d'exploitation dans un délai d'un an, aura alors la

même situation que maintenant, quand il ne peut former une société : « l'Etat reste libre de mettre la concession en exploitation, dans les conditions déterminées par la loi en réservant à l'explorateur les autres droits qui lui sont reconnus par la loi ».

D'ailleurs le dernier paragraphe de l'article 31 dispose que « les explorateurs des substances minérales, comprises, dans les classes II, III, IV, V, VI et VIII peuvent obtenir une concession d'exploitation, sans être tenus de constituer une société ».

Le législateur ne craint rien pour les solliciteurs de concessions des gisements groupés dans les classes II, III, IV, V, VI et VII et dispose dans l'article 39 qu'ils ne sont pas obligés de faire la preuve de leur capacité technique et financière.

Pourquoi n'aurions-nous pas confiance dans les explorateurs qui ont indubitablement la capacité technique et qui sont reconnus comme gens d'affaires.

Ils ne commencent les travaux d'exploitation seulement s'ils sont convaincus — pour certaines raisons — que ce n'est pas une affaire. Alors pourquoi les obliger à constituer une société, puisqu'ils ne le feront pas pour la raison expliquée. A ce point de vue, l'obligation de constituer une société, nous apparaît comme inutile.

Le second principe introduit par la loi de 1929 en matière de concessions c'est qu'elles sont accordées sur la base de l'adjudication publique (art. 31).

Sous le régime de la loi de 1924, la concession était accordée à celui qui semblait avoir la capacité technique et financière.

L'article 39 de la nouvelle loi énumère les actes que le solliciteur de l'exploitation doit annexer à la demande de concession. Les plus importants sont :

b : « Les données justifiant la capacité technique et financière du solliciteur d'entreprendre, organiser et conduire des exploitations minières de la nature de celle demandée et de satisfaire aux obligations de paiement pour les travaux et installations d'exploitation, pour les indemnités pour l'acceptation de la surface et pour toutes autres opérations industrielles ou commerciales en relation étroite avec l'exploitation ».

c) « Un mémoire indiquant le programme de travail, les conditions de réalisation ainsi que toutes autres propositions ».

La condition stipulée sous le point *b* — nous l'avons déjà dit — ne s'applique pas aux solliciteurs pour les classes II, III, IV, V, VI et VII.

La licitation est faite conformément à la loi de la comptabilité générale de l'Etat et le résultat de la licitation avec les offres présentées sont soumises par la Direction générale des mines au Ministre (art. 41).

Le Ministre accorde-t-il la concession au solliciteur qui a offert le plus et qui offre le plus de garanties, sur sa capacité technique et financière ?

L'article 42 devrait nous répondre, mais il parle d'une chose déjà faite : « Le Ministre, après que le cahier des charges a été accepté, est signé par le demandeur... »

Par quel demandeur ? Celui choisi par le Ministre

ou par celui qui était le premier dans la liste avec le résultat de la licitation et présenté par la Direction générale des Mines.

Nous espérons que le principe de l'adjudication publique est strictement appliqué, puisque autrement il n'y avait pas de raison de changer le système.

Après la licitation, la concession est accordée sur la proposition du Ministre de l'Industrie — par un décret du Conseil des Ministres, qui est publié avec le cahier des charges de la concession dans le *Moniteur officiel*. La mairie de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le périmètre concédé est obligée d'afficher le décret de concession.

* * *

Le législateur apporte une attention particulière au cahier des charges de la concession en se basant sur le principe que la précision des obligations du concessionnaire est une garantie en plus pour une bonne exploitation.

L'article 42 dispose que le Ministre proposera la concession au Conseil de Ministre, après que le cahier des charges aura été accepté et signé par le demandeur. Par cette seule disposition on peut se rendre compte de l'importance du cahier des charges dans le régime des concessions.

Pour éluder toute controverse sur ce que le cahier des charges doit préciser, l'article 44 énumère ce qu'il doit spécifier. De cette façon le cahier

des charges ne varie pas beaucoup d'une concession à l'autre, et présente ainsi un avantage, celui d'être facilement contrôlé.

Nous trouvons ici l'influence de la loi française sur les mines, de 1919, qui a introduit le cahier des charges type.

*
* *
*

La publication du décret de concession présente un intérêt particulier, puisqu'à partir de la date de la publication, la mine « devient une propriété distincte de celle de la surface. (art. 46, al. 1).

D'après nous la disposition de l'article 46 — alinéa 1 — est relative aux droits qui résultent pour le concessionnaire ; elle n'est pas un principe général de droit minier applicable aussi à l'Etat (1).

La Constitution de 1923, a introduit un principe développé par les lois des mines de 1924, et 1929 : c'est le droit de propriété de l'Etat sur tous gisements : « depuis la surface jusqu'à toute profondeur ».

En vertu de ce droit que l'*Etat exerce* sur sa propriété minière, il accorde le permis pour les travaux d'exploration.

Du moment que l'exploration à établir — a identifié — l'existence du gisement, l'Etat *commence à disposer* de ce gisement qui est devenu spontanément sa propriété distincte de celle de la surface.

L'Etat *ayant* cette propriété distincte de la

(1) A l'Etat propriétaire du sous-sol et non à l'Etat explorateur.

surface accorde des concessions et les concessionnaires commencent *d'avoir* cette propriété à partir de la publication du décret de concession.

D'après nous, la publication du décret de concession a pour but de faire connaître aux intéressés que : I. la mine a été accordée ; II. à partir de la publication le concessionnaire possède la mine comme une propriété immobilière distincte de la propriété de la surface ; III. les constructions, machines, puits, sondes et autres ouvrages annexes, installés en surface ou souterrains sont immeubles ; IV. les appareils, instruments et chevaux servant à l'exploitation, sont immeubles par destination ; V. le droit d'exploiter une mine est un droit réel immobilier ; VI. Lorsque ce droit a été acquis de l'Etat, il ne peut être transmis, sous peine du retrait de la concession, qu'avec l'autorisation du Conseil des Ministres, accordée sur la proposition du Ministre de l'Industrie et du Commerce après avis du Conseil supérieur des mines. VII. Des hypothèques et privilèges peuvent être constitués sur le droit d'exploitation d'une mine.

Donc d'après nous, l'article 46 alinéa 1, détermine quand le concessionnaire se substitue à l'Etat ; *les alinéas suivants* montrent qu'elle est la situation juridique de l'objet de la concession, des annexes et du droit d'exploitation du concessionnaire.

* * *

La disposition de l'article 46 § IV interdisant la transmission de la concession est une mesure

prise par l'Etat pour s'assurer que le nouveau concessionnaire a la capacité technique et financière.

La loi roumaine sur les mines établissant une parfaite égalité entre les sociétés roumaines et étrangères, nous ne pouvons pas nous appuyer sur le raisonnement qui a été fait pour la disposition similaire qui existe dans la loi française de 1919 : une mesure de sûreté que les mines ne seront pas transmises aux sociétés étrangères (1).

Nous sommes d'avis que cette disposition est une entrave aux relations commerciales et l'Etat lui-même subit des pertes sans avoir plus de garanties que dans le cas de la liberté des transactions.

En effet, l'autorité minière par un contrôle sévère et répété, peut se convaincre si le nouveau concessionnaire exécute les travaux respectant les prescriptions de la loi des mines et conformément aux cahiers des charges ; dans le cas affirmatif, le nouveau concessionnaire donne la preuve évidente qu'il possède la capacité technique et financière exigée par l'Etat. Dans le cas contraire, l'Etat sera dans son droit — nous l'allons voir — de retirer la concession.

La disposition de l'alinéa IV, de l'article 46 quoiqu'elle puisse atteindre le but pour laquelle elle a été instituée, impose donc une nouvelle condition à la concession.

(1) BOUGAS C., *Les principes dominants de la nouvelle législation minière*. Paris, 1922.

Celui qui veut céder ses droits, croit — pour certaines raisons — qu'il ne pourra plus exploiter le gisement ou même commencer l'exploitation. Le « nouveau concessionnaire » avec d'autres principes d'organisation, techniques, administratifs et peut-être avec plus de capitaux, estime que cette concession est une affaire excellente et en conséquence il est disposé de faire d'importants investissements, dont l'Etat profitera à son tour.

Admettons que l'Etat, en vertu de l'alinéa IV de l'article 46, s'oppose à la transmission de la concession. Le résultat sera que « l'ancien concessionnaire » ne fera plus que le minimum des travaux nécessaires pour que la concession ne lui soit pas retirée et l'Etat subira ainsi des pertes (1).

Si au contraire, le Conseil supérieur des mines et le Ministre de l'Industrie sont d'avis favorable à la transmission, il résultera une perte de temps assez longue avec les formalités, qui se traduira, toujours, avec des pertes pour l'Etat.

Selon nous, la liberté de transmission de la concession est plus avantageuse pour l'Etat que le régime établi par l'article 46 alinéa IV; en même temps les sollicitateurs des concessions n'auront plus à craindre l'opposition du Ministre dans le cas d'une transmission de concession ce qui est beaucoup pour encourager l'industrie extractive et en conséquence un argument en plus pour la liberté des transactions.

(1) Le concessionnaire ne fera des travaux que pour les mêmes raisons qui l'ont déterminé de transmettre la concession.

**A. — Les droits et les obligations
du concessionnaire.**

L'institution de la concession fait naître pour le concessionnaire, une série de droits nécessaires pour l'exploitation, résultant des raisons techniques et sociales ou à la suite de l'existence des droits acquis envers l'explorateur ou envers le propriétaire de la surface

Nous allons étudier successivement les effets de la concession.

1. — Les droits du concessionnaire.

a) Le concessionnaire dans les limites du périmètre concédé a le droit de faire les travaux nécessaires pour la mise en exploitation et en valeur des substances minérales pour lesquelles il a reçu l'autorisation.

L'article 47 énumère les travaux qu'il peut faire. Cette énumération n'est pas limitative et les expressions sont si peu précises que nous pouvons dire que l'explorateur a le droit d'effectuer tous les travaux qui ont pour but l'exploitation, le transport, le traitement et généralement la mise en valeur des substances. Il a une seule obligation : demander une autorisation s'il s'agit d'une construction, installation fixe ou installation dans la mine de machines actionnées mécaniquement, l'autorisation est demandée à l'autorité minière régionale et en cas de refus, le concessionnaire peut

faire appel au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Nous allons voir que ce droit de faire ces installations d'exploitation, résulte pour le concessionnaire des obligations envers le propriétaire de la surface ou envers l'Etat.

b) Le concessionnaire peut utiliser tout ce qu'il a besoin des roches communes laissées à la disposition du propriétaire, pour l'exploitation minière, les usines, les établissements et les travaux qui constituent des dépendances immédiates de la mine, s'il rencontre les minéraux au cours de l'exploitation.

L'emploi de ces minéraux pour les industries annexes donne droit au propriétaire de la surface à un dédommagement.

c) Pour les divers travaux d'exploitation il y a besoin d'eau et de bois.

L'article 50 autorise le concessionnaire à utiliser — les eaux des mines captées par lui ou les eaux de la surface (torrents, rivières, ruisseaux, etc...). Pour ce dernier cas, la Direction générale des eaux, est obligée d'accorder l'autorisation dans les conditions déterminées par la loi.

Pour les bois, l'article 51, dispose que le concessionnaire se présentant aux licitations pour l'exploitation des forêts de l'Etat il sera dans une situation privilégiée. En effet : « dans le cas où son offre serait inférieure à celle des autres concurrents, le concessionnaire aurait le droit dans le délai de trois jours à courir de la date et de l'heure auxquelles ont eu lieu les licitations, d'accepter les

conditions d'offre la plus avantageuse par une déclaration enregistrée dans ce délai... »

d) L'exploiteur comme l'explorateur a le droit d'occuper des surfaces à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre pour les travaux d'exploitation, le transport et généralement pour la mise en valeur de substances minérales extraites.

L'occupation pour les concessions (1) se fait sous forme d'affermage ou prise en jouissance obligatoire, servitudes ou expropriations (art. 56 al. 4).

D'après la durée de l'occupation, l'article 57 accorde le droit pour une forme ou autre ; ainsi pour les occupations de courte durée — maximum cinq ans, — c'est l'affermage obligatoire ; si l'occupation doit durer le temps pour lequel a été accordé le périmètre, on institue une servitude et l'expropriation est déclarée pour les superficies destinées aux installations de transport, voies de communications et généralement pour les installations de longue durée et susceptibles de servir aussi à d'autres destinations dans le cas de la cessation de l'exploration. L'expropriation est déclarée aussi pour des utilisations à la suite desquelles le sol deviendrait improductif.

Toute forme d'occupation doit être demandée dans l'intérêt exclusif de l'exploitation (ou exploration) du transport et généralement pour la mise en valeur des substances extraites (art. 58).

(1) L'art. 56 énumère aussi les formes d'occupation pour l'exploration : l'affermage ou prise de jouissance obligatoire ou par constitution de servitudes.

Le Conseil supérieur des mines se prononce définitivement sur la nécessité de l'occupation, à la suite des enquêtes effectuées par les organes miniers et après l'avis de la commission régionale de jugement.

Sur la base de la décision de nécessité, donnée par le C. S. M., le Tribunal dans la circonscription duquel est situé l'immeuble, après avoir cité les parties, fait la déclaration suivant le cas, d'expropriation, ou la constitution de servitude ou l'affermage obligatoire. La décision rendue sous droit d'opposition est susceptible seulement de recours dans le délai d'un mois de la communication, si la partie était absente.

e) Le concessionnaire a le droit de demander au propriétaire de la surface de réparer le préjudice qu'il aurait causé à la mine. Les instances judiciaires — d'après les règles du droit commun fixent l'indemnité.

2. — Les obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire a de nombreuses obligations, nous allons les étudier par groupes. Les premières seront celles qui lui sont imposées comme mesures qui assurent la meilleure mise en exploitation du gisement ou exigées par l'intérêt de l'Etat.

Ainsi il est obligé de commencer les travaux en vue de l'exploitation du gisement dans le délai d'une année, maximum, de la mise en possession et de continuer ces travaux, régulièrement sans interruption. Avant de commencer les travaux,

il doit soumettre la méthode d'exploitation à l'autorité minière pour notifier ses observations dans le cas où elle n'est pas conforme aux propositions de la loi et des règlements miniers. Si l'exploiteur n'exécute pas les mesures prescrites par l'autorité minière, l'exécution des travaux sera arrêtée, par l'autorité, totalement ou partiellement. Contre les mesures prises par l'autorité minière, le concessionnaire peut faire appel au Conseil supérieur des mines.

En ce qui concerne l'obligation de commencer les travaux dans un délai d'une année, rappelons que cette disposition existait aussi dans la loi de 1895, avec la différence que le terme était compté à partir de la date du décret de concession.

* * *

L'obligation de la continuité des travaux en fait naître deux autres. La première se trouve dans l'article 53. « La suspension ou l'abandon d'un travail minier ou d'un champ d'extraction doit être annoncé à l'autorité minière. »

La seconde obligation est relative au contrôle de cette continuité. L'article 54 oblige le concessionnaire de tenir à jour plusieurs plans et registres.

L'article 55 renferme une obligation, qui n'est autre chose qu'une mesure de sûreté : dans le cas où les travaux souterrains se rapprochent d'un pont, d'une voie de communication ou des édifices et régions habitées, le concessionnaire doit annon-

cer l'autorité minière qui fixe les mesures de protection.

a) Les obligations envers l'explorateur.

Le concessionnaire doit une redevance à l'explorateur puisqu'à la suite de ses travaux la région a été déclarée propriété concessible. La redevance est annuelle et sur la production brute ; le taux varie suivant la classe de gisement.

Si l'explorateur renonce au périmètre de concession auquel il a le droit, les concessionnaires qui ont obtenus des superficies explorées par lui sont alors obligés pour toutes les substances — autre que le pétrole — de payer à côté de la redevance, un dédommagement pour les dépenses réelles faites pour tous les travaux d'exploration, plus un intérêt égal au taux d'escompte de la Banque nationale, augmenté de 2 % (art. 37 et 38).

Les obligations du concessionnaire envers l'explorateur, on peut les considérer comme des primes accordées aux explorateurs et qui ont le but d'encourager les recherches.

b) Les obligations envers le propriétaire de la surface.

1. Le propriétaire de la surface a droit à une redevance « si le gisement qui fait l'objet de la concession se trouvait à son entière et exclusive disposition, en vertu des lois qui étaient en vigueur avant la promulgation de la Constitution » (art. 35, al. 1).

La redevance apparaît donc comme une com-

pensation (1) pour les droits dont le propriétaire de la surface jouissait avec la Constitution de 1923.

Le taux de la redevance varie suivant la classe du gisement; elle est répartie entre les propriétaires, proportionnellement aux superficies de chaque propriété comprise dans le périmètre.

2. L'entreprise concessionnaire doit réserver une cote au maximum de 10 % de son capital aux propriétaires de la surface. La cote est fixée par le Ministère de l'Industrie sur l'avis du Conseil supérieur des Mines. Si les propriétaires de la surface ne participent pas au capital de l'entreprise, ou s'ils participent avec une cote inférieure à celle qui est fixée, le Ministère sur l'avis du C. S. M. est en droit de disposer de la somme restée disponible.

Le droit des propriétaires de la surface de participer au capital de l'entreprise concessionnaire apparaît, d'abord comme un moyen de pénétration du capital roumain à l'exploitation, ensuite comme une compensation pour les droits que les propriétaires avaient avant 1923.

3. Dans le cas que les travaux d'exploitation rencontrent des masses de roches communes (2), le concessionnaire est obligé de laisser le propriétaire de la surface prendre les quantités nécessaires à ses besoins personnels si « par une telle extraction, il n'empêchait pas ou ne gênait pas l'exploitation minière ».

(1) MORUZZI N., *Le régime juridique du sous-sol minier en Roumanie*. Paris, 1926.

(2) Laissés par la loi à la disposition du propriétaire de la surface ; groupe VII.

Le propriétaire peut être autorisé par l'autorité minière, pour l'extraction, et la commercialisation des substances que la loi a laissées à sa disposition. Dans ce dernier cas, le concessionnaire a le droit de demander d'exploiter et de transporter lui-même, en échange d'un dédommagement, ou de laisser ses installations à la disposition du propriétaire « en échange d'un dédommagement correspondant ».

L'article 49 alinéa VI prévoit encore un cas : l'exploitation des substances laissées à la disposition du propriétaire de la surface, peut se faire par des travaux en surface. Si les travaux d'exploitation du concessionnaire empêchent l'extraction des roches communes, le concessionnaire est obligé de payer au propriétaire un dédommagement. Le désaccord sur la somme de dédommagement est jugé par une commission régionale en première instance, et par le Conseil supérieur des Mines, en appel.

4. Pour les eaux des mines, qui s'écoulent à l'extérieur, le propriétaire de la surface a le droit de demander au concessionnaire comme dédommagement, soit une somme globale, soit un paiement annuel.

Nous avons déjà montré, qu'un des droits du concessionnaire est d'occuper, les surfaces nécessaires à l'exploitation, à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre, sous la forme d'affermages obligatoires, de servitudes ou d'expropriations ; de ce droit résulte l'obligation d'accorder au propriétaire de la surface un dédommagement. Si les par-

ties ne sont pas d'accord sur le montant du dédommagement, chacun choisira (1) un arbitre qui, sous la présidence du prim-président du Tribunal, assisté par un greffier, fixera le dédommagement. La décision est sans opposition mais susceptible d'appel déclaré à la Présidence du Tribunal — dans un délai de 15 jours à dater de la communication. La décision de la Cour d'appel est susceptible du recours dans un délai de 15 jours à dater de la communication (art. 64).

Le dédommagement est payé avant la mise en possession ; s'il y a des désaccords relatifs aux droits des propriétaires, le dédommagement sera consigné à la Caisse des dépôts et consignations et le récépissé au Tribunal.

Cette disposition a pour but d'empêcher les chicanes entre le concessionnaire et le propriétaire de la surface.

Nous nous demandons quel sera le montant du dédommagement consigné. D'après nous c'est celui qui est fixé par la Commission d'arbitres présidée par le Prim-président du Tribunal « *montant qui ne pourra être inférieur à deux fois la valeur commerciale des biens des environs* » (art. 65, al. 11).

Relatif à ce minimum fixé par la loi, nous nous allions aux avis, que le législateur au lieu de protéger l'explorateur contre les abus des spéculateurs, il ne fait qu'encourager les propriétaires de la surface de demander les prix les plus exagérés (1).

(1) GIUGURTU I., *Politica miniera a Stalului*. Bucarest, 1931.

Le législateur a pris assez de mesures pour assurer au propriétaire de la surface une juste indemnité pour n'avoir plus besoin de fixer ce minimum.

Le concessionnaire est obligé de payer une indemnité pour n'importe quel préjudice causé au propriétaire de la surface et de réparer tous les dommages causés à la surface, aux constructions et aux installations. La responsabilité du concessionnaire est absolue. Il doit « *des dédommements chaque fois qu'il est établi une relation de cause à effet entre les travaux d'exploitation et le préjudice causé.* Il ne peut pas se soustraire pour « le motif que l'exploitation a été faite rationnellement et que les travaux ont été conduits avec toutes les précautions nécessaires ». Le concessionnaire a la responsabilité allégée « quand il est constaté que les installations du propriétaire de la surface n'auraient pas été exécutées avec prudence et en observant les mesures de consolidation exigées par les règles de l'article de construction ». Si les parties ne sont pas d'accord sur le montant du dédommagement, les instances judiciaires — d'après les règles de droit commun — fixeront la somme (art. 67, 86 et 67).

Les obligations du concessionnaire envers le propriétaire de la surface sont nombreuses et le législateur a apporté une attention remarquable pour les préciser.

c) *Les obligations envers ses voisins.*

Entre les concessionnaires voisins résultent des rapports qui ont été réglés par le législateur.

1. Ainsi chaque concessionnaire est responsable des dégâts que son exploitation cause au concessionnaire voisin.

L'article 89 § 1 fait l'application d'un principe de droit commun (art. 1382, et suiv. du C. civ. fr.) mais dans le second paragraphe se trouve une importante dérogation. En effet, au cas où les travaux d'exploitation d'un concessionnaire dépassent la limite de sa concession, sa responsabilité est allégée ou « *même pourra ne pas être engagée, lorsqu'il pourra faire la preuve évidente qu'il a été de bonne foi et n'a pas commis l'infraction dans le but de s'approprier le bien d'autrui.* »

Le paragraphe 11 fait certainement une large application du principe de l'équité, mais il sera cependant assez difficile, au concessionnaire de présenter une preuve évidente.

2. Les concessionnaires voisins, qui font des travaux miniers souterrains, sont obligés d'avoir recours à un ingénieur minier agréé par le Ministère, pour établir au moyen de bornes souterraines, les points limites entre les concessions.

3. En cas d'inondation, les concessionnaires de la même région, sont obligés de prendre en commun les mesures nécessaires pour prévenir ou combattre le danger.

Le Ministère peut, par voie de décision, déclarer les

explorateurs réunis dans un syndicat en vue de prendre des mesures et de remplir certaines nécessités d'intérêt général », dans ce cas l'Etat réglemente aussi la composition et la répartition des dépenses.

4. Le concessionnaire qui n'utilise pas la totalité des eaux des mines, est obligé de les mettre à la disposition de ceux qui les demandent. Il est obligé de répondre dans un délai de trois mois s'il utilisera les eaux dans le courant des deux années suivantes. S'il ne répond pas ou s'il ne fait pas usage — dans les deux années — de son droit, l'autorité minière a le droit de les concéder à d'autres. Le concessionnaire garde le droit de demander aux nouveaux bénéficiaires une partie de la somme qu'il paie au propriétaire de la surface.

d) *Les obligations relatives au personnel.*

Le concessionnaire est obligé d'avoir, comme le personnel technique, des ingénieurs de toutes spécialités, chimistes, des géologues, des contre-maîtres, qui ont une autorisation du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Le personnel supérieur et inférieur technique, commercial et administratif doit être composé d'au moins 75 % de Roumains (art. 79 al. 11).

L'article 90 oblige les entreprises minières et les établissements industriels et métallurgiques de prélever un minimum de 5 % du bénéfice net réalisé chaque année « après qu'a été prélevé sur ce bénéfice, un premier dividende pour les actionnaires,

égal au taux d'escompte de la Banque Nationale de Roumanie, à la date du 31 décembre de l'année pour laquelle est établi le bilan et augmenté de 2 % » pour la création d'un fonds en faveur des fonctionnaires et des ouvriers pour des œuvres sociales et culturelles. Ce fonds de 5 % sera administré (1) par une caisse spéciale, dont le conseil sera formé par les représentants ouvriers et patron, nommés par le Ministère sur la recommandation des Unions professionnelles, légalement constituées, — et présidé par un délégué du Ministre.

La loi de 1924 prévoyait aussi la création d'un fonds avec un prélèvement de 15 % sur le bénéfice net destiné toujours aux institutions sociales et culturelles, mais le mode d'administration de ce fonds a été vivement critiqué, comme on l'a très bien dit : les 5 % vaudront plus dans l'avenir que les 15 % de l'ancienne loi (2).

e) *Obligations diverses.*

Les entreprises concessionnaires sont obligées de communiquer chaque année et lors de tout changement :

- a) La forme et la dénomination de l'entreprise ;
- b) Les noms du chef et du personnel de direction qui ont pleins pouvoirs sur l'entreprise
- c) La procuration donnée au chef et aux autres

(1) Nous ne savons pas si cette caisse a pris naissance.

(2) Débats parlementaires. Chambre des députés, 1929, *Moniteur officiel*, n° 58.

personnes de la direction, accompagnée d'une copie des actes (art. 74).

Dans l'article 80, nous trouvons l'obligation de demander le consentement formel du Ministre de l'Industrie si l'explorateur veut suspendre ou restreindre l'activité. Cette disposition a un but économique : assurer l'approvisionnement du pays. Mais elle a été introduite aussi pour des raisons politiques ; le législateur craignant les explorateurs étrangers, veut les empêcher de mener une politique contre les intérêts de l'Etat. D'ailleurs l'alinéa 11 du même article a précisé le point de vue politique, puisque l'Etat peut obliger des entreprises de constituer, pour les besoins de la défense nationale, une réserve.

Les explorateurs des métaux nobles peuvent être obligés par l'Etat de lui vendre la production puisque l'article 81 déclare que l'Etat a « le droit de priorité au prix mondial, pour l'achat des métaux nobles ».

La liste des métaux que l'Etat peut acheter, n'est pas limitative, puisqu'elle peut être allongée par décision ministérielle rendue après avis du Conseil supérieur des mines.

f) Le transport et les établissements industriels miniers.

La politique minière roumaine poursuit le monopole du transport et ainsi l'article 70 oblige les entreprises qui veulent construire des installations

pour le transport des produits « miniers liquides ou gazeux en dehors de limites du périmètre de la concession » de demander une autorisation au Ministère de l'Industrie ; si l'Etat croit que les installations doivent être réservées pour son compte, il doit commencer les travaux dans un délai de trois mois. S'il ne les commence pas, le Ministère soumet les demandes des particuliers au Conseil des mines. Les installations faites par les particuliers, l'Etat se réserve le droit, conformément à l'article 197 de les prendre si cela est nécessaire à l'intérêt public.

Pour les voies ferrées et pour les funiculaires (art. 70, al. II) le concessionnaire doit obtenir d'abord l'autorisation du Ministère de Communication et ensuite celle du Ministère de l'Industrie.

Le concessionnaire doit demander une autorisation pour la création et le fonctionnement des entreprises de tout genre, basées sur la concentration ou la transformation des produits négociables, par des procédés de préparation mécanique, des procédés métallurgiques ou autres procédés industriels.

Le Ministre de l'Industrie doit se prononcer sur l'avis du C. S. M. dans un délai de 60 jours à partir du jour où la demande d'autorisation a été enregistrée au ministère. Le délai écoulé, l'autorisation est considérée comme accordée.

B. — *La cessation de la concession.*

Le droit d'exploitation du concessionnaire cesse, d'après l'article 91 dans les trois modes suivants :

a) par l'achèvement de la période sur laquelle la concession a été accordée, ou par laquelle l'acte de concession est reconnu valable ;

b) par renonciation, quand il est prouvé qu'il n'existe plus de gisement exploitable ;

c) par retrait de concession.

Le concessionnaire est obligé à la fin de la concession quel que soit le mode de cessation, de présenter à l'Etat des plans, registres et documents se rapportant à l'exploitation et à la mise en valeur des produits miniers et au fonds de 5 % prévu par l'article 90.

Le législateur roumain a été influencé par la loi française sur les mines de 1919 qui établit les mêmes modes de cessation de la concession ainsi que la disposition qu'à la cessation de la concession, elle entre dans le patrimoine de l'Etat, libre de toute charge.

Après la cessation du droit d'exploitation, les anciennes concessions sont désignées par le législateur sous le nom de concessions libres et puisqu'il y a trois modes de cessation, la loi des mines reconnaît : concessions libres par cessation, par renoncement et par retrait. Nous allons les étudier successivement :

a) *Concessions libres par cessation.*

La loi des mines, dans son article 92 établit qu'à l'expiration du terme pour lequel a été accordée la concession « la mine avec toutes ses dépendances annexes, passe dans la propriété de l'Etat, sans aucun dédommagement et libre de toutes charges ou obligations, de quelque nature qu'elles soient. »

Cette disposition n'a pas le caractère d'une expropriation (1) puisque le concessionnaire sait au moment où la concession lui est accordée, que toutes les installations deviendront la propriété de l'Etat à l'expiration du terme pour laquelle la concession a été accordée.

D'ailleurs le législateur remarquant le caractère sévère de cette disposition, apporte dans l'article 93 un adoucissement puisque dans la période qui précède la fin de la concession — cinq ans pour le pétrole et dix pour les autres substances minérales — le Ministère de l'Industrie (ou sur la demande du concessionnaire) de sa propre initiative et sur l'avis du C. S. M., approuve « le programme des travaux que le concessionnaire est obligé d'exécuter dans la période des temps des cinq ou respectivement dix ans, dans le but d'assurer la continuité de l'exploitation » et fixe les conditions et les normes pour la répartition des dépenses entre l'Etat et le concessionnaire.

(1) Débats parlementaires de 1929. Chambre des députés, *M. offic.*

Les dispositions de l'article 93 ont pour but d'assurer la continuité des installations nécessaires, puisque le concessionnaire, sans une garantie que les capitaux investis seront amortis, ne les fera pas.

L'Etat par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, pour assurer la continuité des travaux d'exploitation, après la cessation du droit du concessionnaire, établit avant l'expiration — trois ans pour le pétrole et cinq pour les autres substances — quelle sera la situation de la concession. Si on a décidé que la mine sera de nouveau concédée il sera procédé à une licitation publique, avec l'autorisation du Conseil des Ministres et sur la base d'un cahier des charges établi sur l'avis du C. S. M. ; l'ancien concessionnaire est admis sans aucune condition spéciale ; il a seulement un droit de préférence à offres égales et il n'est pas obligé de dépasser la garantie destinée à assurer le paiement des travaux, dans le cas où il serait l'adjudicataire.

b) *Concessions libres par renoncement.*

(art. 95 à 100 incl.).

Le concessionnaire peut renoncer à son droit d'exploitation lorsqu'il prouve qu'il n'existe plus aucun gisement exploitable des substances minérales ayant fait l'objet de la concession, ou lorsque le gisement n'est plus exploité d'une manière rentable. Sur la demande de renoncement, l'autorité minière donne son avis et le C. S. M. décide après la citation des parties et établit les condi-

tions dans lesquelles la renonciation peut être admise et fixe les termes dans lesquels le concessionnaire doit :

1^o Exécuter les travaux de sécurité prescrits conformément aux lois et règlements en vigueur :

2^o Obtenir la radiation de toutes les inscriptions existant sur la concession de la mine.

Après que le concessionnaire a déposé les actes relatifs à l'accomplissement des obligations imposées, le Conseil supérieur des Mines, convoque les intéressés, et prononce la décision autorisant la renonciation, qui sera publiée dans *le Moniteur officiel* et inscrite dans le registre minier.

La renonciation produit les effets juridiques du jour de la publication dans *le Moniteur* de la décision du Conseil supérieur des Mines. L'alinéa II de l'article 99 précise que l'ancien concessionnaire demeure responsable pour les dommages causés par les travaux d'exploitation et l'alinéa III du même article l'oblige de payer les impôts et toutes les taxes à l'Etat pour l'année entière dans laquelle a été admise la demande de renonciation.

Les obligations imposées au concessionnaire dans le cas de renoncement, nous les trouvons sévères.

Le concessionnaire renonce puisqu'en général la mine n'est plus rentable ; peut-être les installations n'ont pas été amorties quand il a constaté que le gisement ne peut être exploité d'une manière rentable.

Les conditions dans lesquelles la mine deviendra la propriété de l'Etat ne sont pas amplement expliquées comme il le fallait. L'alinéa II de l'ar-

ticle 97, dit laconiquement : « Il (le C. S. M.) établira les conditions dans lesquelles la renonciation peut être admise. »

Le Conseil supérieur des Mines a donc des pouvoirs illimités pour fixer les conditions ?

Même dans ce cas, le législateur pouvait donner quelques précisions — comme il l'a fait pour les obligations — puisque autrement le Conseil supérieur des Mines a des hésitations et ainsi la situation du concessionnaire n'est pas protégée.

c) *Concessions libres par retrait.*

La concession et l'autorisation d'exploitation sont retirés dans les cas suivants, énumérées par l'article 104 :

1. Lorsque l'exploitant n'a pas satisfait les dispositions des articles 52 et 85 (1).

2. Lorsque, sans motifs légitimes et sans autorisation de sursis, accordés par l'autorité minière, l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à porter atteinte aux besoins des consommateurs, à la sûreté publique, ou à la défense nationale.

3. Lorsque les travaux d'exploitation sont effectués contre les règles de l'art minier, compromettant ainsi les possibilités d'exploitation future des substances minérales.

(1) L'art. 52 oblige le concessionnaire de commencer les travaux d'exploitation dans un délai d'un an. L'art. 58 est relatif à l'obligation des concessionnaires d'acquitter la somme qui leur serait demandée pour l'exécution des travaux en cas d'inondation.
V. *supra*.

4. Lorsque l'exploitant met franchement de la mauvaise volonté à satisfaire aux prescriptions relatives aux mesures de sécurité du personnel et de conservation du gisement.

5. En cas d'abandon de la mine par cessation de toute activité, sans autorisation du Ministère, une année durant après sommation faite.

Le retrait de concession, apparaît comme une sanction appliquée au concessionnaire : la concession et l'autorisation d'exploitation « sont considérées comme supprimées de droit et sans l'accomplissement d'autres formalités ». Cette disposition très sévère a été adoucie par la loi de 1929 ; l'alinéa I de l'article 101, ajoute : « en respectant les normes prévues à l'article 141 ».

L'article 141 se trouve dans le chapitre des sanctions et il prévoit pour chaque infraction de l'article 101 de fortes amendes (variant entre 5.000 et 200.000 lei) et seulement dans le cas où le concessionnaire persiste dans sa décision qui est considérée par la loi comme une grande faute, les dispositions de l'article 101 s'appliquent et la concession est retirée.

Le Conseil supérieur des Mines prononce la décision du retrait après que le concessionnaire et les créanciers hypothécaires, ont été appelés ; le concessionnaire a le droit de recours devant la Haute Cour de cassation dans un délai d'un mois à courir de la communication. Le retrait de la concession doit être publié au *Moniteur officiel*.

La concession étant retirée l'ancien concessionnaire reste responsable des dégâts causés par les

travaux d'exploitation et des actes d'administration jusqu'à l'institution d'une administration par le Ministère (art. 103, al. II et III).

La disposition de l'alinéa III de l'article 103 qui rend l'ancien concessionnaire responsable des actes d'administration *jusqu'à l'institution d'une administration*, par le Ministère, apparaît comme contraire au principe généralement admis, puisqu'il devait être responsable jusqu'à la publication dans *le Moniteur* de la décision de retrait.

Le législateur a certainement introduit cette disposition comme une pénalité.

L'ancien concessionnaire et ses créanciers ont droit à un dédommagement dans la limite de la plus-value acquise par la mine à la suite des travaux et investitures faites par l'ancien concessionnaire.

CHAPITRE II

LA MISE EN VALEUR DES SUBSTANCES MINÉRALES LAISSÉES A LA DISPOSITION DU PROPRIÉTAIRE DE LA SURFACE

En vertu de la disposition de l'article 19 de la constitution du 23 mars 1923 et de l'article 1^{er} de la loi des mines de 1929 qui laisse à la disposition du propriétaire de la surface la tourbe et les roches communes (1), le législateur, dans les articles 104, 105 et 106, énumère les principes généraux pour la mise en exploitation de ces substances.

Le propriétaire de la surface a le droit d'exploiter lui-même ou de céder son droit à d'autres ; il est obligé de demander à l'autorité minière régionale une autorisation pour l'exploitation et s'il a exécuté les prescriptions de police minière prévues par la loi et les règlements, les travaux d'exploitation peuvent être commencés. L'exploitation est soumise au régime de la loi des mines et sous le contrôle de l'autorité minière pour :

- a) La conservation et l'exploitation économique des masses de ces substances.
- b) La protection de la surface et des installations et des bâtiments existants.
- c) La sécurité du personnel et des travaux.
- d) L'assurance des besoins de la consommation intérieure.

(1) Le groupe XI et XII de l'article 2.

L'article 105 déclare le droit d'exploitation du propriétaire *un droit réel immobilier*. Et l'alinéa 2 du même article dispose que « tous les droits et charges se rapportant à l'exploitation seront portés dans le registre minier. »

Ainsi les intéressés peuvent faire facilement le contrôle de l'exploitation.

En ce qu' concerne les rapports entre les exploitations voisines ainsi que *les rapports entre l'exploitation et la propriété de la surface*, en ce qui concerne les dégâts causés par les travaux d'exploitation, ils sont réglés par les instances judiciaires d'après les règles du droit commun (art. 106, al. I).

Le législateur par l'expression « les rapports entre l'exploitation et la propriété de la surface » se réfère d'après nous, à deux cas :

Le premier existe si l'explorateur n'est pas le propriétaire de la surface. L'explorateur a reçu son droit du propriétaire même de la surface, et à la suite des travaux d'exploration il a occasionné des dégâts au détriment du propriétaire.

Le second cas se réfère au rapport entre l'exploitation et le propriétaire de la surface *voisine* de celle où existe l'exploitation.

Le dernier paragraphe de l'article 106 établit que les affirmages obligatoires, les servitudes et les expropriations peuvent être faites pour la construction de voies ferrées étroites, de funiculaires, de routes et pour toutes installations nécessaires à l'exploitation.

Cette disposition est louable puisqu'elle encourage les entreprises particulières pour l'exploitation du calcaire et du sable.

CHAPITRE III

Dans ce chapitre nous allons étudier les questions minières qu'on trouve dans le titre III, première partie de la loi des mines.

Le Groupement.

Le législateur mené par un intérêt purement économique oblige les petits propriétaires d'une même région minière à grouper leurs propriétés, pour former un périmètre avec la surface minime, celle établie par la loi pour la classe respective de gisements, et qui se trouve dans la région. Dans le groupement entrent aussi les surfaces déjàconcédées ; elle était facultative seulement pour les terrains sur lesquels il y avait une exploitation normale inscrite à la région minière à la date de la promulgation de la loi des mines (art. 107 et 109).

La loi des mines de 1924 a le grand mérite d'avoir introduit l'obligation du groupement qui était d'ailleurs une nécessité immédiate pour le pétrole, puisque le groupement écartait ce qu'on appelle la lutte des bornes.

C'est un fait connu que chaque sonde a dans le sol une « sphère » d'activité qui varie entre 100 et 200 mètres et d'où le pétrole brut est extrait. Si les étendues des concessions sont très petites, la

sonde d'une concession diminue le débit de la sonde qui se trouve sur la concession voisine : la conséquence est la rivalité entre les concessionnaires et une perte inutile d'argent, puisque dans une région où il fallait 10 sondes pour l'extraction du pétrole, on mettait 40 sondes puisqu'il y avait 4 ou 5 concessionnaires au lieu d'un seul.

* * *

Les propriétaires sont obligés de grouper leurs propriétés pour l'exploitation de n'importe quel gisement.

Cette question a été éclaircie à l'occasion de la discussion de la loi des mines en 1924 ; M. Tancred Constantinesco, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, a précisé au Sénat que : *le groupement s'applique aux gisements qui appartiennent aux propriétaires de la surface et en espèce pour le pétrole.*

« Qui appartiennent aux propriétaires » et non qui ont été laissés par la loi des mines aux propriétaires. Les substances qui *appartenaient* aux propriétaires avant la constitution de 1923 et pour lesquelles la constitution et la loi des mines de 1924 et 1929 reconnaissent aux propriétaires de la surface des droits « acquis ».

* * *

Si les propriétaires de petite étendue ne sont pas d'accord pour former un groupement, le législateur donne droit aux intéressés « qui font preuve de

capacités techniques et financières » de demander au ministre de l'Industrie la formation d'un groupement. Après que l'autorité minière régionale a procédé à une enquête et a envoyé son avis, le Conseil supérieur des Mines prononce la décision concernant le groupement après la citation des propriétaires des terrains qui seront groupés.

La décision est publiée au *Moniteur officiel* et affichée à la mairie de la commune.

Le groupement est obligatoire pour tous ceux compris dans le périmètre dès la publication de la décision. Si tous les partis ne sont pas d'accord dans un délai de 15 jours après la publication, la question est soumise à une commission arbitrale présidée par le Prim-Président ou le Président du tribunal. La décision est susceptible d'appel dans un délai de 15 jours à la Cour d'appel et sa décision est sujette à un recours dans un délai de 20 jours, de la communication, pour les absents. La décision de la Cour de cassation comme celle de la Cour d'appel est rendue sans droit d'opposition.

*
* *
*

Les articles relatifs au groupement ne comprennent aucune disposition pour le dédommagement auquel les propriétaires ont droit, non tant à la suite de la décision du groupement, qu'à la suite du fait que sur leurs propriétés seront faites des installations pour l'exploitation.

A l'occasion de la discussion de la loi des mines

au Sénat en 1924, il a été précisé que le propriétaire sera dédommagé conformément aux articles 64 et suivants.

D'après nous, le propriétaire de la surface qui a été englobée dans le périmètre du groupement a non seulement droit au dédommagement pour tous préjudices causés par les travaux d'exploitation, mais il a encore droit à la redevance et à la participation au capital de l'entreprise concessionnaire et à tous autres droits réservés par la loi des mines aux propriétaires de la surface.

L'article 68 dispose : « L'occupation sous n'importe quelle forme de la surface n'enlève pas aux propriétaires respectifs les avantages qui ont été réservés par la loi, relativement à la redevance et à la participation de l'exploitation ».

Cette disposition doit s'appliquer aussi aux propriétaires qui ont leurs terrains englobés dans le périmètre du groupement, et la commission des arbitres, la Cour d'appel et la Cour de cassation, doivent répartir entre les propriétaires les droits qui résultent de la formation du périmètre et de la concession.

* * *

Le périmètre tracé à la suite du groupement constitue un bien minier distinct, indivisible pour la durée de la valabilité et il sera passé dans le registre minier avec ses droits et toutes ses charges. Cette disposition a pour but de faciliter le contrôle des charges du périmètre et des propriétés qui sont englobées.

L'institution des concessions sur le périmètre du groupement se fait d'après les règles que nous avons étudiées à la cessation des concessions ; elles rentrent dans le patrimoine minier de l'Etat avec toutes les installations, sans indemnité et libre de charges et d'obligations (art. 112).

Le législateur a donc fait l'application des principes admis dans la matière de la concession.

* * *

Le législateur ayant toujours en vue l'exploitation économique des gisements, dispose dans l'article 113 la formation des régions *minières*.

Chaque région minière, d'après la classe de gisement qu'elle renferme, a un statut, proposé par le Ministère de l'Industrie et confirmé par décret royal qui fixe le régime spécial pour la concentration des opérations minières, métallurgiques et industrielles.

Les régions minières se forment à la suite d'une décision du Ministère de l'Industrie, après l'avis du C. S. M.

L'Etat a donc fait, pour lui, ce qu'il a fait aux propriétaires en les obligeant à grouper leurs terrains ; avec cette différence qu'il a groupé — non pas les surfaces — mais les gisements, les opérations minières, métallurgiques et industrielles.

Dispositions sociales.

Les dispositions sociales ont été groupées, dans la loi de 1929, en quatre articles et qui forment ainsi un chapitre spécial (114-117).

1. Les dispositions des lois de protection du travail et des conventions internationales sont appliquées pour la protection de la femme et des enfants.

2. Les entreprises minières sont obligées, dans le but de prévenir des accidents, d'avoir un service médico-pharmaceutique, de respecter les règlements relatifs à l'aérage et d'avoir, en général, tout ce qui est nécessaire pour être en mesure de donner d'urgence les premiers secours indispensables en cas d'accident ou de maladie.

3. L'accident de mine doit être annoncé dans les vingt-quatre heures à l'autorité minière ; s'il y a aussi des accidents de personnes, le Parquet et la mairie de l'endroit doivent être avisés. L'enquête est faite par l'autorité minière et un représentant des assurances sociales ; le procès-verbal de l'enquête et les conclusions de l'autorité minière doivent être envoyés au Ministère de l'Industrie, à la Maison centrale des assurances et, s'il y a des accidents mortels ou ayant provoqué des blessures graves, un exemplaire sera adressé au Parquet.

Les dispositions sociales sont complétées par celles que nous allons examiner dans l'étude des sanctions.

Taxes, impôts et redevances minières.
Leur établissement et leur perception.

(Art. 118-131).

Nous avons lu la lourde charge des impôts et taxes qui grèvent l'industrie minière en Roumanie. Nous allons étudier les taxes et les impôts miniers, indépendamment de tous les autres impôts fixés par les lois financières ou par d'autres lois :

a) Un taxe fixée sur les superficies délimitées, concédées ou se trouvant en exploitation. Cette taxe est perçue pour toute la superficie, concédée soit par l'Etat, soit par les particuliers, *qu'elle soit ou non mise en exploitation*. Elle est de 60 lei par hectare sur les concessions pétrolifères et de 20 lei par hectare sur les concessions d'autres substances minérales (art. 118 et 119).

b) Un impôt proportionnel au produit brut, calculé sur la valeur de ce produit extrait de la mine et déposé sur le carreau de la mine. Dans le cas où la substance minière, à cause de l'impureté ou du degré de concentration, n'est pas négociable, ou si on ne peut pas la livrer directement aux usines ou aux raffineries et l'impôt est appliqué au produit raffiné ou concentré.

Comme mesure de contrôle, l'article 121 oblige les entreprises minières d'avoir des registres de production journalière et des registres de ventes. Les autorités minières ont le droit de les contrôler à tout moment. Dans le cas où les registres ne sont pas tenus régulièrement, la Commission d'imposi-

tion minière les établit selon son appréciation, sans que l'exploitant ait le droit d'opposition, d'appel ou de recours.

D'après les registres susdits, toutes les entreprises minières doivent envoyer à l'autorité minière régionale, — avant le 20 janvier, — une déclaration avec le montant, la qualité et la valeur de la production extraite au cours de l'année précédente. Dans le cas où les déclarations sont inexactes, les entreprises qui ont commis des infractions « seront imposées et poursuivies pour le paiement « de la taxe sur la superficie, de l'impôt proportionnel et des redevances effectivement dues, majorées cinq fois, indépendamment des sanctions « prévues à l'article 156 » (art. 131).

La loi des mines de 1929 a mieux organisé le contrôle et la perception des impôts (taxes, redevances), mais le taux est majoré par rapport à celui établi par la loi de 1924.

D'ailleurs, la loi de 1929 n'a fait que maintenir la modification introduite par le décret n° 3253/928 qui a modifié, comme nous l'avons vu, les articles 124 et 170 de la loi de 1924 (1).

* * *

En ce qui concerne les redevances, elles varient suivant la classe du gisement et le régime sous lequel la concession est accordée. Le contrôle des redevances est fait par le Ministère de l'Industrie,

(1) V. *supra*.

par l'intermédiaire de la Direction générale des Mines et de ses services extérieurs.

Les impôts miniers, comme les redevances, sont établis au commencement de chaque année par une Commission de district (chaque département a une commission), formée par le représentant du Ministère de l'Industrie, le représentant du Ministère des Finances et le représentant des entreprises minières du district désigné par tirage au sort par les soins du Président du tribunal. La Commission a aussi un secrétaire désigné par le chef de l'autorité minière régionale parmi son personnel.

La décision de la Commission est sans opposition et soumise à l'appel, — dans un délai de vingt jours de la communication du procès-verbal de l'imposition — devant la Commission d'appel qui est instituée par le Ministère de l'Industrie. Le délai pour la déclaration d'appel à la Direction générale des Mines est de *20 jours libres, calculés du jour où les travaux d'imposition ont été enregistrés au Ministère de l'Industrie*. La Commission d'appel se compose de : deux Conseillers de la Cour d'appel de Bucarest, un délégué du Ministère des Finances, un délégué du Ministère de l'Industrie, un représentant des entreprises minières.

La Commission a deux secrétaires : l'un doit être greffier ou aide-greffier de la Cour d'appel de Bucarest ou du Tribunal d'Ilfor, l'autre un fonctionnaire du Service de la Perception des revenus miniers.

La décision de la Commission d'appel est rendue avec droit de recours dans un délai de vingt jours

à courir de la communication. Les recours doivent être déposés au Ministère de l'Industrie ; le Secrétariat de la Commission d'appel envoie la demande avec le dossier respectif à l'instance de recours en matière fiscale. Si la décision est cassée, l'instance de recours évoque le fond et juge définitivement d'après les actes et les preuves présentés devant la Commission (art. 123, 124, 125 et 126).

D'après l'article 127, sont exempts du paiement de l'impôt :

a) Les exploitations minières entreprises par l'Etat en régie.

b) La pierre, le gravier, le sable, exploités en régie par l'Etat, les départements et les communes pour les routes et les chemins.

c) Les matériaux de construction laissés à la libre disposition du propriétaire de la superficie, lorsqu'ils sont extraits pour la fabrication des briques, des tuiles, ou pour les constructions.

La loi des mines de 1924 ne prévoyait aucun cas de dégrèvement.

* * *

Sanctions (Art. 132 à 144).

La loi des mines de 1929 a apporté des modifications sans importance (1) à la loi de 1924 en ce qui concerne les sanctions qui sont applicables aux explorateurs, aux concessionnaires, aux personnes responsables et, en général, à toutes les entreprises

(1) « L'exposé des motifs de la loi de 1929 ».

régies par la loi des mines, si des infractions sont commises aux dispositions établies par la présente loi ou par les règlements miniers.

Rappelons que les sanctions appliquées sont les amendes et la suspension ou le retrait du brevet de fonctionnement du personnel technique (Ex. : négligence dans l'annonce des accidents). Ces sanctions n'excluent pas les pénalités prévues par d'autres lois et règlements.

D'après la loi de 1929 les amendes ont toutes un caractère civil. Elles sont encaissées comme les contributions directes ; la moitié est versée à la Caisse de secours des ouvriers miniers et des fonctionnaires de la région respective et l'autre moitié à la Caisse générale des Retraites.

La loi des mines de 1924 — dans l'article 145 — disposait que les amendes ont un caractère civil « sauf à l'article 141 » qui prévoyait des sanctions en cas d'infraction des obligations d'approvisionnement. Il paraît donc que, dans ce cas, les amendes appliquées avaient un caractère pénal (1).

Les infractions qui donnent lieu ensuite à des sanctions sont constatées par l'autorité minière régionale, ou par tout autre délégué autorisé par le Ministère de l'Industrie et du Commerce. L'amende, à la première infraction, est appliquée par la Commission minière régionale, qui a aussi le droit de

(1) A la Chambre des députés, à l'occasion de la discussion de la loi des mines de 1929, il a été proposé de reconnaître à toutes les amendes le caractère pénal. Le Ministre de l'Industrie a répondu qu'on ne peut pas reconnaître le caractère pénal, puisque les amendes s'appliquent non seulement aux personnes, mais aussi à toutes les Sociétés minières.

suspendre temporairement l'autorisation de fonctionnement dans la mine, ou dans le pays, du personnel technique inférieur. La décision de la Commission régionale est soumise à l'appel devant le Conseil supérieur des Mines, dans un délai de quinze jours à partir de la communication.

Les sanctions appliquées deviennent généralement exécutoires après que l'appel a été résolu ; seulement, en cas d'urgence, la Direction générale des Mines peut décider l'application *provisoire* des sanctions sans attendre la décision du Conseil supérieur des Mines.

L'autorité minière (Art. 145-161 inclus)

La loi de 1929 a apporté d'importantes modifications à la loi de 1924, en ce qui concerne les dispositions relatives à l'autorité minière.

D'abord ont été créés près du Ministère de l'Industrie et du Commerce, — seule autorité compétente pour décider en ce qui concerne les exploitations minières, les carrières, les eaux minérales, la métallurgie, les industries annexes et leurs organisations, — des nouveaux services pour veiller à l'application de la loi et des règlements miniers.

Ensuite, les attributions de chaque service ont été précisées, conformément au but pour lequel ils ont été créés et suivant la catégorie des spécialistes qu'ils renferment.

Le Ministre de l'Industrie applique les dispositions de la loi au moyen des services suivants :

1. La Direction générale des Mines.

2. La Direction régionale des Mines.

3. Les autorités minières locales.

La loi des mines de 1924, article 146, alinéa V, prévoyait seulement la Direction générale des Mines.

La Direction générale des Mines, d'après l'article 147, a les attributions suivantes : « Elle s'occupe de tout ce qui a trait à l'industrie minière, « à la métallurgie et aux industries connexes ; elle « fait des études en vue d'augmenter l'activité « minière du pays, coordonne et propose les améliorations et les modifications ; elle surveille et « contrôle toute l'activité du personnel de la Direction générale des Mines. »

La Direction régionale des Mines « est l'autorité « minière de première instance si la loi ou les règlements ne prévoient pas d'autres dispositions ». Les attributions sont énumérées par l'article 148(1).

En ce qui concerne les affaires juridiques qui leur sont déférées et l'application des sanctions, elles sont résolues par des Commissions régionales de jugement qui sont formées par le Président du Tribunal, dont dépend le siège de la Direction générale, qui est en même temps le Président de la Commis-

(1) A savoir : prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente loi. Délivrer des permis de prospection et poursuivre les résultats de ce genre de travaux. Examiner le programme de travail de toutes les exploitations comprises dans sa région et prendre les décisions nécessaires au sujet du dit programme. Appliquer toutes les dispositions concernant les registres miniers : faire établir des cartes minières par ses services topographiques. Faire exécuter les travaux relatifs aux impôts miniers. Contrôler le personnel engagé dans les entreprises minières et les entreprises connexes.

sion ; un juge, tiré au sort, appartenant au même tribunal ou à la Justice de Paix de la circonscription respective ; le Directeur général.

Cette Commission régionale a été créée par la loi de 1929.

Les autorités minières locales ont des attributions en ce qui concerne le contrôle des dispositions relatives à la sécurité de la vie humaine et à l'exploitation rationnelle du gisement (1).

En ce qui concerne l'exercice de ses droits, le Ministère de l'Industrie et du Commerce est aidé par le Conseil supérieur des Mines qui se compose de dix-sept membres (2).

La loi de 1924, dans l'article 146, § III, disposait que le Ministère, dans l'exercice de ses droits, « est aidé par le Conseil supérieur des mines *et l'Institut géologique de Roumanie* ».

La loi de 1929 a gardé le rôle d'organe consultatif

(1) L'article 150 ajoute : Elles vérifient les actes, les plans et les situations et contrôlent la quantité de production extraite. Elles procèdent à des enquêtes sur les contraventions dressées et sur les accidents et à des constatations sur divers états de fait.

Elles peuvent prendre des décisions dans les cas prévus par la présente loi et par les règlements, s'il y a un danger imminent pour la vie du personnel et la sécurité du gisement.

(2) A savoir : Deux magistrats de la Haute-Cour de cassation ; deux magistrats de la Cour d'appel de Bucarest ; le Directeur général des Mines ; le Directeur de l'Institut géologique de Roumanie ; un ingénieur des Mines et un juriste appartenant au service de la Direction générale des Mines ; un membre du Conseil supérieur de l'administration des entreprises et des biens publics délégué par ledit Conseil ; le Directeur général des conduites de pétrole ; un membre du Conseil supérieur de l'Energie, délégué par ledit Conseil ; 4 ingénieurs spécialistes dans les matières suivantes : a) charbon ; b) pétrole et gaz ; c) mines métallifères ; d) sidérurgie et métallurgie en général ; un économiste, un jurisconsulte.

et dans certains cas, d'instance de jugement seulement au Conseil supérieur des Mines, et l'Institut géologique de Roumanie conserve le rôle pour lequel il a été créé : les recherches scientifiques (1).

Les attributions du Conseil sont les suivantes :

a) « Donner des avis consultatifs sur l'octroi des
« droits d'exploitation, sur les conditions des Ca-
« hiers des charges des explorations et des exploi-
« tations minières, sur les questions relatives aux
« établissements métallurgiques ou industriels en
« étroit rapport avec les exploitations minières,
« ainsi que sur toutes questions d'ordre minier
« qui lui seront soumises par le Ministère. »

b) « Juger dans les cas prévus par la présente loi
« ou par d'autres, ou prévus par les règlements »
(art. 157).

Le Conseil, pour travailler valablement, doit avoir neuf membres, dont trois au moins des magistrats, et avoir des décisions à la majorité des voix. Dans le cas où il exerce ses attributions de justice ou se prononce sur le retrait des permis d'exploration ou des concessions, les membres du Conseil qui sont fonctionnaires à la Direction générale des Mines ne peuvent pas participer au prononcé de la sentence.

Le Conseil, pour résoudre les questions qui lui sont soumises, peut — par l'entremise des Commissions près des Directions régionales des Mines — prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires. Les parties en cause sont citées ; elles ont droit de

(1) Exposé des motifs de la loi de 1929.

récuser les membres du Conseil, dans les mêmes cas et sur les mêmes formes que les magistrats.

Les décisions du Conseil supérieur des Mines sont définitives et exécutives ; on peut les attaquer par un pourvoi à la Cour de cassation, dans un délai d'un mois à dater de la communication. Si la décision est cassée, la Cour invoque le fond et juge l'affaire définitivement, d'urgence et sans droit d'opposition « en vertu des actes et des preuves présentés au Conseil supérieur des Mines ».

Lorsque le Conseil supérieur des Mines exerce les attributions énoncées au point A de l'article 157 (1), il peut prendre des décisions dans des sections formées d'au moins cinq membres. Le Conseil, en séance plénière, fait la répartition suivant les besoins. La décision d'une section doit être prise avec une majorité de trois voix ; si on n'aboutit pas à une décision, l'affaire est soumise au Conseil en séance plénière.

*
* *

Les membres du Conseil ne peuvent être ni fonctionnaires d'une entreprise minière, ou ayant un rapport avec l'industrie minière, ni membres dans le Conseil d'Administration de pareilles entreprises ; ils peuvent être révoqués pour infractions graves, constatées par le Conseil supérieur des Mines.

En ce qui concerne les fonctionnaires, des autorités minières et de l'Institut géologique, ils ne

(1) V. page 200.

peuvent être ni membres du Conseil, ni conseillers auprès des sociétés minières, ni prendre des permis exclusifs d'exploration, ni participer à des concessions.

Les fonctionnaires spécialistes peuvent, avec l'autorisation du Ministre de l'Industrie et sur l'avis du Conseil supérieur des Mines, faire des travaux d'expertise et donner des avis.

* * *

Registres miniers (Art. 162-168 inclus).

La loi de 1929 a maintenu l'institution des registres miniers, qui a été introduite par la loi de 1924, « en vue d'organiser la publicité des droits et des charges de toutes sortes relativement à la propriété minière » (1) et, en plus, par l'inscription de l'acte juridique, il devient opposable aux tiers.

Outre les registres prévus par l'article 244 relatif à l'inscription des droits acquis antérieurement à la loi du 4 juillet 1924, après leur reconnaissance et validation (2), l'article 164 énumère les registres miniers proprement dits (3) pour chaque région

(1) Exposé des motifs de la loi de 1929.

(2) Voir le chapitre suivant.

(3) A savoir : un registre dans lequel sont inscrits les actes juridiques de toute nature concernant la propriété minière ; ensuite : données sur la situation, la topographie, les propriétaires de l'exploration, l'exploitation et les concessions ; des plans et des actes ; un registre où seront portées les différentes demandes d'inscription ou les mentions ; un registre dans lequel on inscrira par ordre alphabétique les noms des propriétaires de la mine et des propriétaires de la surface.

minière et « qui sont tenus par les tribunaux et les autorités minières. »

Pour faciliter les recherches en vue de connaître les droits et charges qui grèvent la propriété minière ; l'article 168, alinéa II prévoit l'obligation, pour les autorités minières et pour les tribunaux, d'avoir plusieurs inventaires, dressés par ordre alphabétique (1) et groupés en registres pour : mines, carrières et eaux minérales.

*
* *
*

Les registres miniers étant introduits, une autre question surgit : l'identification de l'objet correspondant aux droits et charges inscrits dans les registres miniers.

La loi de 1929 a le mérite incontestable d'avoir organisé le cadastre minier dont le but est :

1. Séparer sur le terrain le domaine minier de l'Etat du domaine des concessionnaires ou des particuliers ayant des droits acquis.

2. Identifier les terrains ayant des droits miniers acquis.

L'article 168, alinéa V, introduit l'obligation pour la Direction générale des Mines de prendre « toutes les mesures nécessaires pour faire effectuer les levées de plans, la délimitation et l'établissement des droits miniers sur le terrain, dans les ré-

(1) A savoir : pour les permis exclusifs d'exploration ; pour les concessions d'exploitation et les travaux connexes ; pour les droits validés.

gions pétrolifères de l'Ancien Royaume et les régions carbonifères des Nouvelles Provinces » dans les localités où il existe des droits acquis conformément à la constitution et à la loi des mines.

Les dépenses faites à l'occasion des travaux du cadastre minier sont à la charge des concessionnaires, des exploitants ou des détenteurs des terrains.

CHAPITRE IV

LE PÉTROLE

...Ce qui trouble, dans bien des pays, les esprits à propos du pétrole, c'est qu'on y raisonne du point de vue politique.

Sir H. DETTERDING.

De la seconde partie de la loi des mines, qui comprend les dispositions spéciales pour chaque groupe de gisements, nous allons étudier seulement le pétrole (les bitumes liquides), puisque les dispositions relatives au pétrole ont été les plus modifiées par la loi de 1929 et de plus qu'il présente, du point de vue international, le plus grand intérêt.

La loi roumaine comme la loi française du 16 décembre 1922, établit trois groupes de bitumes : solides, liquides, gazeux (1).

Nous allons étudier les dispositions relatives au pétrole et ainsi nous verrons comment sont appliquées les dispositions générales de la première partie.

* * *

L'explorateur, après l'accomplissement des formalités — que nous avons déjà étudiées — reçoit un périmètre réservé pour l'exploration qui est de

(1) BOCQUET Ed., *Modifications récentes apportées à la législation minière*. Paris, 1924.

400-1.000 ha (1). Dans la loi de 1924, le périmètre était plus petit : de 100 à 400 ha.

L'augmentation de la superficie du périmètre *réserve* à l'exploration était nécessaire dans le but de stimuler les travaux d'exploration — maintenant l'explorateur a plusieurs plis anticlinaux — et en même temps, l'Etat récupère comme réserve une superficie plus grande que celle qu'il pourrait avoir pour les périmètres plus petits (2).

Si l'explorateur a trouvé le gisement après la déclaration de la propriété minière concessible (nous avons vu comment se fait la déclaration), il reçoit, autour du point exploré par lui, un périmètre d'exploitation (3).

Rappelons que les régions pétrolifères inexploitées, mais dans le voisinage immédiat des terrains en cours d'exploitation et qui prouvent la continuité du gisement, sont déclarées propriétés minières concessibles — par le Ministre de l'Industrie, sur l'avis du Conseil supérieur des Mines, et basé sur le rapport de l'Institut géologique de Roumanie — sans qu'on accorde encore des permis exclusifs.

L'article 182, alinéa II, montre comment s'établit l'étendue du périmètre d'exploitation par rapport à l'étendue déclarée propriété minière concessible : « Si cette superficie (celle qui a été déclarée

(1) Pour le charbon : 200-1.000 ha ; les bitumes solides 50-100 ha ; minerais métallifères : 10-100 ha ; hydrocarbures gazeux : 1.000-2.000 ha.

(2) Exposé des motifs de la loi des mines de 1929.

(3) Pour le charbon, il faut trois points d'exploration avec résultats favorables et l'explorateur reçoit une concession de 200 hectares.

« propriété minière concessible) est inférieure à
« 100 hectares, 75 % seront attribués à l'explora-
« teur. Si elle est supérieure à 100 hectares, sans
« toutefois dépasser 200 hectares, l'explorateur
« recevra, outre le minimum fixé ci-dessus, la moi-
« tié du reste jusqu'à concurrence de 200 hectares ». Si la superficie déclarée concessible est supérieure à 200 hectares, l'explorateur a encore droit à 25 hectares pour chaque centaine d'hectares en plus.

Le périmètre auquel l'explorateur a droit ne peut être d'une étendue inférieure à 50 ha ; il doit avoir la forme carrée ou quadrangulaire (1) (dans ce cas, le petit côté doit représenter au moins le tiers du grand côté) ; avec les côtés orientés vers le nord-sud et est-ouest.

Le reste de la superficie déclarée propriété minière concessible, après la formation du périmètre de l'explorateur, constitue la réserve de l'Etat.

D'après l'article 183, les réserves de l'Etat sont de deux sortes :

1. Les réserves de durée, qui ne peuvent être concédées que par une loi spéciale ;
2. Les réserves régionales sont les réserves qui sont menacées de dégradations par les travaux des exploitations avoisinantes.

Les réserves régionales sont divisées en périmètres d'exploitation à 40 ha, sauf dans le cas où l'étendue de la réserve est inférieure à 80 ha ; dans ce cas, elle peut être concédée en bloc.

(1) Exception en cas de voisinage à des terrains aux contours irréguliers.

Les concessionnaires des réserves de l'Etat, outre leurs autres obligations (nous les avons déjà étudiées, et qui sont communes à toute concession) sont obligés, au commencement de la troisième année de la prise en possession du périmètre, de forer, une sonde d'exploration, dans une *région d'exploration possiblement pétrolifère*, pour chaque 40 ha de superficie qu'ils ont obtenue (art. 183, al. VI).

Dans le cas où la sonde donne des résultats favorables, l'explorateur a droit à un périmètre de concession de 40 ha autour de la sonde ; il ne bénéficie pas de l'article 182 relatif à l'étendue du périmètre.

Si l'Etat veut déclarer la nouvelle région comme une réserve de durée, l'explorateur est autorisé à exploiter la sonde d'exploration et on lui donne un autre périmètre de concession dans une autre région. L'explorateur peut se réserver le droit à un périmètre autour de la sonde d'exploration et il le reçoit quand cette nouvelle région est mise en exploitation.

L'obligation qui résulte — pour le concessionnaire des terrains pétrolifères — de l'article 183, alinéa VI, a pour but d'assurer une formation continue des réserves et ainsi d'assurer la continuité de la production. Le législateur a introduit cette disposition puisqu'en 1924 ont été concessionnés 500 ha de terrains pétrolifères connus, sans nulle obligation pour le concessionnaire d'explorer des périmètres dans des régions non reconnues (1).

* * *

(1) L'exposé des motifs de la loi de 1929.

On constate donc, que les terrains pétrolifères sont groupés en trois catégories :

a) terrains certains ou visibles, constitués par des réserves de l'Etat ;

b) terrains probablement pétrolifères, formés par les terrains situés à proximité de ceux où il y a des exploitations ;

c) terrains pétrolifères possibles et qui sont situés à des distances plus grandes des exploitations existantes.

* * *

L'article 184, alinéa II, rappelle le principe général déjà connu : que le droit d'exploitation est accordé aux Sociétés de capacité technique et financière, sur la base de l'adjudication publique.

L'alinéa III, du même article, introduit une exception : « Le Conseil des Ministres pourra décider, à la suite de la proposition du Ministre de l'Industrie et du Commerce, basée sur l'avis du Conseil supérieur des Mines, que pour trois péri-mètres concédés, en vertu d'une mise aux enchères publiques, il serait concédé un périmètre *sans mises aux enchères publiques*, conformément aux conditions générales de la loi aux sociétés qui, tout en possédant des capacités techniques et financières, manquaient cependant de réserves suffisantes. »

Cette exception au principe général a été introduite à la suite des protestations soulevées, car on a pensé que, par la mise aux enchères, quelques

sociétés accapareraient tous les périmètres au détriment d'autres sociétés ayant ainsi la capacité technique et financière, mais n'ayant pour ainsi dire pas la chance de compléter les réserves qui sont si nécessaires à leur existence (1).

La seconde exception est introduite par le septième alinéa du même article, pour les terrains de l'Etat dont l'étendue est inférieure à 40 hectares et entourés par d'autres concessions en cours d'exploitation.

Une nouvelle modification à la loi de 1924 est faite par l'article 185 qui dispose : que les entreprises peuvent obtenir, sur la réserve de l'Etat, un ou plusieurs périmètres, tandis que la loi de 1924 fixe un maximum de trois périmètres.

La durée de la concession est de trente ans. Dans l'ancienne loi des mines elle était de vingt ans pour les périmètres de 10 ha et de trente ans pour les périmètres dont la superficie était de plus de 10 ha (art. 185).

La nouvelle loi des mines de 1929 a apporté une modification essentielle au système établi par la loi de 1924, pour la perception des redevances.

En effet, d'après l'ancienne loi, la redevance était établie trimestriellement par groupe de sondes.

Dans la loi de 1929, la redevance est calculée par sonde et elle est proportionnelle à la production de la dite sonde, conformément à l'échelle suivante :

(1) Discours tenu par M. V. MADGEARU alors ministre de l'Industrie, à l'occasion de la discussion de la loi des Mines.

Sur les mille premiers wagons	12 %
— 1.000-2.000 —	15 %
— 2.000-3.000 —	17 %
— 3.000-4.000 —	19 %
— 4.000-5.000 —	21 %
— 5.000-6.000 —	23 %
— 6.000-7.000 —	25 %

et ainsi de suite jusqu'à 50 % quand la redevance reste constante (art. 189).

A ce système, l'alinéa V du même article établit une surtaxe de 10 % sur la production récupérée par éruption libre, sauf pour les cas de force majeure ; cette surtaxe a le caractère d'une sanction puisqu'il est connu que les éruptions libres endommagent les gisements, sans compter le danger qui en résulte.

Une autre exception se trouve dans l'alinéa VI qui fixe une redevance de 8 % pour « les exploitations par galeries, indépendamment de la production journalière, de même que les puits et les sondes d'une production moyenne inférieure à 3.000 kgr., calculée par journée de production, au cours d'un trimestre ». Dans ce cas, la redevance a été réduite premièrement comme prime d'encouragement aux exploitations par galeries qui sont très coûteuses et ensuite pour rendre rentables, autant que possible, l'exploitation des couches connues et exploitées depuis longtemps, et ainsi avec une production réduite.

La loi pour assurer la continuité de la production encourage aussi la recherche des couches nouvelles plus profondes, puisqu'elle dispose que les sondes situées sur les périmètres d'exploitation, si elles

sont approfondies et découvrent de nouvelles couches, sont exemptées du paiement de la redevance, en ce qui concerne la production extraite, pour un nombre de wagons égal au nombre des mètres forés sous la dernière couche exploitable connu. Le dégrèvement est accordé pour plus de trois sondes, à chaque couche nouvellement découverte (art. 189).

Une Commission constate la découverte de chaque couche. Elle est composée comme suit :

Un représentant de la Direction générale des Mines.

Un représentant de l'Institut géologique de Roumanie.

Un représentant de l'entreprise qui a découvert la couche.

Un délégué des exploitations voisines.

Avec le pétrole sont extraits aussi des gaz proprement dits ; le pétrole est poussé dehors par les gaz et les couches abondantes en pétrole sont toujours très riches en gaz.

Pour ces gaz, l'article 190 établit une redevance de 15 %. Dans le cas de la séparation de la gasoline, la redevance est réduite à 5 % sur les dérivés séparés et de 10 % sur les gaz restant.

La redevance du propriétaire de la surface est de 20 % de la redevance revenant à l'Etat ; elle est accordée pour toute la durée de la concession. Cette redevance n'est accordée qu'aux propriétaires qui ont des terrains dans les régions où le pétrole était à leur libre et exclusive dépendance jusqu'à la promulgation de la Constitution de 1923.

La redevance des propriétaires est de 30 % sur

la *redevance due à l'Etat* : « pour les terrains situés
« à l'intérieur d'une bande large de 1.000 mètres
« formée autour des communes, telles qu'elles figu-
« raient, au 4 juillet 1924, sur les plans où se trou-
« vaient des exploitations normales de pétrole, dans
« l'intervalle du 1^{er} août 1914 au 4 juillet 1924 »
(art. 191, al. III).

La redevance de l'explorateur est de 10 % de la redevance de l'Etat sur la production de la région déclarée propriété minière concessible.

*
* *
*

Les dispositions spéciales, relatives au groupement des terrains particuliers de petite étendue qui se trouvent dans les régions pétrolifères, sont établies par l'article 192.

Le périmètre du groupement doit avoir une superficie minimum de 3 ha et d'une « telle forme que les sondes qui y seront installées doivent garder toujours une distance d'au moins 30 mètres de la limite la plus proche du périmètre ». La disposition relative à la forme résulte de l'article 194 qui, en vue d'*écartement* de ce qu'on appelle « la lutte des bornes », fixe cette distance de trente mètres, entre la sonde et les limites du périmètre, distance qui est « mesurée sur le perpendiculaire allant de l'orifice de la sonde ou du puits, à la limite. »

Donc la distance légale minimum entre deux sondes est de 60 mètres ; dans l'intérieur du périmètre, nous avons vu que cette distance est au

minimum de 100 mètres et généralement 200 mètres.

Pour avoir dans le pays une grande industrie de raffinage, l'article 198 dispose :

a) Nulle raffinerie ne peut être créée sans l'autorisation du Ministère de l'Industrie sur l'avis du Conseil supérieur des Mines.

b) L'Etat seul a droit d'exporter le pétrole brut provenant des impôts et de ses redevances.

c) Toute la production de pétrole brut doit être traitée dans les raffineries de pétrole du pays.

Ces dispositions, si favorables à l'industrie des raffineries de pétrole, sont nuisibles aux intérêts des producteurs. Ainsi que le législateur l'établit :

a) L'autorisation pour la création des raffineries ne peut être refusée aux sociétés productrices, mais dépourvues de raffineries.

b) Si on constate que la production de pétrole brut du pays dépasse la capacité de traitement rationnel des raffineries du pays, le Ministère de l'Industrie peut accorder le droit d'exporter le surplus constaté — par une Commission composée du Directeur général des Mines, d'un représentant des raffineries et d'un représentant des producteurs de pétrole — aux producteurs dépourvus de raffineries et qui se sont associés dans ce but.

Cette dernière disposition a été appliquée dernièrement.

En ce qui concerne le commerce des produits du pétrole à l'intérieur, l'article 200, après qu'il rappelle que la concession intérieure doit être complètement satisfaite et par priorité, déclare qu'il est

libre et « les cartels, syndicats ou offices de vente des produits du pétrole, qui seront créés par les intéressés, seront soumis au régime qui sera prévu par la loi sur l'industrie et par les lois ordinaires en vigueur ».

CHAPITRE V

LA RECONNAISSANCE ET LA VALIDATION DES DROITS ACQUIS

Conformément à la disposition de l'article 19 de la Constitution de 1923, la loi des Mines, dans sa troisième partie, s'occupe de la question de reconnaissance et de validation des droits acquis, c'est-à-dire les droits de toute nature — prévus par la loi des mines — acquis avec un acte de date certaine avant le 28 mars 1923 et « correspondant à une mise en valeur du sous-sol » (1).

Le législateur, craignant que dans la période de guerre et d'après-guerre ont eu lieu des transmissions de droits et biens (2), sans que l'Etat puisse contrôler si ces droits n'ont pas été violés, énumère — dans l'article 238 — les conditions pour que les droits présentés soient reconnus et validés.

D'abord : « que les droits aient été acquis en respectant les lois, décrets-lois, règlements et toutes autres dispositions de ce genre qui étaient en vigueur à la date de leur acquisition ».

En suite : « que les droits réclamés ne portent pas préjudice aux droits que possède l'Etat : par la loi pour la liquidation des biens des sujets étrangers anciens ennemis, du 13 juin 1923 ; par les lois pour la réforme agraire et la loi d'interprétation

(1) V. *supra* : la Constitution du 28 mars 1923.

(2) Exposé des motifs de la loi des Mines de 1924.

« des dispositions de l'article 24 de la loi pour la
« réforme agraire dans l'ancien Royaume, publiée
« dans le *Moniteur officiel* n° 76 du 1^{er} avril 1926,
« ainsi que par toutes autres lois, décrets-lois, règle-
« ments, ordonnances ou actes internationaux » (1).

Troisièmement : « qu'ils correspondent à une
« mise en valeur du sous-sol ».

Les droits qui ne sont pas acquis conformément
aux dispositions de l'article 238 ne peuvent être
validés. L'article 274 *va plus loin*, puisqu'il dispose
que le Ministère public, d'office ou saisi par une per-
sonne quelconque, demandera au Tribunal de const-
tater la nullité, puisque les actes et formalités de
toutes sortes, « concernant les droits miniers acquis
« par les particuliers et qui sont contraires à la
« Constitution, à la loi des mines en vigueur à
« l'époque où ces actes ou formalités ont été con-
« clus ou effectués, à la présente loi, à la loi sur les
« contrats agricoles de 1907 relatifs à la création
« des pâturages communaux, aux lois sur la réforme
« agraire, à la loi pour l'interprétation des disposi-
« tions de l'article 24 de la loi sur la réforme agraire
« dans l'Ancien Royaume, ainsi qu'à toutes lois,
« décrets-lois, ordonnances ou actes internationaux
« attribuant à l'Etat le droit de propriété sur les
« gisements miniers, ainsi qu'à tous ceux ayant
« pour objet un bien minier appartenant de toutes
« manières à l'Etat, sont frappés de nullité ».

Donc, la reconnaissance et la validation des droits

(1) Ce paragraphe est plus explicite que le paragraphe corres-
pondant dans la loi de 1924 qui, après la loi du 13 juin 1923, ajou-
tait : « ainsi que par d'autres lois » (article 235, al. II).

acquis apparaît comme un contrôle de ces droits si elles n'ont pas été acquises par la violation de droits antérieurs de l'Etat. Dans ce but, la loi des mines dispose la création de Commissions de validation et de Commissions d'appel pour les validations.

La Commission de validation est formée par le premier Président du Tribunal (ou les Présidents des sections des tribunaux ayant plusieurs sections, ou par leurs remplaçants) ; un juge du Tribunal tiré au sort et un délégué du Ministère de l'Industrie et du Commerce. La Commission fonctionne — avec deux membres au minimum — au siège du Tribunal ; elle est toujours présidée par un magistrat assisté d'un greffier ou d'un aide-greffier (art. 240, al. II et III).

La Commission d'appel pour les validations comprend dix membres titulaires et quatre membres suppléants, tous nommés par décret royal pour une durée de deux ans et répartis par tirage au sort par le Président de la Commission — qui est le plus ancien en grade des magistrats — en deux sections, chacune avec cinq membres titulaires et deux membres suppléants.

L'article 242 nous montre la formation de chaque section. A savoir :

« Trois Conseillers de la Cour d'appel de Bucarest, élus par l'Assemblée générale de l'instance.

« Un ingénieur des Mines au service de l'Etat,
« représentant le Ministère de l'Industrie et du
« Commerce, désigné par le Conseil supérieur des
« Mines.

« Un représentant des explorateurs, des exploi-

« tants et des propriétaires de la surface, désigné
« parmi ceux-ci par le Conseil supérieur des Mines. »

Les membres suppléants sont membres de la Cour d'appel de Bucarest, toujours désignés au choix et remplaçant les magistrats titulaires en cas d'absence.

Les travaux de greffe sont faits pour chaque section par un greffier et un aide-greffier de la Cour d'appel ou du Tribunal d'Ilfor.

Nous allons voir les attributions de ces deux Commissions au cours de notre étude sur la validation.

* * *

Ceux qui prétendaient avoir un droit minier acquis, avec un titre quelconque et en respectant les conditions de l'article 238, devaient — d'après la disposition de l'article 239 — demander la validation de son droit dans un délai d'un an, à dater de la promulgation de la loi du 4 juillet 1924.

Le paragraphe X du même article dispose que : « les propriétaires ou les possesseurs de terrains sur lesquels peuvent être validés des droits miniers », sont exemptés de l'obligation de demander la validation dans le délai d'un an à partir du 4 juillet 1924. Ils sont tenus de demander la validation « que si et quand ils veulent exécuter les travaux miniers pour la mise en valeur de leurs terrains ».

* * *

Pour valider ses droits, l'intéressé doit présenter à la Commission de validation une demande à laquelle il faut annexer : un récépissé de consignation d'une taxe de 1.000 lei, les plans des périmètres et tous les actes justifiant l'exercice de ces droits. La demande est publiée dans le *Moniteur officiel* et affichée dans la salle du Tribunal et à la mairie de la commune où sont situés les terrains. La publication doit être faite quinze jours francs — au moins — avant le premier terme de jugement.

La Commission de validation vérifie si le droit demandé est conforme aux dispositions de l'article 239, « en tenant compte de la situation juridique « des droits réclamés *dans l'intervalle du 1^{er} août « 1914 jusqu'à la promulgation de la Constitution.* « *Quant à la situation des communes, au point de vue « administratif, on prendra en considération la date « de la promulgation de la loi des mines du 4 juillet « 1924 »* (art. 241, al. IV).

* * *

La disposition de l'alinéa IV de l'article 241 est très importante puisqu'elle confirme l'avis que les Commissions de validation font seulement un contrôle sur la situation des droits dans la période 1914-1923 (la période de guerre et d'après-guerre).

De cette attribution de contrôler s'il existe des droits acquis sur un périmètre, résulte que la décision de la Commission de validation se prononce seulement sur l'existence des droits sur un périmètre, pour lequel la Commission a été saisie par

les intéressés. L'article 266 précise ce point de vue :
« La validation a seulement pour objet la fixation
« des droits que possèdent les concessionnaires et
« les propriétaires de terrains, conformément à
« l'article 238 et aux articles suivants de cette loi,
« par rapport aux droits conférés à l'Etat par
« l'article 19 de la Constitution. »

« Les rapports entre les concessionnaires, les
« propriétaires ou d'autres personnes restent sou-
« mis aux droit commun. »

La disposition finale du paragraphe IV de l'article 241 est relative à la situation administrative; nous allons voir qu'elle est très importante pour la validation du droit d'exploiter.

* * *

La Commission de validation a le droit, pour compléter les preuves, « de faire des enquêtes de tous genres, d'instituer des commissions rogatoires aux instances judiciaires, de prendre et d'ordonner toutes mesures qu'elle estimera nécessaires ».

La décision de la Commission de validation, rendue après des débats sommaires, est soumise seulement à l'appel — dans un délai de 20 jours, à dater de la communication — devant la Commission d'appel pour validation, où tout le fond de l'affaire est remis en discussion. La Commission d'appel a le droit comme la Commission de validation, d'ordonner toutes les mesures qu'elle estimera nécessaires pour compléter les preuves. Après des

débats sommaires, la Cour prend une décision qui est susceptible seulement d'un pouvoi en Haute-Cour de cassation dans un délai de 20 jours, à dater de la communication. En cas de cassation, l'affaire est renvoyée devant la Commission d'appel qui procède conformément à la loi d'organisation de la Haute-Cour de cassation.

La décision de validation restée définitive est inscrite dans des registres miniers spéciaux tenus au Tribunal.

La loi des mines de 1929, outre les précisions apportées à la procédure de validation, a introduit deux nouvelles dispositions :

La première est que « les demandes en validation, « les appels et les recours en matière de validation, « pourront être déclarés périmés conformément à « la procédure civile, à la demande des intéressés, « s'ils ont été laissés de côté pendant deux ans » (art. 241, al. VIII).

La seconde disposition est introduite par le paragraphe VI de l'article 243 : « La voie de la révision « est admissible contre les décisions de validation « conformément au droit commun. » Cette disposition est relative aux décisions obtenues par l'actuel régime de la loi de 1929. L'article 247, alinéa III, dispose pour celles qui ont été obtenues sous le régime de la loi de 1924 : « Le Ministère de l'Industrie et du Commerce pourra, dans « un délai d'un an à courir de la promulgation de « cette loi, faire une demande en révision de toutes « les décisions de validation, obtenues au mépris « de la loi des mines du 4 juillet 1924 et de la loi

« *présente*, si l'on constate que ces décisions ont
« été obtenues par fraude, ou qu'on n'a pas em-
« ployé tous les moyens de défense pour soutenir
« les intérêts de l'Etat ; *on considère dans ce cas que*
« *l'Etat a été privé de défense.* »

* * *

L'alinéa XI de l'article 239 comprend une excep-
tion à la procédure habituelle pour la validation ;
elle est relative aux droits sur les terrains pétroli-
fères : « qui étaient consolidés où se trouvaient en
« cours de consolidation, conformément à la loi
« de consolidation (de 1904), au 4 juillet 1924,
« date de la promulgation de la loi des Mines ».

Ces droits pour être valables devaient : d'abord
remplir les conditions de l'article 238, alinéa b,
puis être inscrits dans les registres miniers spé-
ciaux « dans le délai accordé par la loi pour le dépôt
« des demandes en reconnaissances et validation ;
« c'est-à-dire un an à partir de la promulgation
« de la loi du 4 juillet 1924 ».

L'inscription était faite en vertu d'une ordon-
dance présidentielle, rendue après que le récla-
mant et l'Etat auront été cités, « avec droit d'ap-
pel dans un délai de dix jours, à courir de la com-
« munication et avec droit de recours, dans un
« délai de vingt jours à courir de la décision don-
« née en appel ».

* * *

Les droits acquis peuvent être relatifs à l'exploration ou à l'exploitation.

Nous allons étudier d'abord les bases de validation pour les exploitations.

A. — Explorations.

L'article 245, § 1, considère comme des droits acquis, en matière d'exploration, les permis d'exploration qui étaient valables au 4 juillet 1924, ainsi que les permis « qui ont cessé d'être valables « pour une raison quelconque après le 1^{er} février « 1922 sous le régime du décret-loi n° 2447 de « 1920 ».

D'après la loi des Mines de 1924, les permis périmés à la suite de l'application du décret-loi n° 2447 (1) de 1920 n'étaient pas valables et les possesseurs n'avaient pas des droits acquis. Le Ministère de l'Industrie et du Commerce, considérant cette disposition inéquitable, avec les décisions ministérielles n° 91410 de 1924 et 29114 de 1925, autorisait le renouvellement de ces permis (2). La nouvelle loi des mines a donné une valeur législative à ces décisions ministérielles.

Les possesseurs des permis reconnus valables par le paragraphe 1 de l'article 245 devaient, dans un délai de deux ans à partir du 27 mars 1929, déposer à l'autorité minière régionale, une demande pour le renouvellement des permis.

Le Ministère de l'Industrie, sur l'avis du Conseil

(1) Voir *supra*, p. 98.

(2) L'exposé des motifs de la loi de 1929.

supérieur des Mines, renouvelait les anciens permis avec de nouveaux permis d'explorations, ou les échangeait en concessions conformément aux conditions établies par la loi des mines de 1929 et « aux normes qui seront fixées par un règlement spécial ».

Si le périmètre d'exploration de l'ancien permis était de forme et d'étendue telles que dans l'intérieur, on ne pouvait instituer une concession conformément aux normes de la loi de 1929, alors : ou plusieurs périmètres étaient groupés, ou l'ancien périmètre était complété sur le territoire libre pour avoir l'étendue prévue à la classe respective de gisements. Le nouveau périmètre est accordé : ou à l'un des explorateurs qui a son périmètre englobé dans le nouveau, ou à une entreprise constituée par tous ou partie des explorateurs compris dans le nouveau périmètre d'exploration. Les travaux d'exploration donnant des résultats favorables, la concession est accordée conformément aux dispositions que nous avons étudiées aux concessions.

Si l'un des explorateurs qui a son ancien périmètre englobé dans le nouveau périmètre et s'il ne participe plus, soit à l'exploration, soit à l'exploitation, il a le droit d'être dédommagé (conf. à l'art. 65 et suiv.) et le droit de redevance.

*
* * *

B. — Exploitations

En ce qui concerne les normes pour la validation des droits acquis en matière d'exploitation, la loi établit une distinction si l'exploitation est faite par un concessionnaire qui n'est pas le propriétaire du sol, ou au contraire l'exploiteur est le propriétaire du terrain.

Dans le premier cas, la concession est reconnue et validée si elle réunit les conditions de l'article 238 et si, à la promulgation de la Constitution (28 mars 1923), elle était en exploitation normale. Ces conditions remplies, la concession est validée « dans les conditions et pour la durée pour laquelle elle a été accordée, sans pouvoir excéder 50 ans, à courir de la promulgation de la Constitution » (Art. 247).

Si nous nous référons aux conditions exigées par la loi pour la validation des droits d'explorations, on constate que le législateur a été plus exigeant pour l'exploiteur, puisqu'il demande aussi « l'existence d'une exploitation normale ».

Cette condition est le résultat de la disposition constitutionnelle qui précise que les droits acquis doivent correspondre à une mise en valeur du sous-sol ; une concession, pour être conforme à la disposition de l'article 19 de la Constitution, doit être en exploitation normale.

La disposition sur l'existence de l'exploitation est adoucie par l'article 248 qui dispose que les concessions minières, autres que celles relatives au

bitume, qui n'ont pas été mises en exploitation jusqu'à la date du 4 juillet 1924, doivent avoir la mine en exploitation normale dans un délai de cinq ans à partir du 4 juillet 1924.

Une seconde exception est relative aux concessions dont l'exploitation était arrêtée à la promulgation de la loi du 4 juillet 1924. Pour celles-ci, le terme pour avoir une exploitation normale est de deux ans, compter toujours à partir du 4 juillet 1924.

La loi des mines de 1929, comme la loi de 1924 dans l'article 244, alinéa IV, pour encourager la mise en exploitation, dispose que les délais (de 5 ans et de 2 ans) peuvent être prolongés par le Ministre de l'Industrie sur l'avis du Conseil supérieur des Mines. La loi de 1924 ne précisait pas pour combien de temps; la nouvelle loi ajoute : « successivement et pour la même durée ».

En ce qui concerne les droits qui résultent de concessions qui ont reçu le terme de 5 ans ou de 2 ans, ils sont validés pour la même durée que la concession, s'ils sont conformes aux dispositions de l'article 238 et si, dans le délai accordé, la mine est mise en exploitation normale.

*
* *
*

Dans le cas où le propriétaire du terrain est en même temps exploitateur, l'article 249 dispose que son droit sera validé pour la durée maxima prévue par la loi des mines, à la classe respective de gisement.

Si le propriétaire a concessionné le terrain avant

le 4 juillet 1924, en vertu des lois antérieures à la promulgation de la Constitution et si elle a été reconnue, elle est validée; mais si pour une cause quelconque, la concession expire ou cesse avant le délai fixé par la loi des mines de 1929 à la classe respective de gisement, le droit du propriétaire reste valable jusqu'à l'expiration du terme accordé par la loi, « à condition d'avertir l'autorité minière de l'expiration de la concession et de son désir de bénéficier des dispositions de cet article » (art. 249).

Le troisième cas est prévu par le paragraphe IV de l'article 249 qui établit que les propriétaires ont le droit de disposer de leurs terrains pour la durée prévue par la loi pour la classe respective des gisements, quoiqu'ils n'aient pas été concédés ou exploités jusqu'à la promulgation de la Constitution, dans le cas où les terrains sont situés dans une commune sur le territoire de laquelle, le « 1^{er} août 1914, ou depuis lors jusqu'au 4 juillet 1924, *il y a eu une exploitation normale* pour la « même substance minérale que celle du sous-sol de « leurs propriétés ».

Le paragraphe V du même article accorde les mêmes droits aux propriétaires qui avaient des terrains, même non concédés et inexploités, à la promulgation de la Constitution, et s'ils sont situés à la limite d'une commune — qui remplit les conditions du paragraphe IV de l'article 249 — « dans un rayon de 1000 mètres comptés en ligne « droite, en partant du travail souterrain le plus « rapproché des limites ».

Le législateur accordant des droits acquis aux

propriétaires qui ont des terrains dans les communes ou dans le voisinage des communes où il y a une exploitation normale a fait application d'un principe admis par la loi des mines : c'est la supposition que dans ces terrains se trouve indubitablement la substance minérale exploitée dans les terrains voisins.

Les terrains qui ont des substances minérales qui étaient à la libre et exclusive disposition des propriétaires de la surface, en vertu des lois antérieures à la Constitution, et qui ont été reconnus et validés, sont laissés par l'article 255, sous le régime de la libre transaction jusqu'à l'expiration du terme prévu par la loi des mines pour la classe de gisements respectifs.

En ce qui concerne les droits miniers obtenus de l'Etat avant la promulgation de la Constitution et qui ont été reconnus et validés, ils restent soumis, quant à leur transmission, sous le régime duquel ils ont été obtenus.

L'article 251 applique aux concessions validées une disposition que nous avons déjà étudiée : les travaux d'exploitation ne peuvent être restreints ou supprimés qu'avec l'autorisation du Ministère de l'Industrie, sur l'avis du Conseil supérieur des Mines. Le non accomplissement de cette obligation attire la suppression des droits reconnus.

La suppression apparaît comme une pénalité : elle est décidée par la justice et non par le Conseil supérieur des mines, comme nous l'avons vu dans le cas de retrait de concession (1).

(1) V. *supra*.

La citation en justice est précédée d'une sommation faite six mois auparavant par voie d'huissier.

Si le concessionnaire n'entre pas dans la légalité l'action est introduite d'après la forme du droit commun devant le Tribunal à la compétence duquel ressortit le terrain. Le Tribunal rend une sentence — après des débats sommaires — qui est soumise à l'appel dans un délai de dix jours francs à courir de la communication. La décision de la Cour d'Appel est rendue sans droit d'opposition, mais avec droit de recours dans le même délai.

C. — Dispositions spéciales pour les bitumes.

Les lois minières antérieures à la promulgation de la Constitution donnaient toute l'attention aux bitumes où il y avait le plus grand nombre d'exploitations, et il en résulte que la majeure partie des intéressés, pour la reconnaissance et la validation des droits, sont parmi les possesseurs de terrains pétrolifères.

La loi des mines de 1929, comme la loi de 1924, dans la troisième section de la troisième partie, précise les ayants-droit pour la reconnaissance et la validation des droits en matière pétrolifère.

LES CONCESSIONNAIRES.

I. — Sont reconnues et validées pour la durée du contrat, sans excéder 50 ans, les concessions

qui remplissent les conditions de l'article 258 et qui étaient en exploitation normale à la promulgation de la Constitution, ou ont été exploitées normalement, du 1^{er} août 1914 au 4 juillet 1924.

II. — Sont reconnues et validées dans les conditions précédentes, les concessions qui ne sont pas exploitées, mais elles sont situées dans une commune sur le territoire de laquelle existait une exploitation normale au 1^{er} août 1914, ou postérieurement à cette date jusqu'au 4 juillet 1924.

III. — Dans le cas où le concessionnaire exploitant a plusieurs terrains en concession dans la commune où se trouve son exploitation reconnue et validée, toutes les autres concessions sont reconnues et validées dans les conditions précédentes.

IV. — Les concessions situées dans les communes où il n'existait pas d'exploitation normale dans l'intervalle du 1^{er} août 1914 au 4 juillet 1924, *sont déclarées d'abord admissibles* si elles réunissent les conditions de l'article 238 ; elles seront validées si les concessionnaires, dans un délai maximum de 10 ans à courir du 4 juillet 1924, exécutent les travaux nécessaires à l'exploitation (art. 258).

Les concessions reconnues dans cette catégorie sont soumises à l'obligation de payer à l'Etat une redevance de 4 % sur la production brute (indépendamment de l'impôt minier proportionnel) payée par le concessionnaire et le concédant « proportionnellement aux droits établis pour chaque contrat de concession, *même s'il n'en est pas fait mention dans les décisions de validation* » (art. 258).

La question de la redevance est capitale puisque les concessions qui réunissent les conditions de l'article 258 ne sont validées dans le cas où elles tombent sous les prévisions de l'article 19 de la loi de 1904 concernant la réglementation et la consolidation des droits d'exploiter le pétrole et l'ozokérite sur les propriétés particulières (article 79 de la loi de 1913), *sauf au cas où le concessionnaire déclare devant le Tribunal qu'il prend l'engagement de payer la redevance.*

D'après l'article 19 de la loi de 1904, les contrats de concession pouvaient être annulés si le concessionnaire refusait de payer la redevance annuelle d'un puits ou d'une sonde (conformément au contrat), dans le cas où les travaux n'ont pas été commencés dans un délai de 10 ans, à courir de la promulgation de la loi de 1904.

L'article 258 accorde donc à l'Etat ce qui, d'après l'article 19 de la loi de 1904, était le bénéfice du propriétaire de la surface.

V. — Si le concessionnaire a dans une commune plusieurs concessions, il suffit d'obtenir pour une seule concession la déclaration d'admissibilité et de commencer les travaux d'exploitation (dans le délai accordé) pour avoir des droits sur toutes les concessions.

LES PROPRIÉTAIRES

a) Les droits du propriétaire sont reconnus et validés pour une durée de 50 ans, à partir de la promulgation de la Constitution si les propriétaires

avaient sur leurs terrains, à la promulgation de la loi des mines le 4 juillet 1924. leurs propres exploitations de pétrole ou d'autres bitumes.

La loi exigeant que les propriétaires aient leurs propres exploitations et non des exploitations « normales » ; la condition imposée donc, aux concessionnaires, est plus sévère.

b) Sont reconnus dans les mêmes conditions si sur les terrains il y avait une exploitation *normale* au 1^{er} août 1914 ou postérieurement à cette date jusqu'au 4 juillet 1924.

c) Dans le cas où, dans la commune où le propriétaire exploite un terrain, il en a encore d'autres, les droits lui sont reconnus, dans les mêmes conditions, pour tous les terrains.

d) Les propriétaires qui ont des terrains qui n'étaient ni concédés ni exploités au 3 juillet 1924, mais qui sont situés dans une commune sur le territoire de laquelle il y avait des exploitations normales de bitume, dans l'intervalle du 1^{er} août 1914 au 4 juillet 1924, ou à proximité des limites de la commune, sur un rayon de 1000 mètres comptés en ligne droite depuis la dernière sonde ou le dernier puits en exploitation, ont le droit de disposer des bitumes se trouvant sur leur terrain pour le terme prévu par la loi des mines.

e) L'alinéa III de l'article 261 accorde les mêmes droits aux propriétaires qui ont eu sur leurs terrains des exploitations pétrolifères *par puits* et si elles ont été inscrites à l'autorité minière, ou s'il ne s'est pas écoulé plus de 10 ans depuis la cessation des travaux d'exploitation.

f) Le propriétaire, dont les terrains pétrolifères étaient concédés au 3 juillet 1924, qui ont été ensuite reconnus et validés et si les concessions expirent pour une raison quelconque, continue de disposer des bitumes jusqu'à l'expiration du délai prévu par la loi.

* * *

Après l'expiration du délai — maximum 50 ans — pour lequel les droits acquis ont été reconnus, les terrains devenus libres rentrent dans le patrimoine minier de l'Etat, libres de toutes charges, et d'après les règles fixées par la présente loi des mines. Dans le cas où les propriétaires de la surface ont un droit sur les installations, et si l'Etat veut les retenir, des dédommagements seront accordés.

* * *

L'article 264 est d'une importance remarquable par le fait qu'il autorise les associations d'exploitations minières dans lesquelles la participation au capital de l'association est constituée par des parts et qui existaient à la date du 27 mars 1929 « de continuer à fonctionner dans les conditions dans lesquelles elles ont été constituées ».

La loi des mines de 1924 obligeait ces associations à se transformer en sociétés anonymes roumaines dans un délai de trois ans à partir de la date de la promulgation de la loi.

La disposition de la loi de 1924 était anticonsti-

tutionnelle (1), puisque les associations étaient constituées en vertu d'une loi antérieure (2) à la constitution de 1923 et, en conséquence, la situation des associés devait être considérée comme un droit acquis.

La loi des mines de 1927 a modifié la loi de 1924 dans le sens que les associations existantes peuvent continuer à fonctionner. Cependant, l'alinéa II du même article établit : qu'à l'avenir de pareilles associations ne pourront plus être constituées. Cette disposition, quoique conforme aux dispositions de la Constitution, nous allons voir — dans la dernière partie de cet ouvrage — qu'elle n'est pas conforme avec les principes économiques pour l'encouragement de l'industrie extractive.

(1) V. Exposé des motifs de la loi de 1929.

(2) La loi autrichienne de 1853.

CINQUIÈME PARTIE

Nouvelles tendances de la politique minière

*...Présercons nos richesses pour
l'époque où elles seront nécessaires
et ne les gaspillons pas quand elles
s'écoulent trop librement.*

Sir H. DETTERDING.

La Constitution de 1923 a introduit dans la législation minière roumaine le principe de la nationalisation du sous-sol.

En 1924, la loi minière applique le principe constitutionnel, dans le sens de roumanisation du sous-sol. Les résultats ont été contraires au but poursuivi par le législateur et ainsi des modifications successives ont été apportées jusqu'en 1929, quand la loi reçut une réforme générale.

La nouvelle loi sur les mines applique le principe constitutionnel, accordant pleine liberté aux capitaux nationaux et étrangers pour la mise en valeur des gisements, mais les résultats ne sont guère plus satisfaisants.

La loi sur les mines de 1924 a mis une entrave à la pénétration des capitaux étrangers dans un moment où ces capitaux étaient disponibles et où les capitalistes étrangers voulaient les placer en Roumanie ; cinq ans plus tard, la loi de 1929 ouvre les portes aux capitaux étrangers, mais il est trop

tard, puisque les capitaux étrangers qui étaient disponibles après la guerre ont été par la suite engagés. A cette première cause, il faut ajouter les effets de la crise qui venait de se déclarer.

En Roumanie, l'industrie minière est lourdement frappée par la crise et nous avons énuméré, parmi les principales causes :

D'abord le désintéressement du Gouvernement roumain pour conclure des traités et conventions commerciales avec les Gouvernements étrangers pour assurer les débouchés des produits miniers roumains et surtout du pétrole. Le résultat de ce désintéressement a été que la Roumanie a perdu beaucoup de ses débouchés, surtout à la suite de la concurrence déloyale faite par les produits russes (dumping).

Ensuite : la fiscalité excessive. En effet, en 1931, pour des produits pétrolifères évalués à un total de 2.990.270.000 lei, l'industrie supporte un minimum de : 2.931.119.000 lei (outre les taxes spéciales, comme par exemple : la taxe de pompage au port, la taxe de chauffage, la taxe de jonction, etc.). Tandis que la valeur des produits pétrolifères a baissé dans une proportion de 3,7 du commencement de 1930 jusqu'en 1931, l'Etat a maintenu les mêmes taxes. Dans le cas où les taxes auraient été réduites dans la même proportion, il en résultait, pour l'industrie pétrolifère, un dégrèvement d'au moins un milliard 200 millions de lei (1).

(1) PROCOPIU Gr. M., Quelques observations sur la crise de l'industrie du pétrole (*Annales des Mines de Roumanie*, n° 9, 1931).

La troisième cause est que les industries minières ne sont pas rationalisées, d'où il résulte une augmentation du prix de revient et en conséquence du prix de vente.

* * *

Résoudre la crise et maintenir l'industrie minière dans le rythme du progrès, voilà le grand problème actuel du législateur et de l'économiste roumain.

Comme la crise est générale et pas seulement limitée aux produits miniers roumains, les mesures doivent être classées en mesures d'ordre international, c'est-à-dire en mesures prises par tous les pays intéressés, et en mesures spéciales à la Roumanie.

Nous allons étudier d'abord les mesures spéciales à la Roumanie qui ont pour but d'écarter les causes spécifiques roumaines.

En premier lieu, il faut que la redevance, les taxes et les impôts soient réduits. La loi de 1924 fixe pour le pétrole le maximum de redevance à 30 % de la production totale ; la loi de 1929, quoiqu'elle fixe un autre système, fixe un maximum de 50 %. Si nous nous référons au taux moyen de la redevance, on constate qu'il atteint son plus haut point dans la loi de 1929. En effet, d'après le système établi par la loi de 1924, la moyenne oscille entre 15 % et 10 % d'après le système de la loi de 1929, la moyenne varie entre 15,27 % et 16,77 % (1).

(1) Voir l'exposé des motifs de la loi de 1929.

Cette redevance est excessive et le législateur devait fixer la redevance à 10 % maximum, comme par exemple cela se pratique au *Venezuela*, pays plus riche en pétrole que la Roumanie (1).

Généralement, toutes les taxes et impôts miniers doivent être réduits, mais cette solution est très difficile, puisqu'un des principaux revenus du budget est justement l'application de ces taxes et impôts miniers.

La seconde solution qui a toujours été favorablement envisagée par le Gouvernement roumain est la rationalisation de l'industrie minière et sur tout de l'industrie pétrolière.

La rationalisation n'est autre chose que l'organisation des sociétés par groupes et en leur intimité, en vue de produire au bas prix, et en conséquence, de vendre également à bas prix.

En effet, si nous regardons l'industrie pétrolière, nous constatons qu'il y a plus de 150 sociétés, mais si nous nous référons à leur production, nous constatons que dix sociétés ont une production de 90 % de la production totale de pétrole du pays.

Il résulte de ceci que l'intérêt est de syndicaliser, de grouper — autant que possible — toutes les autres entreprises qui, par leur travail isolé et mal organisé, ne font qu'augmenter le prix de revient et en conséquence le prix de vente.

La syndicalisation peut se faire entre des entreprises spécialisées à une seule opération relative aux mêmes produits miniers ; dans ce cas, il y a

(1) GHICA I., Discours au Sénat en 1931 sur la loi pour l'encouragement des entreprises productrices de pétrole.

une syndicalisation ou concentration verticale (1).

En ce qui concerne le pétrole, on peut former les sociétés suivantes spécialisées (2) :

a) Pour le transport en commun des produits du pétrole sur le chantier aussi bien que de là aux raffineries ou aux stations d'exportation.

b) Pour l'organisation en commun, en vue de capter et de transporter les gaz jusqu'au lieu de consommation.

c) Pour l'organisation en commun de captation et de distribution de l'eau sur les chantiers.

d) Pour le forage.

e) Pour l'extraction des produits.

f) Pour l'exploration en commun.

g) Pour les services géologiques.

La syndicalisation peut se faire aussi entre les entreprises produisant les mêmes produits et, dans ce cas, elle s'appelle syndicalisation ou concentration horizontale. Dans l'industrie du pétrole, ce genre de syndicalisation peut se faire entre les entreprises qui s'occupent de l'exploitation, ou entre les raffineries ou les sociétés de forage.

Les sociétés une fois groupées, peuvent fixer le prix de vente (cartels de prix), ou fixer la production de chaque société.

Pour augmenter les économies qui résultent à la suite d'une syndicalisation verticale ou horizontale, il faut que les entreprises organisent leurs services sur la base de la division scientifique du

(1) FOURGEAUD A., *La rationalisation*. Paris, 1929.

(2) D'après HANCIULESCU I., *La rationalisation dans l'industrie du pétrole (Les Annales des Mines de Roumanie, n° 7, 1931)*.

travail et forment ainsi ce qu'on appelle la rationalisation intérieure.

Toujours dans le but de réduire les dépenses, rappelons que le législateur doit réduire les formalités nécessaires pour les autorisations de commencer le forage et en général toutes les formalités si nombreuses que les entreprises minières doivent avoir des services spéciaux pour satisfaire les exigences de l'Etat.

M. G. Dumitresco, administrateur-délégué de la Société « Steaua Romana » dans une communication fort intéressante au Congrès de l'Association des ingénieurs des mines de 1930, constate le désaccord existant entre la technique minière moderne et la législation minière roumaine.

En effet, le temps nécessaire pour le forage d'une sonde est approximativement de 115 jours, tandis que le temps nécessaire pour obtenir l'autorisation légale — si la sonde se trouve sur un terrain particulier — est approximativement de 540 jours.

* * *

Dans l'histoire de l'industrie pétrolifère roumaine, on trouve des essais, tant pour la concentration verticale que pour la concentration horizontale.

Ainsi, il y a quelques années, trois grandes sociétés pétrolifères : — Steaua Romana, le Crédit minier et l'I. R. D. P. — se sont entendues pour l'exploitation en commun des périmètres obtenus de l'Etat et des conventions ont été conclues pour

l'utilisation en commun des conduites de gaz ou de pétrole brut.

Un cartel pour la vente des produits du pétrole existait avant la guerre et actuellement il est fort probable qu'il va se reconstituer, puisque le fait est bien connu et que la crise de surproduction et de sous-consommation favorise la formation des cartels.

En 1930, les sociétés pétrolifères, pour échapper à la crise, ont conclu une convention de « contingentement » du pétrole, c'est-à-dire que chaque société avait fixé sa production totale. Nous avons vu que cette convention a été dénoncée après quelques mois d'existence.

A l'heure actuelle plusieurs grandes sociétés pétrolières (1), encouragées par le Gouvernement roumain, font le nécessaire pour fusionner et former ainsi une seule société.

* * *

Rationaliser l'industrie minière, voilà une question sur laquelle il y a parfait accord entre les hommes politiques, les économistes et les techniciens roumains.

Le Gouvernement, de son côté, encourage chaque tentative et, plusieurs fois, c'est lui qui a proposé le groupement des sociétés.

Le législateur dispose, nous l'avons vu, dans les

(1) A savoir : Le Crédit Minier, l'Industrie du Pétroler Roumain (I. R. D. P.), Sondajul, Petrol Gavora, et peut-être aussi « Petrol-Block ».

lois sur les mines de 1924 et 1929 de la formation des groupements des petites étendues pétrolifères, groupements qui s'accordent parfaitement avec les principes modernes de la rationalisation.

Une autre disposition favorable à la nouvelle tendance politique minière est la disposition introduite par la loi des mines de 1929 qui établit que les concessions sont accordées par licitation publique ; ainsi il y a la garantie que le droit d'exploitation sera octroyé à une entreprise disposant d'un grand capital et en même temps ayant une bonne organisation technique et administrative.

A côté des dispositions qui sont favorables à la rationalisation, il y en a aussi d'autres qui ne le sont pas.

En effet, le législateur, obligeant l'explorateur qui *veut* avoir une concession à constituer une société, encourage la formation de sociétés qui, n'ayant pas le capital nécessaire, se contentent d'avoir une existence légale, sans avoir d'activité sur les chantiers.

D'après nous, le fait d'avoir les capacités techniques et financières suffit, mais la loi et les règlements miniers doivent préciser ce qu'il faut comprendre par capacité technique et fixer le minimum de capital nécessaire.

Ces deux conditions étant précisées, il y a la certitude que les sociétés pétrolifères qui se formeront auront le capital nécessaire pour mettre les gisements en valeur.

L'intérêt d'un État n'est pas d'avoir un grand nombre de sociétés, qui ont seulement une exis-

tence légale, mais d'avoir des sociétés et des entreprises qui exploitent, grâce à leur capital et à leur organisation ; de la sorte, les richesses sont mises en circulation.

L'entreprise qui se contente d'avoir une existence légale apparaît comme un parasite de l'organisation économique d'un pays.

Le législateur ne doit pas encourager la formation de pareilles sociétés, pour les motifs suivants:

D'abord : ces sociétés n'ayant pas le capital nécessaire ne peuvent pas utiliser les moyens techniques modernes — condition essentielle pour la rationalisation — en conséquence, leur prix de revient est trop élevé.

Dans les petites entreprises, on ne peut utiliser largement le principe de la division du travail.

Troisièmement : les dites sociétés détruisent le crédit de toutes les autres sociétés parce qu'elles annoncent de grands dividendes, qui ne seront pas payés justement en raison de leur organisation défectueuse et ainsi les petits capitalistes perdent confiance dans l'avenir même de l'industrie minière.

* * *

Précisant les capacités techniques et financières, le législateur peut largement autoriser la création d'associations dont le capital est formé par des parts (Kuxe). Nous avons vu que la loi actuelle, par la disposition de l'article 264, interdit la formation de pareilles associations.

Si quelques grands capitalistes roumains ou étrangers désirent commencer une exploitation minière, pourquoi les obliger à former une société ? Pourquoi les obliger à engager des dépenses inutiles ou à accepter une forme qui ne leur convient pas ?

L'Etat doit veiller non à la forme, mais à l'activité, du point de vue technique et du point de vue économique, puisque c'est ainsi qu'une industrie prospère.

* * *

L'Etat roumain peut-il favoriser la nationalisation dans le cadre actuel de la législation minière ?

La réponse ne peut être qu'affirmative et la solution nous la trouvons dans le mode d'*octroi* de la concession.

En effet, nous avons vu que les concessions sont accordées par voie de licitation publique, mais à trois périmètres pétrolifères (1), un autre est accordé par le Conseil des Ministres sur la proposition du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

L'Etat, pour encourager la fusion, peut offrir ce périmètre à des sociétés qui acceptent de fusionner.

D'ailleurs, l'Etat est aussi intéressé dans chaque société, par le fait que c'est lui le propriétaire du gisement ; aussi, d'après nous, il peut même *trouver d'autres mesures en cas de résistance.*

* * *

(1) Nous prenons l'industrie pétrolière, puisqu'à l'heure actuelle c'est elle qui présente le plus d'intérêt.

En dehors des mesures que chaque société doit prendre pour réduire les dépenses et organiser le mode de production (premiers remèdes pour échapper à la crise), l'Etat doit, comme nous l'avons vu, favoriser toute tentative de concentration et a le devoir, de plus, de favoriser la rationalisation collective.

Par rationalisation collective on comprend l'ensemble des mesures collectivement prises et qui ont pour but de préciser certaines directives ou l'utilisation dans les entreprises des mêmes installations ou des mêmes matériaux.

La rationalisation collective correspond à la tendance économique-sociale de la coopération de tous les facteurs en vue du progrès.

Le Congrès de l'Association des ingénieurs et des techniciens de l'Industrie minière, dans la motion du 30 juin 1931, indique le desideratum pour la formation d'un « Institut de Coopération minière » pour la solution permanente de tous les problèmes intéressant l'industrie minière de toutes catégories.

Dans les Etats-Unis d'Amérique, où la rationalisation intérieure est la plus développée, on trouve aussi une organisation qui a pour but la rationalisation collective ; c'est l'« American Petroleum Institut ».

La création en Roumanie d'une organisation qui décidera des mesures applicables à toutes les entreprises minières apparaît comme une nécessité qui amènera le progrès dans l'industrie minière roumaine.

* * *

Nous avons parlé, au commencement de cet ouvrage de l'interdépendance et de l'interpénétration des intérêts économiques des pays.

Pour remédier à la crise, une coopération des forces d'un pays ne suffit pas. Il faut d'abord un accord entre tous les pays directement intéressés (par exemple : les pays producteurs de pétrole), et ensuite un accord avec les autres pays, pour préciser ainsi la politique économique de chaque pays.

Un fait bien connu, mais qui est souvent négligé, est qu'une nation ne peut progresser qu'en prenant part à l'activité internationale et en soutenant ainsi l'activité des autres pays. Profiter de la situation critique d'un pays et refuser tout concours à son relèvement, c'est une politique qui conduit indirectement à la destruction du pays même qui l'applique.

* * *

Nous venons d'apprendre que M. I. B. Aug. Kessler, administrateur et co-directeur « du Royal Dutch Petr. Co. » propose une conférence internationale entre la Roumanie, les Etats-Unis d'Amérique et le Venezuela dont le seul but serait la réduction de la production mondiale du pétrole.

M. Kessler constatant que la production annuelle mondiale du pétrole est supérieure à la consommation annuelle mondiale, propose la réduction de la production pour établir ainsi un équilibre entre la

production et la consommation, équilibre qui aura pour conséquence la hausse du prix du pétrole. Les gouvernements des pays intéressés, devront soutenir cette politique de conservation par l'établissement d'une forte taxe pour chaque mètre foré.

L'importance de cette proposition est remarquable et nous sommes convaincus que toute convention entre les pays producteurs de pétrole, apportera une amélioration à la situation actuelle du pétrole.

* * *

Après avoir vu la situation géographique de la Roumanie, la situation économique de ses richesses et la nouvelle tendance de la politique roumaine qui se résume en une large coopération, il apparaît nécessaire que la Roumanie veille sur l'évolution économique et politique de la Russie.

Seule une coopération entre la Roumanie et tous ses voisins, coopération basée sur des traités et conventions de commerce, apportera le progrès.

Le rapprochement entre la Roumanie et la Russie doit être encouragé et soutenu par tous les autres Etats, puisque c'est ainsi que l'équilibre économique sera établi, non seulement dans le Proche-Orient, mais dans le monde entier.

CONCLUSIONS

...L'absence de coopération est réellement nuisible aux intérêts de tout le monde, y compris le consommateur.

Sir H. DETTERDING.

La loi minière du 27 mars 1929 précise mieux les tendances de la politique minière roumaine.

Ces tendances se résument ainsi :

Tout d'abord, par l'encouragement des travaux d'exploration et la mise en exploitation rationnelle des gisements.

Ensuite, la constitution de réserves de l'Etat pour assurer la continuité de l'exploitation.

Troisièmement, régime d'égalité pour les capitaux nationaux et étrangers, pour les travaux d'exploration et d'exploitation.

Quatrièmement, l'Etat représentant des intérêts collectifs, garde pour lui le monopole du transport des produits miniers.

Cinquièmement, l'introduction des dispositions sociales correspondant aux nouvelles tendances d'ordre social.

Sixièmement, la création de registres spéciaux pour le contrôle des droits miniers, et l'organisation d'institutions techniques spéciales pour con-

trôler et donner leur avis sur les divers problèmes miniers.

La politique minière roumaine, soutenue par la politique économique générale de la Roumanie, qui s'accorde parfaitement avec les nouvelles tendances de politique économique internationale, est une indubitable garantie de progrès, non seulement de l'industrie minière, mais du pays entier, de la Roumanie.

Vu : le Président de thèse,
OUALID

Vu : le Doyen,
BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Aguillon (L.)*. — Législation des Mines en France. Paris, 1903.
- Alimanesteanu (C.)*. — Le sous-sol de la Roumanie. Bucarest, 1900.
- Angelescu (Dr I. N.)*. — La politique économique de la Grande-Roumanie. Bucarest, 1919.
- Baugas (Pierre)*. — Les principes dominants de la nouvelle législation minière. Paris, 1922.
- Berthélemy (H.)*. — Droit administratif. Paris, 1926.
- Béranger (H.)*. — Le pétrole de la France. Paris, 1920.
- Blank (Aristide)*. — La crise économique en Roumanie. Bucarest, 1922.
- Bocquet (Ed.)*. — Modifications récentes apportées à la législation minière. Paris, 1924.
- Bricard (Georges)*. — L'organisation scientifique du travail. Paris, 1927.
- Chevalier (E.)*. — De la propriété des mines. Paris, 1876.
- Colson (F.)*. — De l'état présent et l'avenir des principautés de Moldavie et de Valachie. Paris, 1839.
- Constantinescu (M.)*. — L'évolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie. Bucarest, 1925.
- Crenon (H.)*. — Le régime des mines en Angleterre et la question de la nationalisation des mines. Paris, 1921.
- Cuq (Ed.)*. — Les institutions juridiques en Roumanie. Paris, 1922.
- Delaisi (Francis)*. — Le pétrole. Paris, 1921.
- Filhol (I.)*. — Législation mondiale du pétrole. Paris, 1929.
- Fourgeaud (A.)*. — La rationalisation. Paris, 1929.
- Gane (Al.)*. — Le régime minier en Roumanie et la nationalisation du Sous-sol. Paris, 1924.
- Gide (Ch.) et Rist (Ch.)*. — Histoire des doctrines économiques. Paris, 1926.
- Gide (Ch.)*. — Cours d'économie politique. Paris, 1923.
- Gillard (M.)*. — La Roumanie nouvelle. Paris, 1922.
- Janculesco (P.)*. — La Roumanie Nouvelle et ses richesses minières. Paris, 1928.
- Langerau (J.)*. — Essai sur la nature juridique de la propriété minière. Toulouse, 1922.

- Lazareanu (N.)*. — La nouvelle Loi minière en Roumanie du 4 juillet 1924. Paris, 1927.
- Lemonier (H.)*. — Le nouveau régime des mines en France. Paris, 1922.
- Moruzzi (N. I.)*. — Le régime juridique du sous-sol minier en Roumanie. Paris, 1926.
- Manoilescu (Mihail)*. — Théorie du protectionnisme et de l'Echange international. Paris, 1929.
- Mrazec (L.)*. — L'industrie du pétrole en Roumanie. Bucarest, 1912.
- Moch (Jules)*. — Socialisme et rationalisation. Bruxelles, 1927.
- Muzet (A.)*. — La Roumanie nouvelle. Paris, 1920.
- Nicorescu (Paul)*. — La Roumanie Nouvelle. Bucarest, 1924.
- Naudier (F.)*. — Traité théorique et pratique de la législation et de la jurisprudence des mines, des minières et des carrières. Paris, 1877.
- Olivier (M.)*. — La politique du charbon. Paris, 1922.
- Oualid (W.)*. — La politique économique dans « La vie publique de la France contemporaine ». 1925, p. 108.
- Cours de droit industriel. Paris, 1929.
- Oualid (W.) et Nogaro (B.)*. — L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis cent cinquante ans. Paris, 1914.
- Pielpel (Georges)*. — Le pétrole de Roumanie. Strasbourg, 1925.
- Popescu (G.)*. — Le relèvement économique de la Roumanie. Paris, 1922.
- Pizanti (Mihail)*. — Résultats de l'activité de l'industrie roumaine du pétrole. Paru en Bull. Inst. de Roumanie, 1930.
- Le pétrole en Roumanie (Petroleum in Roumania). Bucarest, 1930.
- Planiol (M.) et Ripert (Georges)*. — Traité élémentaire de Droit civil français. Paris, 1925.
- Radulescu (Savel)*. — La politique financière de la Roumanie. Paris, 1923.
- Raynaud (B.)*. — Une industrie sans crise. Paris, 1905.
- Rommenhoeller (C. R.)*. — La Grande Roumanie. La Haye, 1926.
- Serdaru (Stef. Virgile)*. — Le pétrole roumain. Paris, 1921.
- Tibal (André)*. — La Roumanie. Paris, 1930.
- Tranco-Jassy et Stroe (Georges)*. — La Roumanie au travail. Bucarest, 1927.
- Truchy (H.)*. — Cours d'Economie politique. Paris, 1923.
- Valois (Georges)*. — L'Economie nouvelle. Paris, 1919.

Voiteshti (I. P.). — Eléments de géologie générale. Bucarest.
Xenopol (C.). — Les richesses de la Roumanie. Bucarest, 1916.

OUVRAGES EN ROUMAIN.

- Alexandrescu (D.).* — Drept Civil Roman. Jassy, 1888.
Anagnosti (G. G.). — Legislatia miniera si petrolifera romana.
Ploesti, 1924.
Bratianu (Vintila). — Petrolul si politica de stat. Bucarest,
1919.
Bratianu et Halaceanu. — Politica de stat in industria petrolului
Bucarest, 1911.
Bujoreanu (I.). — Colectiuni de legiurile Romaniei vechi si
noi. Bucarest, 1873.
Dissescu (C.). — Legea minelor. Bucarest, 1895.
Gheron (Dr Netta). — Cultivarea economiei in statele apusene.
Bucarest, 1930.
Giurtu (Ing. I.). — Industrie metilaco-metalurgica. Craiova,
1915.
Giurgutu (I.). — Politica miniera a statului cu privire la ex-
ploatarile metalifere. Bucarest, 1931.
Harjescu (C.) et Oghina (Gr.). — Legea minelor. Bucarest,
1929.
Ioanitescu (D. R.). — Ante-proiect de Constitutie al Cercului
de studiu al Partidului National-Liberal Bucarest.
Ionescu (E. N.). — Dreptul si procedura miniera de explorare.
Bucarest, 1931.
Leon (Dr G. N.). — Politica miniera in diferite state si rapor-
turile ei in politica miniera din Romania. Bucarest,
1915.
Marinesco (G. N.). — Codul Consolidarilor petrolifere. Buca-
rest, 1923.
Metianu (Traian I.). — Consideratiuni generale asupra regi-
mului minier in Romania. Bucarest, 1926.
Manoilescu (M.). — Echilibrul economic european. Bucarest,
1931.
Puscariu (V.). — Observatiuni asupra legii minelor si a pune-
rei ei in aplicare. Bucarest, 1929.
Seulescu (M.). — Legea minelor. Bucarest, 1895.
Stere (C.). — Nationalizarea industrie de petrol. Bucarest,
1921.
Stoian (G. G.) et Gheorghiade. — Legiurile miniere vechi si noi
ale Romanier (12 vol.). Bucarest, 1925.

- Tasca (G.).* — Probleme Economice si financiare. Bucarest, 1927.
- Tanasescu (T.).* — Sistemele de organizare a proprietatei miniere si politica miniera in diferite state. Bucarest, 1916.
- Tanasescu (I. Ing.).* — Statistique de la production minière en Roumanie. Bucarest, 1912.
- Taslaoanu (O. C.).* — Productia. Un program economic. Cluj, 1924.
- Trancu (Iasi Gr.).* — Colaborarea capitalului strain. Bucarest, 1923.
- Vargolici (I. Cezar).* — Proprietatea minelor după Codul Civil. Bucarest, 1895.
- Zanfirescu (C. et G.).* — Legea minelor adnotată. Bucarest, 1924.

DOCUMENTS, REVUES ET JOURNAUX CONSULTÉS.

- Ananele.* — Statistice si Economice. Bucuresti, 1929, 1930, 1931.
- Annales des Mines de Roumanie.* Bucarest, 1930, 1931.
- Annuaire statistique de la Roumanie.* 1926-1931.
- Archiva,* pentru Stinta si Reforma socială. Bucarest, 1930.
- Argus.* Bucarest, 1930-1931.
- Bulletin de l'Institut économique roumain.* Bucarest, 1929-1931.
- Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée.* Paris, 1930.
- Correspondance économique roumaine.* Bucarest, 1929-1931.
- Curierul judiciar.* Bucarest, 1930.
- Noua Constitutie a Romanie si noile Constitutii Europene.* Bucarest, 1925.
- Les Débats parlementaires et les Exposés des motifs.* Moniteur off. Bucarest, 1924 et 1929.
- Economia Nationala.* Bucarest, 1930.
- Economiste roumain.* Bucarest, 1930-1931.
- Les Forces économiques de la Roumanie.* Bucarest, 1929-1931.
- Legea Minelor.* Din, 1929. Bucarest.
- La loi des Mines de 1924.* Bucarest.
- La loi des Mines de 1929.* Bucarest.
- Statistique minière de la Roumanie.* Bucarest, 1930-1931.
- Revue économique internationale de Bruxelles.* Bruxelles, 1930.

